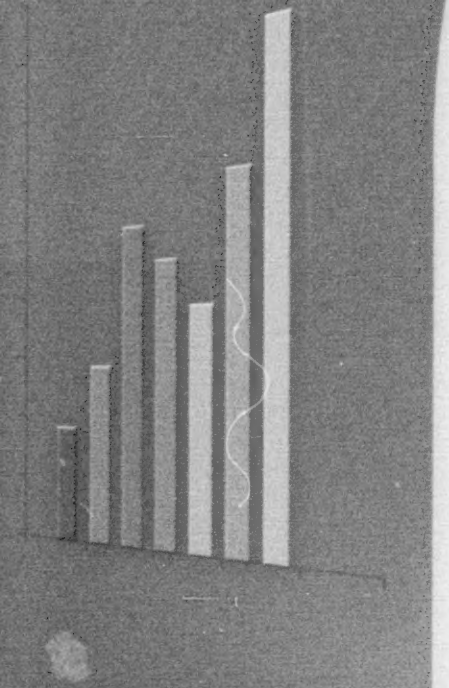
INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

ÉCONOMIE



Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec

Édition 2011

Québec

Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques dont il dispose,
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et archives Canada
Bibliothèque et archives nationales du Québec
1er trimestre 2012
ISBN 978-2-550-64430-9 (version imprimée)
ISBN 978-2-550-63663-2 (PDF)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction est interdite
sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Mars 2012

Avant-propos

L'Institut de la statistique du Québec présente l'édition annuelle des *Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec*. Cette publication décrit, à l'aide des statistiques de la comptabilité nationale, l'évolution, au Québec, des principales variables macroéconomiques depuis 1992.

Les données exprimées en termes réels le sont à l'aide de la méthode des indices en chaîne ou des indices Fisher. Cette méthode produit la mesure la plus précise de la variation, du volume, de la croissance du produit intérieur brut et de ses composantes; elle rend également possible la comparaison avec les *Comptes économiques* du Canada et des États-Unis qui utilisent également cette méthode.

Cet ouvrage des *Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec, édition 2011*, est composé de cinq chapitres. Le premier donne d'abord un aperçu du contexte économique international, puis il analyse l'évolution, en 2009 et en 2010, des principales variables des comptes économiques à partir des tableaux statistiques.

Le deuxième chapitre, composé de neuf tableaux consolidés et deux états de rapprochement, contient les données relatives au produit intérieur brut, au revenu personnel, à la demande intérieure, à la consommation, à l'investissement, à l'épargne personnelle, etc. Le troisième chapitre fournit de l'information plus désagrégée sur les différents comptes consolidés, sous forme de tableaux sectoriels. Au quatrième chapitre figurent les renseignements sur la production intérieure brute par activité économique. Enfin, au cinquième chapitre apparaissent les données sur les administrations publiques.

Tous les tableaux des comptes économiques contiennent les données provisoires de 2010, en plus des séries chronologiques couvrant la période de 1992 à 2009. Deux annexes méthodologiques, qui décrivent le cadre général de la comptabilité économique, les sources et les particularités des différents tableaux, complètent l'ouvrage.

Cette publication fournit des estimations qui servent de repères pour les autres rapports que l'Institut de la statistique du Québec produit, en particulier celui qui présente les estimations trimestrielles des principaux agrégats des *Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec*.

Nous considérons que ce document de référence se révélera fort utile aux personnes intéressées par l'évolution de l'économie du Québec.

Le directeur général,

Stéphane Mercier

*Produire une information statistique pertinente, fiable et objective, comparable, actuelle, intelligible, et accessible c'est là l'engagement « **qualité** » de l'Institut de la statistique du Québec.*

Cette publication a été réalisée sous la coordination de : Jean-François Fortin, économiste

Avec la collaboration de : Réjean Aubé et Richard Barbeau, économistes

Avec l'assistance technique de : Fanny Desrochers
Claudette D'Anjou, mise en page

Direction des statistiques économiques et du développement durable : Pierre Cauchon, directeur p.i.

Pour tout renseignement concernant le contenu de cette publication :

Direction des statistiques économiques et du développement durable
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3e étage
Québec (Québec) G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2411
Télécopieur : 418 643-4129
Site Web : www.stat.gouv.qc.ca
Courrier électronique : economie@stat.gouv.qc.ca

Note aux lecteurs :

Les agrégats des comptes économiques annuels présentés ici peuvent différer de ceux des comptes économiques trimestriels, ces derniers étant produits selon un processus de mise à jour continue des données. Ainsi, toute nouvelle information est intégrée, au rythme des trimestres, aux divers tableaux des comptes, afin de mieux refléter l'évolution récente de l'économie du Québec.

Signes conventionnels

–	Néant ou zéro
..	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
...	N'ayant pas lieu de figurer
p	Donnée provisoire
x	Donnée confidentielle

Symboles

$	Dollar
k	Millier
M	Million
G	Milliard
n	Nombre
%	Pour cent ou en pourcentage

Table des matières

Chapitre 1

L'économie du Québec en 2009 et en 2010 9

Le contexte économique international 9

Le produit intérieur brut selon les revenus 12

Le produit intérieur brut selon les dépenses 13

La production de biens et services 16

La provenance et l'utilisation du revenu personnel 16

Les recettes et les dépenses courantes du secteur public 17

Chapitre 2

Les tableaux sommaires 19

Chapitre 3

Les tableaux sectoriels 43

Chapitre 4

La répartition industrielle du produit intérieur brut 71

Chapitre 5

Les tableaux supplémentaires sur les administrations publiques 81

Annexe 1

Cadre général des comptes économiques 109

Annexe 2

Sources et particularités 115

Liste des tableaux

Chapitre 1

Tableau 1.1
Quelques indicateurs économiques, pays du G7, 2009 et 2010 10

Tableau 1.2
Principaux indicateurs économiques, Québec, Canada et États-Unis, 2009 et 2010 11

Tableau 1.3
Évolution du commerce extérieur en termes réels, Québec, 2006-2010 14

Chapitre 2

Tableau 2.1
Produit intérieur brut selon les revenus, Québec, 1992-2010 20

Tableau 2.2
Produit intérieur brut selon les dépenses, Québec, 1992-2010 22

Tableau 2.3
Produit intérieur brut réel, Québec, 1992-2010 24

Tableau 2.3A
Produit intérieur brut aux prix de 2002, Québec, 1992-2010 26

Tableau 2.4
Contribution en pourcentage à la variation du produit intérieur brut réel, Québec, 1992-2010 28

Tableau 2.5
Indices implicites de prix, produit intérieur brut, Québec, 1992-2010 30

Tableau 2.6
Provenance du revenu personnel, Québec, 1992-2010 32

Tableau 2.7
Utilisation du revenu personnel, Québec, 1992-2010 34

Tableau 2.8
Rapport entre le produit intérieur brut, le produit intérieur brut et net aux prix de base, le revenu personnel, le revenu personnel disponible et l'épargne personnelle, Québec, 1992-2010 36

Tableau 2.9
Revenu comptable net des exploitants agricoles, état de rapprochement, Québec, 1992-2010 38

Tableau 2.10
Investissements en capital fixe, état de rapprochement, Québec, 1992-2010 40

Chapitre 3

Tableau 3.1
Compte consolidé de production : dépenses primaires au titre de la production intérieure, Québec, 1992-2010 44

Tableau 3.2
Compte consolidé de production : recettes provenant de la production intérieure, Québec, 1992-2010 46

Tableau 3.3
Compte consolidé de financement du capital : épargne provenant du Québec et autres sources de financement, Québec, 1992-2010 48

Tableau 3.4
Compte consolidé de financement du capital : utilisation de l'épargne brute, Québec, 1992-2010 50

Tableau 3.5
Compte des revenus et dépenses des particuliers et des entreprises individuelles – revenus, Québec, 1992-2010 52

Tableau 3.6
Compte des revenus et dépenses des particuliers et des entreprises individuelles – dépenses, Québec, 1992-2010 54

Tableau 3.7
Compte de financement du capital des particuliers et des entreprises individuelles – ressources, Québec, 1992-2010 56

Tableau 3.8
Compte de financement du capital des particuliers et des entreprises individuelles – utilisation de l'épargne, Québec, 1992-2010 56

Tableau 3.9
Compte des revenus et dépenses de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – revenus, Québec, 1992-2010 58

Tableau 3.10
Compte des revenus et dépenses de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – dépenses, Québec, 1992-2010 60

Tableau 3.11
Compte de financement du capital de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – ressources, Québec, 1992-2010 62

Tableau 3.12
Compte de financement du capital de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – utilisation de l'épargne, Québec, 1992-2010 62

Tableau 3.13
Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – revenus, Québec, 1992-2010 64

Tableau 3.14
Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – dépenses, Québec, 1992-2010 66

Tableau 3.15
Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – ressources, Québec, 1992-2010 68

Tableau 3.16
Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – utilisation de l'épargne, Québec, 1992-2010 68

Chapitre 4

Tableau 4.1
Produit intérieur brut aux prix de base, par activité économique, Québec, 1992-2010 72

Tableau 4.2
Rémunération des salariés, par activité économique, Québec, 1992-2010 74

Tableau 4.3
Excédent d'exploitation et ajustements divers, Québec, 1992-2010 76

Tableau 4.4
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, par activité économique, Québec, 1992-2010 78

Chapitre 5

Tableau 5.1
Recettes et dépenses du secteur des administrations publiques, Québec, 1992-2010 82

Tableau 5.2
Recettes et dépenses de l'administration fédérale, Québec, 1992-2010 84

Tableau 5.3
Recettes et dépenses de l'administration provinciale, Québec, 1992-2010 86

Tableau 5.4
Recettes et dépenses des administrations locales, Québec, 1992-2010 88

Tableau 5.5
Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, Québec, 1992-2010 90

Tableau 5.6
Impôts directs – particuliers, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts aux administrations publiques, Québec, 1992-2010 92

Tableau 5.7
Impôts directs des sociétés et des entreprises publiques, Québec, 1992-2010 94

Tableau 5.8
Impôts indirects sur la production et sur les importations, Québec, 1992-2010 96

Tableau 5.9
Revenus de placement des administrations publiques, Québec, 1992-2010 98

Tableau 5.10
Dépenses courantes nettes en biens et services et investissements des administrations publiques, Québec, 1992-2010 100

Tableau 5.11
Transferts des administrations publiques aux particuliers, Québec, 1992-2010 102

Tableau 5.12
Subventions et transferts de capitaux des administrations publiques, Québec, 1992-2010 104

Tableau 5.13
Transferts entre administrations publiques, Québec, 1992-2010 106

Liste des figures

Figure 1.1
Taux de profit des sociétés avant impôt, Québec, 2003-2010 13

Figure 1.2
Taux de croissance de la demande intérieure finale, en termes réels, Québec, 2003-2010 13

Figure 1.3
Part relative des dépenses publiques courantes nettes en biens et services par rapport au produit intérieur brut aux prix du marché, Québec, 2003-2010 14

Figure 1.4
Taux de croissance des transferts courants des administrations publiques aux particuliers, Québec, 2003-2010 16

Figure 1.5
Taux de croissance du revenu personnel disponible, en termes réels, Québec, 2003-2010 17

Chapitre 1

L'économie du Québec en 2009 et en 2010

Au Québec, en 2011, la croissance économique ralentit après deux trimestres à la suite d'une croissance en 2010 et d'une diminution en 2009. En effet, la croissance cumulative en 2011, après deux trimestres du produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché exprimé en termes réels, est évaluée à 1,5 %, comparativement à 2,5 % en 2010 et à – 0,7 % en 2009. La croissance observée en 2010, après la récession de 2009, est la plus forte croissance annuelle du PIB réel depuis 2004. Au Canada, la croissance cumulative après deux trimestres est 2,5 %, à la suite d'une diminution de 2,8 % en 2009 et d'une croissance de 3,2 % en 2010. La croissance canadienne du PIB réel enregistrée en 2010 est la plus forte variation observée depuis 2000. En 2010, l'économie du Québec représentait 20,7 % de l'économie canadienne en termes réels (1981 : 24,0 %, 1991 : 22,2 % et 2001 : 21,1 %).

L'évolution économique au Québec en 2010 est largement influencée par la croissance des dépenses personnelles de consommation et, dans une moindre mesure, de la reprise de l'investissement des entreprises. La croissance est toutefois entravée par le recul du solde du commerce extérieur international, qui réduit considérablement la croissance du PIB réel. Il s'agit de la contribution négative la plus sévère depuis 2003 (une neuvième contribution négative consécutive), neutralisant en partie la forte hausse de la demande intérieure finale, qui apporte sa plus forte contribution à la croissance depuis 1987. La tendance se maintient après deux trimestres en 2011, alors que la demande intérieure finale continue sa croissance, et que la balance commerciale se détériore davantage.

La création nette d'emploi passe de – 32 000 en 2009 à + 66 700 en 2010, puis à + 53 000 emplois après 10 mois en 2011. Après avoir été passablement élevé en 2009, le nombre de chômeurs diminue en 2010 (– 17 100) et en 2011 (après 10 mois : – 12 600). Par ailleurs, la croissance de la population active[1], qui a ralenti en 2009 (+ 0,5 %), reprend en 2010 (+ 1,2 %) et s'établit à + 0,9 % après 10 mois en 2011. Ce faisant, le taux de chômage, qui a atteint 8,5 % en 2009, redescend à 8,0 % en 2010 et continue son retour au niveau d'avant la récession après 10 mois en 2011 (7,6 %).

La progression du revenu personnel disponible, exprimée en termes réels[2], se relève de sa faible croissance de 2009 (+ 0,9 %) pour s'établir à + 3,1 % en 2010. Après le premier semestre de 2011, le revenu personnel disponible en termes réels croît de 0,4 % sur une base cumulative. Le taux d'épargne personnelle passe de 3,9 % en 2009 à 3,7 % en 2010, avant de redescendre à 2,3 % en moyenne après deux trimestres en 2011.

Le contexte économique international

Les pays de l'OCDE[3, 4]

Dans les 34 pays membres de l'OCDE pris globalement, l'économie continue de croître en 2011 après la reprise amorcée en 2010 (+ 2,9 %), suivant la contraction de 2009 (– 3,5 %). Seuls cinq pays de la zone OCDE ont échappé à cette récession, soit l'Australie, Israël, la Corée, la Nouvelle-Zélande et la Pologne. Selon les estimations pour 2011, le PIB en volume croîtrait de 2,3 %, croissance inférieure au niveau de 2010.

Sur le marché des changes, le dollar américain prend de la valeur par rapport à l'euro en 2010, deuxième année de croissance consécutive suivant une décroissance continue depuis 2002. Face à la livre sterling, le dollar continue de s'apprécier depuis 2008, alors que face au yen japonais, il se dévalue depuis 2007. Finalement, face au dollar canadien, le dollar américain se déprécie en 2010 après s'être apprécié en 2009.

L'évolution du PIB en volume est positive dans 30 des 34 économies de l'OCDE en 2010, comparativement à seulement quatre en 2009. Les perspectives pour 2011 prévoient une croissance pour 31 des 34 pays membres, les exceptions étant la Grèce, le Portugal et le Japon. Les croissances les plus prononcées en 2011 (au-delà de 5 %) sont attendues en Turquie et au Chili (+ 6,5 %), en Estonie (+ 5,9 %) et en Israël (+ 5,4 %).

1. Les données sur l'emploi, le chômage et la population active sont arrondies au millier le plus près.
2. L'indice implicite des prix des dépenses personnelles en biens et services sert à dégonfler cette variable.
3. ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (2011). *Perspectives économiques de l'OCDE*, Paris, OCDE, vol. 89, mai.
4. ID. (2011). *Principaux indicateurs économiques*, Paris, OCDE, septembre.

Tableau 1.1
Quelques indicateurs économiques, pays du G7, 2009 et 2010

Pays		PIB en volume	Inflation	Chômage
		Variation en %		Taux en %
États-Unis	2009	−3,5	−0,4	9,3
	2010	3,0	1,6	9,6
Japon	2009	−6,3	−1,3	5,1
	2010	4,0	−0,7	5,1
Allemagne	2009	−5,1	0,4	7,7
	2010	3,7	1,1	7,1
France	2009	−2,7	0,1	9,5
	2010	1,5	1,5	9,8
Italie	2009	−5,2	0,8	7,8
	2010	1,3	1,5	8,4
Royaume-Uni	2009	−4,9	2,2	7,6
	2010	1,4	3,3	7,8
Canada	2009	−2,8	0,3	8,3
	2010	3,2	1,8	8,0

Source : OCDE, *Principaux indicateurs économiques, septembre 2011.*

En Amérique du Nord, la croissance économique reprend en 2010. Au Mexique, après une décroissance du PIB en volume de 6,1 % en 2009, on s'attend à une croissance de 5,4 %, croissance supérieure à celle anticipée au Canada (+ 3,2 %) et aux États-Unis (+ 3,0 %). Contrairement au Canada et au Mexique, le taux de chômage augmente en 2010 aux États-Unis, passant de 9,3 % en 2009 à 9,6 % en 2010. La consommation privée augmente dans les trois pays nord-américains, après une année 2009 marquée par une croissance historiquement faible dans le cas canadien et une décroissance aux États-Unis et au Mexique. La croissance de la consommation des administrations publiques ralentit, malgré que cette dernière demeure positive en 2010.

En Asie, l'expansion économique enregistrée au Japon en 2010 (+ 4,0 %) fait place à un repli anticipé en 2011 (– 0,9 %), malgré une diminution du chômage. En 2008 et 2009, le pays a connu deux années de récession consécutives. En Corée, l'un des rares pays à avoir évité la récession de 2009, la croissance reprend vigoureusement en 2010, avant de ralentir en 2011. Le pays devrait néanmoins croître deux fois plus rapidement que la moyenne des pays de l'OCDE pour cette année. En Chine, la croissance de 10,3 % du PIB en volume en 2010 est la plus forte enregistrée depuis 2007, quoique la croissance annuelle ne soit jamais descendue en deçà de 9,2 % en 2008 et 2009. En 2011, l'économie devrait croître de 9,0 %, la plus faible croissance depuis 2001, notamment en raison d'un durcissement monétaire et de l'arrivée de la fin du programme de relance. En Inde, la croissance du PIB réel augmente à 10,4 % en 2010 (+ 7,2 % en 2009), accompagnée d'une croissance de l'inflation de 12,0 %. En 2011, l'économie devrait croître de 8,5 % (inflation : + 9,2 %).

En Europe, dans la zone euro, après une décroissance de 4,1 % en 2009, la croissance atteint 1,7 % en 2010 et atteindrait 2,0 % en 2011. Le solde financier des administrations publiques devrait s'améliorer dans la zone, passant d'un déficit de 6,3 % du PIB nominal en 2009 à 4,2 % en 2011. Néanmoins, la dette brute des administrations publiques passera de 79,4 % du PIB nominal en 2009 à 88,4 % en 2011. Hors de la zone euro, le Royaume-Uni croît de 2,9 % en 2010 et devrait croître de 2,6 % en 2011, alors que son solde financier est en déficit de 10,3 % du PIB nominal en 2010 et de 8,7 % en 2011, soit un déficit de plus de quatre points de pourcentage que la moyenne de la zone euro.

L'économie états-unienne

Aux États-Unis, en 2010, le PIB nominal atteint 14 526,5 G$, en hausse de 4,2 % par rapport au niveau de 2009. En termes réels, le taux de croissance du PIB est de 3,0 % en 2010, après deux années de récession consécutives (– 0,3 % en 2008 et – 3,5 % en 2009). Sur une base trimestrielle, la croissance du PIB réel est positive depuis le troisième trimestre de 2009, quoique l'intensité diminue au cours des deux premiers trimestres de 2011, avant de reprendre plus fortement au troisième.

Dans ce contexte, l'investissement du secteur privé renoue avec la croissance en 2010, tout comme les dépenses personnelles de consommation. La croissance des dépenses des administrations publiques se modère dans l'ensemble, en raison de la contraction observée au niveau des paliers de gouvernement inférieurs (gouvernements des États, gouvernements locaux), alors que le solde négatif du commerce extérieur augmente, malgré la croissance des exportations.

L'investissement du secteur privé en capital fixe rebondit en 2010 (+ 17,9 %) après trois années de décroissance consécutives, en raison d'une reprise de l'investissement des entreprises en logiciels et équipements (+ 14,6 %), suivant les diminutions de 16,0 % en 2009 et de 4,3 %

Tableau 1.2
Principaux indicateurs économiques, Québec, Canada et États-Unis, 2009 et 2010

Indicateur	Québec		Canada		États-Unis	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010
Variation en %						
Produit intérieur brut aux prix du marché (dollars enchaînés)	−0,7	2,5	−2,8	3,2	−3,5	3,0
Dépenses personnelles en biens et services de consommation (dollars enchaînés)	0,8	3,3	0,4	3,3	−1,9	2,0
Logements mis en chantier	−9,4	18,3	−29,4	27,4	−38,8	5,9
Revenu personnel disponible (dollars enchaînés)	0,9	3,1	0,9	3,5	−2,3	1,8
Rémunération des salariés (dollars courants)	0,5	4,3	−0,5	4,3	−3,4	2,2
Indice global des prix à la consommation	0,6	1,2	0,3	1,8	−0,4	1,6
Emploi total	−0,8	1,7	−1,6	1,4	−3,8	−0,6
Taux en %						
Taux de chômage (annuel)	8,5	8,0	8,3	8,0	9,3	9,6
Taux cible de financement à 1 jour (fin d'année)	0,25	1,00	0,25	1,00	...	...
Taux cible des fonds fédéraux (fin d'année)	...	...	...	...	0,25	0,25

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada.
Banque du Canada.
Société canadienne d'hypothèques et de logement.
U.S. Bureau of economic Analysis.
U.S. Bureau of Labor Statistics.
U.S. Census Bureau.
U.S. Federal Reserve Board.

en 2008. Par contre, les investissements en construction, tant résidentielle que non résidentielle, diminuent, quoique le rythme de décroissance se soit modéré. L'investissement en construction non résidentielle diminue de 15,8 % en 2010, à la suite d'une diminution de 21,2 % en 2009, alors que l'investissement résidentiel décroît de 4,3 % en 2010, une cinquième diminution consécutive. Cependant, toutes les composantes de l'investissement du secteur privé en capital fixe sont en croissance au deuxième et au troisième trimestre de 2011.

Les dépenses personnelles de consommation reprennent en 2010 (+ 2,0 %), après deux années de diminution consécutive (– 0,6 % en 2008 et – 1,9 % en 2009). La reprise la plus prononcée s'observe dans les dépenses liées aux biens durables, lesquelles décroissent de 5,4 % en 2009 pour rebondir de 7,2 % en 2010 en termes réels.

Les dépenses des administrations publiques, en volume, croissent de 0,7 % en 2010, comparativement à 2,6 % en 2008 et 1,7 % en 2009. La modération de la croissance s'explique par un repli des dépenses des États et des gouvernements locaux, avec deux diminutions successives (– 0,9 % en 2009 et – 1,8 % en 2010), alors que les dépenses du gouvernement fédéral augmentent de 4,5 % en 2010 comparativement à + 6,0 % en 2009 et + 7,2 % en 2008.

Les exportations totales de biens et services, exprimées en termes réels, augmentent en 2010 (+ 11,3 %) après une diminution en 2009 (– 9,4 %), soit la première diminution depuis 2002. Les importations augmentent pour leur part de 12,5 %, après deux années de diminution consécutives. Cependant, au deuxième et au troisième trimestre de 2011, la croissance des exportations et des importations ralentit nettement par rapport aux taux de croissance de 2010.

Dans ces conditions, le déficit de la balance commerciale extérieur en valeur nominale augmente à – 516,9 G$ en 2010, en comparaison à un déficit de 391,5 G$ en 2009. Le solde du commerce de biens est négatif en 2010 (– 669,5 G$), en comparaison à – 522,9 G$ en 2009, alors que le solde du commerce de services vient réduire le déficit de la balance commerciale, avec un solde positif de 152,6 G$ en 2010, en comparaison à 131,1 G$ de surplus en 2009.

Après avoir reflué quelques années jusqu'à un plancher de 4,6 % en 2006 et en 2007, le taux de chômage repart à la hausse en 2008 (5,8 %) et en 2009 (9,3 %) pour culminer à 9,6 % en 2010. Au troisième trimestre de 2011, le taux de chômage redescend légèrement pour s'établir à 9,1 %. Enfin, l'indice global des prix à la consommation (IPC) progresse de 2,8 % en 2007 et de 3,8 % en 2008, mais il diminue de 0,4 % en 2009, ce qui ne s'était pas vu depuis 1955 (— 0,4 %). L'IPC augmente de 1,6 % en 2010, et continue de croître en 2011.

L'économie canadienne

Le PIB nominal au Canada s'élève à 1 624,6 G$ de dollars en 2010, en croissance de 6,3 % par rapport au niveau de 2009. En termes réels, le PIB croît de 3,2 % en 2010, suivant une diminution de 2,8 % en 2009. La demande intérieure, exprimée en termes réels, croît pour sa part de 4,5 % en 2010 après s'être repliée de 2,1 % en 2009.

L'évolution de l'économie canadienne en 2010 est stimulée par une croissance des dépenses personnelles de consommation, tant dans l'achat de biens que de services, ainsi que par la forte croissance de l'investissement des administrations publiques. Les investissements des entreprises contribuent également à la hausse, surtout en bâtiments résidentiels et en machines et matériel. La hausse est toutefois entravée par le solde négatif de la balance commerciale, qui se creuse en 2010. Après deux trimestres, en 2011, le déficit commercial du Canada continue son augmentation, entraînant un ralentissement du PIB réel.

Les dépenses personnelles de consommation en biens et services, exprimées en termes réels, croissent de 3,3 % en 2010, suivant une croissance de 0,4 % en 2009 et de 3,0 % en 2008. Les dépenses en biens durables et semi-durables renouent avec la croissance en 2010 (+ 4,4 % et + 5,0 % respectivement), alors qu'elles avaient diminué en 2009 (– 1,9 % et – 2,3 %). Les dépenses en biens non durables croissent pour leur part de 1,8 % en 2010 (+ 0,8 % en 2009), tandis que les dépenses personnelles de consommation en services augmentent de 3,5 %, comparativement à seulement 1,1 % en 2009.

Après une faible croissance en 2008 (+ 1,2 %) et un recul prononcé en 2009 (– 16,6 %), l'investissement des entreprises en capital fixe rebondit de 8,4 % en 2010. L'investissement en bâtiment résidentiel augmente de 10,2 %, soit la plus forte variation annuelle en termes réels depuis 2002, après deux années de décroissance consécutives (– 3,2 % en 2008 et – 8,0 % en 2009). L'investissement en ouvrages non résidentiels croît plus modérément (+ 2,8 %) après une forte décroissance (– 22,2 %) en 2009. Les investissements en machines et matériel des entreprises augmentent de 11,8 %, après deux années de décroissance consécutives (– 0,5 % en 2008 et – 19,5 % en 2009).

La croissance des dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services, en termes réels, ralentit à 2,4 % en 2010, comparativement à + 4,4 % en 2008 et à + 3,6 % en 2009. L'investissement des administrations publiques augmente fortement en 2010 (+ 17,9 %), suivant une croissance de 8,8 % en 2009. La hausse est davantage prononcée dans l'investissement en structures (+ 19,1 %) qu'en machines et matériel (+ 14,2 %).

Le taux de change du dollar canadien, par rapport au dollar américain, affiche une moyenne annuelle de 0,8757 $ US en 2009 et de 0,9709 $ US en 2010. Par contre, après 10 mois en 2011, le dollar canadien a franchi la parité, avec une moyenne après 10 mois de 101,85 $ US.

Après une longue phase de diminution entre 1993 (11,4 %) et 2007 (6,0 %), le taux de chômage repart à la hausse en 2008 (6,1 %) et en 2009 (8,3 %). Il redescend toutefois à 8,0 % en 2010, et s'établit à 7,5 % en termes cumulatifs après 10 mois en 2011 (7,3 % en octobre). Pour sa part, la création nette d'emploi, après avoir été négative en 2009 (– 274 300 emplois), reprend en 2010 (+ 227 900 emplois) et après 10 mois en 2011 (+ 275 400 emplois). Finalement, l'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 0,3 % en 2009 et de 1,8 % en 2010. Après 10 mois en 2011, l'IPC augmente de 2,9 %.

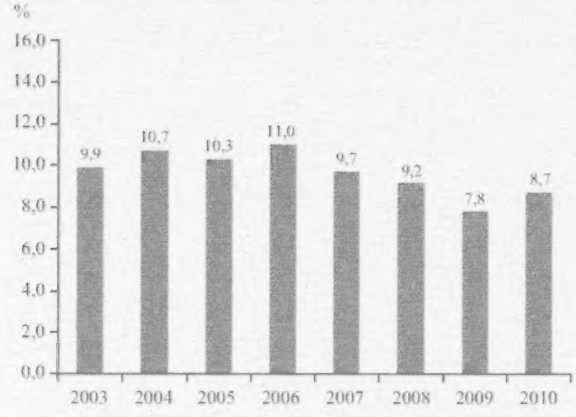
Le produit intérieur brut selon les revenus

Le PIB nominal du Québec, exprimé aux prix du marché, s'accroît de 4,8 % en 2010 pour atteindre 319,3 milliards de dollars, comparativement à 304,9 G$ en 2009 (+ 0,1 %). Le produit intérieur net, exprimé aux prix de base, croît pour sa part de 4,9 % en 2010 pour atteindre 259,1 G$, suivant une décroissance en 2009 (– 0,4 %).

Les composantes du produit intérieur net aux prix de base

La rémunération des salariés, représentant 53,7 % du PIB nominal en 2010, augmente de 4,3 % par rapport à 2009 pour s'établir à 171,5 G$. Il s'agit d'une croissance inférieure à celle du PIB, une première depuis 2006. Par ailleurs, la croissance de l'emploi est positive en 2010 au Québec (+ 66 700 emplois), suivant la première année de diminution depuis 1996 (– 32 000 emplois en 2009). Le taux de chômage, après avoir culminé à 8,5 % en 2009, redescend à 8,0 % en 2010.

Figure 1.1
Taux de profit des sociétés avant impôts, Québec, 2003-2010



Les bénéfices des sociétés avant impôts totalisent 26,2 G$ en 2010, soit le plus haut niveau depuis 2006. Il s'agit d'une croissance de 18,3 %, suivant le recul de 14,0 % de 2009. Par ailleurs, le taux de profit[5] renoue avec la croissance en 2010 (+ 8,7 %) comparativement à 7,8 % en 2009 (figure 1.1).

Les intérêts et revenus divers de placement décroissent pour leur part de 1,1 % en 2010, suivant la diminution de 3,9 % en 2009, pour s'établir à 21,8 G$. Il faut retourner aux années 2001 et 2002 pour revoir deux années de décroissance consécutive (croissance soutenue entre les deux périodes).

Le revenu net des entreprises non agricoles, incluant les loyers, s'élève à 19,8 G$ en 2010, en hausse de 3,6 %. Il s'agit néanmoins d'une croissance inférieure à l'année précédente (+ 7,5 %). Le revenu comptable net des exploitants agricoles se chiffre à 525 M$ en 2010 (388 M$ en 2009), tandis que les impôts indirects nets sur les facteurs de production croissent de 3,2 % pour s'établir à 19,0 G$ en 2010.

Les autres composantes

Les impôts indirects nets sur les produits s'élèvent à 19,0 G$, en croissance de 6,4 %, suivant deux années de décroissance consécutives. La provision pour consommation de capital s'élève pour sa part à 41,4 G$, soit une croissance de 3,5 %. Il s'agit de la plus faible croissance pour cette composante depuis 2006 (+ 3,5 % également).

L'importance relative des composantes

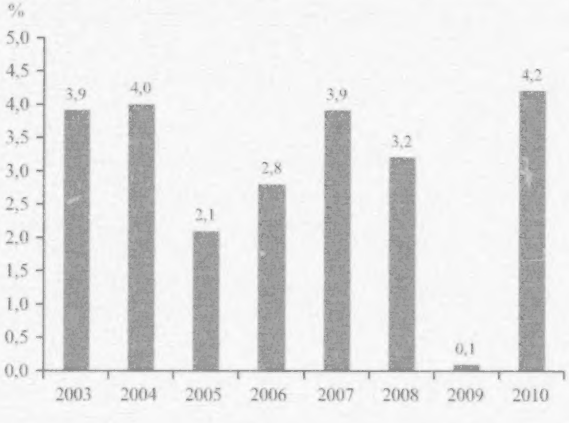
La rémunération des agents économiques, mesurée par le produit intérieur net aux prix de base, renoue avec la croissance en 2010 pour atteindre 81,1 % du PIB. La rémunération des salariés, principale composante du PIB en termes de revenus, compte pour 53,7 %, suivi des bénéfices des sociétés avant impôts (8,2 %). Viennent ensuite les revenus d'intérêts et revenus divers de placement (6,8 %) et le revenu net des entreprises individuelles non agricoles (6,2 %). Finalement, les impôts indirects sur les facteurs de production s'élèvent à 6,0 % du PIB, niveau plutôt stable depuis 2002, alors que le revenu comptable net des exploitants agricoles atteint 0,2 % du PIB.

Le produit intérieur brut selon les dépenses

La demande intérieure finale

La demande intérieure finale en dollars courants croît de 5,2 % en 2010, passant de 326,8 G$ en 2009 à 343,6 G$ en 2010. En termes réels, la demande intérieure finale croît de 4,2 % (figure 1.2), soit une croissance supérieure au PIB réel (+ 2,5 %) pour une dixième année consécutive.

Figure 1.2
Taux de croissance de la demande intérieure finale, en termes réels, Québec, 2003-2010



5. Le taux de profit correspond au rapport entre les bénéfices des sociétés avant impôt et la demande intérieure finale, excluant les dépenses des administrations publiques en rémunération des salariés.

Les dépenses personnelles de consommation

En hausse nominale de 4,3 % en 2010, les dépenses personnelles en biens et services s'élèvent à 198,7 G$, comparativement à 190,5 G$ en 2009. En termes réels, l'accroissement est de 3,3 %, suivant une faible hausse de 0,8 % en 2009 et deux hausses de plus de 3 % en 2007 et 2008. Depuis 2005, l'indice implicite des dépenses personnelles en biens et services croît plus lentement que celui de l'ensemble du PIB. En 2010, les prix des biens et services de consommation augmentent de 1,0 % (+ 0,5 % en 2009), alors que l'indice implicite global du PIB a plutôt crû de 2,2 % en 2010 et de 0,8 % en 2009.

En valeur nominale, les dépenses en biens durables reprennent en 2010 (+ 5,2 %) après une diminution en 2009 (– 1,5 %, première diminution depuis 1991) pour atteindre 27,3 G$. Les dépenses associées aux biens semi-durables renouent également avec la croissance (+ 3,3 %) en 2010 (– 0,1 % en 2009) pour atteindre 16,2 G$. Les dépenses en biens non durables (52,5 G$) et en services (102,7 G$) sont également en croissance en 2010 (+ 3,5 % et + 4,7 % respectivement).

En termes réels, toutes les composantes des dépenses de consommation en biens et services sont en croissance. Les dépenses réelles en biens semi-durables augmentent de 6,3 %, celles en biens durables de 5,7 % et celles en services de 3,4 %. Seules les dépenses en biens non durables croissent à un taux inférieur en 2010 (1,1 %) qu'en 2009 (1,2 %).

Les dépenses publiques courantes

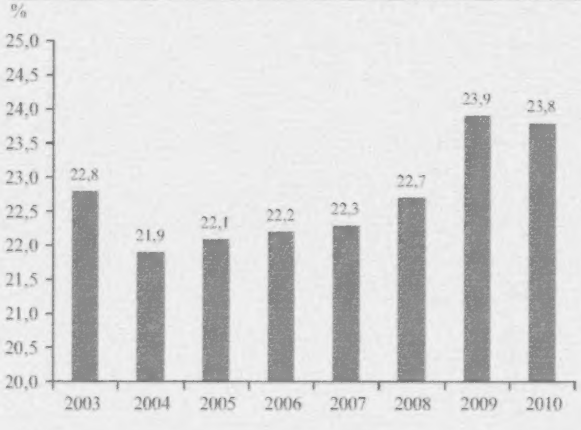
Les dépenses courantes nettes en biens et services des administrations publiques, en valeur nominale, passent de 72,9 G$ en 2009 à 76,1 G$ en 2010, soit une croissance de 4,4 % (la plus faible croissance annuelle depuis 2006, 4,4 % également). En termes réels, la croissance des dépenses est de 2,8 % en 2010, comparativement à + 3,2 % en 2009.

Pour ce qui est de l'importance relative dans le PIB nominal, les dépenses courantes nettes en biens et services des administrations publiques comptent pour près du quart du PIB (23,8 %) en 2010.

Tableau 1.3
Évolution du commerce extérieur en termes réels, Québec, 2006-2010

	2006	2007	2008	2009	2010
	Variation en %				
Exportations totales	**2,3**	**2,1**	**–3,2**	**–7,4**	**0,8**
Internationales	0,9	1,1	–3,1	–12,0	0,4
Biens	0,3	1,2	–3,5	–12,7	–0,3
Services	4,6	0,2	–0,3	–8,0	4,0
Interprovinciales	4,6	3,8	–3,4	–0,3	1,2
Biens	2,4	2,0	–8,6	1,6	–1,0
Services	7,8	6,3	3,7	–2,7	3,9
Importations totales	**3,1**	**4,9**	**0,1**	**–6,0**	**5,3**
Internationales	4,0	5,9	2,8	–9,8	8,0
Biens	3,2	5,8	3,0	–11,4	8,3
Services	9,4	6,6	1,4	1,0	6,3
Interprovinciales	1,6	3,2	–4,4	1,0	1,0
Biens	–0,3	–2,0	–7,5	2,5	0,3
Services	4,0	9,5	–1,0	–0,5	1,7

Figure 1.3
Part relative des dépenses publiques courantes nettes en biens et services par rapport au produit intérieur brut aux prix du marché, Québec, 2003-2010



Les investissements des entreprises

En dollars courants, l'investissement des entreprises repart à la hausse en 2010 (+ 8,7 %) après avoir diminué en 2009 (– 5,6 %). Il s'agit de la plus forte variation annuelle depuis 2004. En termes réels, après deux années de décroissance consécutives (– 0,8 % en 2008 et – 8,7 % en 2009), l'investissement repart à la hausse en 2010 (+ 8,8 %).

Alors que la baisse en termes réels de 2008 était uniquement attribuable aux investissements en bâtiments résidentiels (– 2,9 %), la baisse de 2009 est généralisée à l'ensemble des composantes, tout comme le rebond de 2010. L'investissement en bâtiments résidentiels croît de 12,9 % en 2010, celui en ouvrages non résidentiels croît de 2,0 % (– 4,3 % en 2009) et celui en machines et matériel de 7,8 % (– 19,6 % en 2009).

Les investissements publics

Les investissements en capital fixe des administrations publiques (en valeur nominale) s'élèvent à 16,0 G$ en 2010, en croissance de 8,2 %. En termes réels, la croissance en 2010 est de 8,3 % comparativement à 8,6 % en 2009 (2007 : + 10,4 % et 2008 : + 27,5 %).

Le commerce extérieur

Le solde extérieur global du Québec, exprimé en valeur nominale, présente en 2010 un huitième déficit consécutif, soit – 25,0 G$, en croissance de 20,0 % par rapport au niveau de 2009 (– 20,9 G$). En termes réels, la valeur du déficit commercial du Québec est de 31,3 G$, en hausse de 30,9 % par rapport à 2009, soit une troisième détérioration du solde commercial de plus de 25 % en quatre ans. Le dernier solde positif de la balance commerciale du Québec remonte à 2002.

Les exportations totales de biens et services, en valeur nominale, renouent avec la croissance en 2010 (+ 2,4 %), après une décroissance de 11,3 % en 2009, pour s'élever à 142,8 G$ ou 44,7 % du PIB. En termes réels, la croissance est de 0,8 % pour l'année 2010, suivant des décroissances de 3,2 % en 2008 et de 7,4 % en 2009 (tableau 1.3).

Les exportations vers les autres pays passent de 79,9 G$ à 81,6 G$ entre 2009 et 2010, soit une croissance de 2,1 %, suivant un recul de 17,0 % entre 2008 et 2009. En termes réels, les exportations aux autres pays augmentent de 0,4 % en 2010, contre – 12,0 % en 2009.

Les exportations vers les autres provinces atteignent 61,2 G$ en 2010 (+ 2,9 %), principalement stimulées par les exportations de services (+ 5,3 %). En termes réels, les exportations de biens et services vers les autres provinces sont en croissance de 1,2 % en 2010, après avoir décrues de 0,3 % en 2009 et de 3,4 % en 2008.

Les importations totales de biens et services représentent 167,8 G$ (+ 4,7 %), soit 48,8 % de la demande intérieure finale en terme nominal. Constatée en termes réels, la hausse des importations totales est de 5,3 % en 2010, rebondissant d'une diminution de – 6,0 % en 2009.

Les importations en provenance des autres pays s'élèvent à 105,8 G$, dont 91,0 G$ en importations de biens. Il s'agit d'une croissance nominale de 5,6 %. En termes réels, la croissance des importations internationales est de 8,0 %, faisant suite au recul de 9,8 % enregistré en 2009.

Les importations en provenance des autres provinces s'élèvent à 62,0 G$ en valeur nominale, dont 32,1 G$ en importations de services. Il s'agit d'une croissance de 3,3 % par rapport à 2009. En termes réels, les importations interprovinciales croissent de 1,0 % pour une deuxième année consécutive, donnant suite à une décroissance de 4,4 % en 2008.

Les termes de l'échange[6]

Les termes de l'échange globaux du Québec s'améliorent en 2010 (+ 2,3 %), après s'être détériorés pendant deux années consécutives (– 1,0 % en 2008 et – 1,3 % en 2009). Par ailleurs, les termes des échanges internationaux de biens, composante la plus importante dans les termes globaux, s'améliorent de 3,7 % en 2010 (– 4,3 % en 2009). Après une légère détérioration en 2009 (– 1,2 %), les termes de l'échange international de services s'apprécient de 5,8 % en 2010.

Les termes de l'échange de biens avec les autres provinces diminuent de 0,1 % en 2010, après s'être appréciés de 5,8 % en 2009. Les termes de l'échange de services interprovincial se détériorent pour leur part de 1,1 % en 2010 (+ 1,2 % en 2009).

6. Les termes de l'échange sont le prix relatif auquel s'effectue le commerce extérieur d'un territoire. Ils se mesurent sous forme d'indice sur la base 2002 = 100, en divisant l'indice implicite de prix des exportations par celui des importations.

La production de biens et services

La production globale

Le produit intérieur brut au prix de base en dollars courants augmente de 4,6 % en 2010 après avoir crû d'un léger 0,2 % en 2009. La croissance est généralisée à l'ensemble des industries : aucun des 18 secteurs d'activité ne décroît en 2010, alors que huit avaient décru en 2009.

Les activités économiques

Les industries productrices de biens, qui représentent 28,3 % de la production intérieure aux prix de base, croissent de 5,8 % en 2010, après avoir essuyé un recul de 5,6 % en 2009. Le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière croît de 23,5 %, alors que le secteur de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse et celui de la construction augmentent de 9,8 %. Finalement, le secteur de la fabrication augmente de 3,6 %, et celui des services publics, de 2,0 %.

Les industries productrices de services augmentent de 4,2 % en 2010, après une croissance de 2,7 % en 2009. La production de l'industrie du transport et de l'entreposage augmente de 5,7 % en 2010, après avoir décru de 2,4 % en 2009. Les secteurs associés à la gestion d'entreprise, à la finance et aux assurances ainsi qu'aux services immobiliers ont une croissance soutenue depuis 2008 (+ 5,3 % en 2010). Les secteurs d'activité liés au commerce sont également en croissance, le commerce de gros augmentant de 4,1 % et le commerce de détail, de 4,6 %. Seul le secteur des arts, des spectacles et de l'hébergement a une croissance inférieure à 2,0 % en 2010 (+ 1,5 %).

La rémunération des salariés augmente globalement de 4,3 % en 2010, suivant la faible croissance de 0,5 % en 2009. Les 18 secteurs d'activité sont en croissance en 2010, alors que sept avaient essuyé un recul en 2009. Les croissances les plus prononcées s'observent dans le secteur de l'extraction minière (+ 13,0 %), dans celui de l'hébergement et des services de restauration (+ 10,6 %) et dans celui des arts, des spectacles et des loisirs (+ 9,5 %). Plus globalement, la rémunération des salariés dans les industries productrices de biens a augmenté de 5,2 % en 2010 (– 4,6 % en 2009), alors que celle dans les industries productrices de services a augmenté de 3,9 % en 2010 (+ 2,3 % en 2009).

Finalement, pour l'ensemble des secteurs, le revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, augmente de 4,3 % en 2010, alors que les excédents d'exploitation et les ajustements divers, qui incluent notamment les bénéfices des sociétés avant impôts et la provision pour consommation de capital, augmentent de 5,3 %.

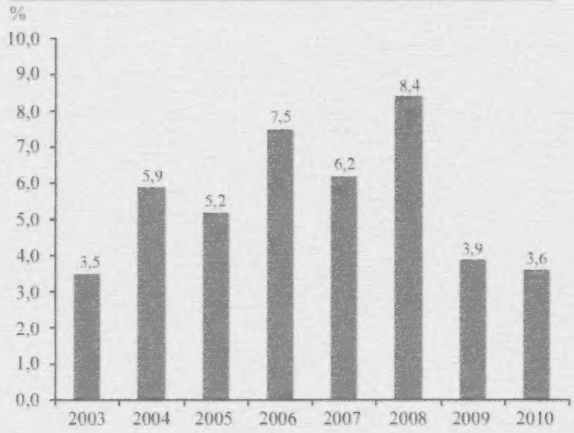
La provenance et l'utilisation du revenu personnel

La provenance du revenu personnel

Le revenu personnel – c'est-à-dire l'ensemble des revenus avant impôts des ménages (revenus de travail, de placement ou de transfert) – s'élève à 272,2 G$ courants, soit une hausse de 3,9 % par rapport à 2009. Il s'agit d'un rebond suivant la faible croissance de 2009 (+ 0,6 %), mais une croissance annuelle néanmoins plus faible que celle observée entre 2006 et 2008.

La rémunération des salariés – calculée ici sur une base nationale plutôt qu'intérieure – s'élève à 175,3 G$, une croissance de 4,3 % par rapport à 2009. Cette croissance est supérieure au taux de croissance du revenu personnel, portant à 64,4 % le poids de la rémunération dans le revenu personnel. Les transferts des administrations publiques, deuxième composante en importance dans le revenu personnel, s'élèvent à 46,5 G$ en 2010, en croissance de 3,6 % (la plus faible croissance annuelle depuis 2003). Après avoir diminué de 7,0 % en 2009, les intérêts, dividendes et revenus divers de placement augmentent de 1,3 % pour s'établir à 28,9 G$.

Figure 1.4
Taux de croissance des trasnferts courants des administrations publiques aux particuliers, Québec, 2003-2010



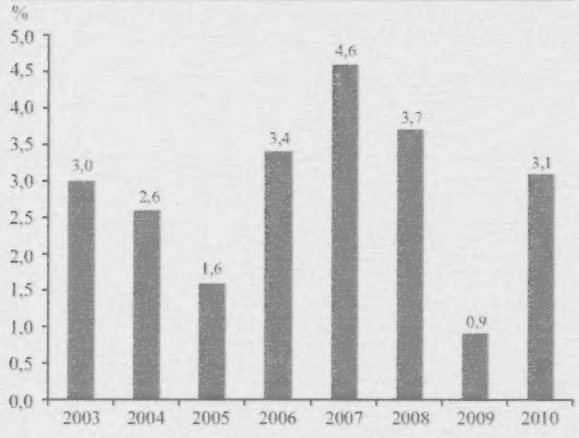
La part relative des transferts en provenance des administrations publiques s'élève à 17,1 % du revenu personnel en 2009 et 2010, en hausse depuis 2003 (15,0 %). La dernière année avant 2009 pour laquelle la part des transferts des administrations publiques était aussi élevée est 1993 (17,1 % également). Inversement, la part relative des intérêts, dividendes et autres revenus de placement, à 10,6 % du revenu personnel en 2010, est la plus faible depuis 1981 (et en déclin pour une troisième année consécutive).

La contribution du revenu de travail, salarié ou autonome, se maintient au-dessus du seuil de 70 % du revenu personnel pour une douzième année consécutive. Depuis 1995 (68,5 %), cette part relative augmente jusqu'en 2003 (73,2 %), puis elle se replie jusqu'en 2008 (71,2 %), avant de se redresser en 2009 et en 2010 (71,6 % et 71,9 % respectivement). La rémunération des salariés présente une part relative à la hausse en 2010, à 64,4 % du revenu personnel, tandis que celle du revenu net des entreprises individuelles non agricoles est à 7,3 % pour une deuxième année consécutive.

L'utilisation du revenu personnel

La répartition du revenu personnel selon ses différentes utilisations montre une hausse depuis 2007 de la part consacrée à l'achat de biens et services (de 72,0 % en 2007 à 73,0 % en 2010). La part accaparée par les transferts aux administrations publiques diminue en pourcentage du revenu personnel depuis 2006 (bien que ceux-ci passent de 59,8 G$ en 2009 à 61,6 G$ en 2010) pour atteindre 22,6 % du revenu personnel en 2010. Finalement, la partie du revenu personnel attribuée à l'épargne personnelle diminue légèrement en 2010 à 2,8 %, après quatre années de croissance consécutives (de 1,8 % en 2005 à 3,0 % en 2009).

Figure 1.5
Taux de croissance du revenu personnel disponible, en termes réels, Québec, 2003-2010



Le revenu personnel disponible

Le revenu personnel disponible, soit le revenu personnel diminué des transferts courants versés par les particuliers aux administrations publiques (dont les impôts directs), s'élève à 210,6 G$ en 2010, en hausse de 4,1 %. Toutefois, en tenant compte de l'évolution des prix[7], le taux de croissance est de 3,1 % en 2010 (figure 1.5), comparativement à 0,9 % en 2009 et 3,7 % en 2008.

Le produit des impôts directs des particuliers s'établit à 40,3 G$ en 2010 (+ 2,8 %), après deux diminutions consécutives (– 0,8 % en 2008 et – 4,7 % en 2009). Ces deux années de décroissance, premières variations négatives depuis 2002, constituent un net revirement par rapport aux taux de croissance de plus de 5,0 % observés entre 2004 et 2007.

L'épargne personnelle

L'épargne personnelle s'élève à 7,7 G$ en 2010 (– 1,6 %), faisant suite à quatre hausses consécutives depuis le creux historique de 4,1 G$ en 2005 (– 33,8 %). Le taux d'épargne correspond à 3,7 % du revenu personnel disponible en 2010, en légère diminution par rapport à 2009 (3,9 %), après avoir reflué à 2,4 % en 2005.

Les recettes et les dépenses courantes du secteur public

Les recettes totales des administrations publiques s'élèvent à 129,9 G$ en 2010, en hausse de 2,6 %, tandis que les dépenses courantes totales – excluant les transferts entre les gouvernements – atteignent 149,5 G$ (+ 3,7 %). Ainsi, le déficit des administrations publiques au Québec, sur la base des comptes économiques, s'établit à 19,6 G$, comparativement à 17,6 G$ en 2009 et à 11,1 G$ en 2008.

Les sources de recettes

Le produit des impôts directs des particuliers totalise 40,3 G$ en 2010, en hausse de 2,8 %, comparativement à 39,2 G$ (– 4,7 %) en 2009. La part relative de ces impôts dans les recettes totales est de 31,0 % en 2010, portion équivalente à celle de 2009. Les impôts directs des particuliers perçus par l'administration fédérale augmentent de 1,0 % en 2010 (– 5,2 % en 2009), et ils représentent 45,6 % de ses recettes, et ceux que perçoit l'administration provinciale croissent de 4,4 % (– 4,2 % en 2009) et constituent 26,2 % de ses recettes. Par ailleurs, les cotisations des employeurs et des salariés au Régime de rentes du Québec s'élèvent à un peu moins de 10,6 G$, en hausse de 4,4 %.

7. L'indice implicite des prix des dépenses personnelles en biens et services sert à dégonfler le revenu personnel disponible.

Le produit des impôts indirects – c'est-à-dire sur les facteurs de production et sur les produits – versé à l'ensemble des administrations publiques augmente de 3,6 % en 2010 pour s'établir à 45,7 G$, soit 35,2 % des recettes totales. Les impôts indirects versés à l'administration fédérale croissent de 4,3 % et ceux qui vont à l'administration provinciale, de 3,6 %, tandis que ceux qui reviennent aux administrations locales augmentent de 3,1 %. Ces impôts correspondent à 23,6 % des recettes de l'administration fédérale, à 29,6 % de celles de l'administration provinciale et à 50,4 % de celles des administrations locales.

La principale composante des impôts indirects perçus par l'administration fédérale est la taxe sur les produits et services (TPS). En 2010, le produit de la TPS augmente (+ 5,3 %) une deuxième hausse de suite après trois diminutions consécutives entre 2006 et 2008, et sa part relative (69,2 %) des impôts indirects fédéraux est en deçà du sommet de 72,3 % qu'elle avait atteint en 2005. Du côté de l'administration provinciale, les deux plus importantes catégories d'impôts indirects sont la taxe sur les ventes au détail et les taxes sur la rémunération, dont les recettes croissent de 4,7 % et de 4,9 % respectivement, et dont la part relative est de 50,0 % et de 22,7 %. Dans le cas des administrations locales, les impôts fonciers et mobiliers génèrent 94,4 % des impôts indirects et ils progressent de 4,2 %.

Les revenus de placement des administrations publiques décroissent de 1,4 % en 2010 et ils représentent 10,6 G$ ou 8,1 % des recettes totales. Les revenus de placement de l'administration fédérale décroissent de 0,5 % et ceux de l'administration provinciale, de 3,4 %, alors que ceux des administrations locales augmentent de 0,9 %. Par ailleurs, les revenus de placement du Régime de rentes du Québec s'établissent à 1,4 G$ et ils augmentent pour une deuxième année consécutive de plus de 9,0 %.

Les composantes des dépenses

Les dépenses courantes nettes en biens et services des administrations publiques augmentent de 4,4 % en 2010 et elles s'élèvent à 76,1 G$, soit 50,9 % des dépenses courantes totales. La rémunération des salariés absorbe 57,3 % de ces dépenses, le reste englobant les autres achats de biens et services : fournitures, entretien, transport, loyers, services commerciaux, etc.

Les dépenses courantes nettes en biens et services de l'administration fédérale croissent de 2,2 % et celles de l'administration provinciale, de 5,4 %. Dans ce dernier cas, l'augmentation d'ensemble englobe l'évolution des dépenses des secteurs de la santé et des services sociaux (+ 4,0 %) et de l'éducation (+ 6,1 %), ainsi que du Régime de rentes du Québec (+ 2,2 %). Par ailleurs, les dépenses courantes nettes des administrations locales progressent de 3,6 %, incluant la variation des dépenses des commissions scolaires (+ 4,0 %). La répartition de ces dépenses entre les salaires et les autres achats de biens et services diffère selon l'administration, comme le montre la part relative des salaires dans les dépenses courantes nettes en biens et services des administrations fédérale (63,4 %), provinciale (54,9 %) et locales (58,9 %).

Les transferts courants versés aux particuliers par les administrations publiques totalisent 46,5 G$, en hausse de 3,6 % par rapport à 2009. Leur part relative des dépenses courantes totales est de 31,1 % en 2010, comme en 2009, et elle était toujours restée sous le seuil des 30 % entre 1981 et 2007.

Les transferts courants versés aux particuliers par l'administration fédérale croissent de 3,2 % en 2010 et ils s'élèvent à 21,3 G$, soit 36,8 % de ses dépenses courantes. Trois de ces dix transferts font ensemble plus des trois quarts (75,4 %) du total : la prestation fiscale et le crédit d'impôt pour enfants (10,9 % du total), en hausse de 4,0 %, les prestations d'assurance-emploi (18,6 %), qui enregistrent une diminution de 2,7 % après une poussée de 27,3 % en 2009 et les paiements de la caisse de sécurité de la vieillesse (45,8 %) qui progressent de 3,0 % en 2010. L'administration provinciale verse des transferts de 14,5 G$ (+ 3,7 %) en 2010. L'aide sociale (maintien du revenu et autres) constitue 19,4 % de ce total, avec des paiements de 2,8 G$ (+ 1,3 %). L'assurance contre les accidents du travail (11,0 % du total) diminue de 1,3 %, les subventions aux associations de bienfaisance (16,3 % du total) augmentent de 5,5 %, et les transferts divers, comprenant notamment le crédit pour la taxe de vente du Québec (TVQ) et le programme de soutien aux enfants, représentant 41,6 % du total, croissent de 5,8 %.

Le Régime de rentes du Québec (RRQ) verse 10,1 G$ en prestations en 2010, soit 4,0 % de plus qu'en 2009, et celles-ci représentent 21,6 % de tous les transferts des administrations publiques aux particuliers. Pour une onzième année d'affilée, le RRQ enregistre une épargne positive (1,8 G$ en 2010).

Les paiements d'intérêt sur la dette de l'ensemble des administrations publiques s'élèvent à 19,3 G$ (+ 3,5 %) en 2010, comparativement à 18,6 G$ (– 6,8 %) en 2009. Ils constituent 12,9 % des dépenses courantes totales, la même part qu'en 2009. La part relative de cette composante dans les dépenses courantes de l'administration fédérale est de 11,0 %, dans celles de l'administration provinciale, de 13,4 %, et dans celles des administrations locales, de 5,5 %.

Chapitre 2

Les tableaux sommaires

Tableau 2.1

Produit intérieur brut selon les revenus, Québec, 1992-2010

Revenus		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
		M$						
01	Rémunération des salariés[1]	88 186	89 153	91 245	93 580	95 262	98 417	102 400
02	Bénéfices des sociétés avant impôt	6 523	8 180	13 121	15 155	15 212	16 446	17 423
03	Intérêts et revenus divers de placement	12 518	12 403	12 197	12 271	11 810	12 610	12 583
04	Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	548	658	644	644	656	595	592
05	Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	8 770	9 329	9 449	9 616	10 475	11 164	11 490
06	Ajustement de la valeur des stocks	– 762	– 447	– 1 369	– 708	– 277	– 193	– 98
07	Impôts moins subventions, sur les facteurs de production	10 922	11 337	11 734	12 347	12 591	12 720	13 300
08	**Produit intérieur net aux prix de base**	**126 705**	**130 613**	**137 021**	**142 905**	**145 729**	**151 759**	**157 690**
09	Impôts moins subventions, sur les produits	12 230	11 900	11 638	12 499	12 512	13 454	14 005
10	Provisions pour consommation de capital	18 224	18 949	19 808	20 886	22 386	23 119	24 635
11	Divergence statistique	1 203	767	2 011	1 041	– 101	92	– 72
12	**Produit intérieur brut aux prix du marché**	**158 362**	**162 229**	**170 478**	**177 331**	**180 526**	**188 424**	**196 258**
13	Produit intérieur brut aux prix de base	146 132	150 329	158 840	164 832	168 014	174 970	182 253

1. La rémunération des salariés est estimée sur une base intérieure.

Source : Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	
M$												
108 173	117 658	121 990	127 620	134 372	139 815	144 774	149 948	157 713	163 789	164 528	171 546	01
23 065	23 761	22 523	23 182	21 564	24 935	24 965	27 759	25 874	25 764	22 150	26 199	02
12 825	14 028	13 888	13 675	14 054	14 794	16 338	17 853	20 894	22 943	22 040	21 808	03
658	361	514	327	387	635	393	323	414	360	388	525	04
12 084	12 416	13 150	13 953	14 643	15 610	16 016	16 549	17 148	17 746	19 077	19 770	05
– 465	– 689	44	– 852	783	– 360	– 192	– 652	225	– 995	326	165	06
13 706	14 453	14 251	14 633	15 194	15 920	16 433	17 104	17 898	18 412	18 452	19 038	07
170 046	**181 988**	**186 360**	**192 538**	**200 997**	**211 349**	**218 727**	**228 884**	**240 166**	**248 019**	**246 961**	**259 051**	**08**
15 044	15 627	15 912	17 598	17 772	18 772	19 340	18 814	18 988	18 203	17 886	19 039	09
25 730	27 421	29 389	30 979	31 996	32 807	34 019	35 199	36 552	38 351	40 049	41 436	10
– 11	– 108	– 37	333	– 13	– 167	– 37	– 392	222	– 94	– 35	– 178	11
210 809	**224 928**	**231 624**	**241 448**	**250 752**	**262 761**	**272 049**	**282 505**	**295 928**	**304 479**	**304 861**	**319 348**	**12**
195 765	209 301	215 712	223 850	232 980	243 989	252 709	263 691	276 940	286 276	286 975	300 309	13

Tableau 2.2

Produit intérieur brut selon les dépenses, Québec, 1992-2010

	Dépenses	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
					M$			
01	**Dépenses personnelles en biens et services de consommation[1]**	**94 925**	**97 917**	**100 677**	**102 929**	**107 859**	**114 163**	**118 266**
02	Biens durables	11 794	11 957	12 555	12 828	14 054	15 780	16 757
03	Biens semi-durables	8 971	9 380	9 864	10 052	10 208	10 522	11 013
04	Biens non durables	27 252	27 775	27 616	28 127	29 316	30 565	31 278
05	Services	46 908	48 805	50 642	51 922	54 281	57 296	59 218
06	**Dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services**	**42 006**	**42 537**	**42 798**	**42 550**	**41 980**	**41 025**	**41 737**
07	**Formation brute de capital fixe des administrations publiques**	**4 388**	**4 684**	**5 041**	**4 988**	**4 959**	**4 834**	**5 112**
08	Structures	3 132	3 150	3 452	3 458	3 407	3 337	3 548
09	Machines et matériel	1 256	1 534	1 589	1 530	1 552	1 497	1 564
10	**Investissement des administrations publiques en stocks**	**– 15**	**– 2**	**–**	**11**	**– 1**	**2**	**– 10**
11	**Formation brute de capital fixe des entreprises**	**23 495**	**23 565**	**24 755**	**22 882**	**24 655**	**26 952**	**28 838**
12	Bâtiments résidentiels	8 308	8 093	9 337	7 224	8 486	8 185	7 950
13	Ouvrages non résidentiels	5 858	6 421	5 688	5 418	5 347	5 466	6 156
14	Machines et matériel	9 329	9 051	9 730	10 240	10 822	13 301	14 732
15	**Investissement des entreprises en stocks**	**– 557**	**465**	**453**	**1 859**	**839**	**1 838**	**1 287**
16	Non agricoles	– 462	422	364	1 899	803	1 792	1 334
17	Agricoles	– 95	43	89	– 40	36	46	– 47
18	**Exportations de biens et services**	**65 224**	**72 120**	**83 288**	**93 591**	**94 954**	**103 130**	**111 308**
19	Vers les autres pays	34 540	40 921	51 823	59 188	60 756	65 694	73 542
20	Biens	30 275	36 311	46 289	53 248	53 854	57 899	64 483
21	Services	4 265	4 610	5 534	5 940	6 902	7 795	9 059
22	Vers les autres provinces	30 684	31 199	31 465	34 403	34 198	37 436	37 766
23	Biens	20 885	20 875	21 474	23 277	23 533	25 541	24 352
24	Services	9 799	10 324	9 991	11 126	10 665	11 895	13 414
	Moins :							
25	**Importations de biens et services**	**69 898**	**78 291**	**84 523**	**90 440**	**94 820**	**103 433**	**110 351**
26	Des autres pays	41 324	47 527	51 050	55 139	58 430	66 358	72 695
27	Biens	35 895	41 293	44 201	47 918	50 528	57 586	63 677
28	Services	5 429	6 234	6 849	7 221	7 902	8 772	9 018
29	Des autres provinces	28 574	30 764	33 473	35 301	36 390	37 075	37 656
30	Biens	16 534	17 354	20 733	22 216	22 311	21 858	21 107
31	Services	12 040	13 410	12 740	13 085	14 079	15 217	16 549
32	**Divergence statistique**	**– 1 206**	**– 766**	**– 2 011**	**– 1 039**	**101**	**– 87**	**71**
33	**Produit intérieur brut aux prix du marché**	**158 362**	**162 229**	**170 478**	**177 331**	**180 526**	**188 424**	**196 258**
34	Demande intérieure finale	164 814	168 703	173 271	173 349	179 453	186 974	193 953

1. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	
					M$							
124 406	**131 187**	**135 952**	**143 093**	**149 791**	**156 514**	**163 762**	**170 668**	**179 821**	**188 097**	**190 517**	**198 728**	**01**
18 188	18 898	19 758	21 678	22 497	22 872	23 439	24 232	25 358	26 310	25 909	27 255	02
11 358	11 811	12 329	12 933	13 312	13 723	14 241	14 831	15 302	15 740	15 728	16 245	03
32 877	35 174	36 529	38 142	40 093	41 944	43 706	45 205	47 818	50 484	50 751	52 535	04
61 983	65 304	67 336	70 340	73 889	77 975	82 376	86 400	91 343	95 563	98 129	102 693	05
43 854	**47 421**	**50 007**	**52 800**	**57 052**	**57 492**	**60 030**	**62 657**	**66 002**	**69 088**	**72 942**	**76 145**	**06**
5 232	**5 336**	**6 237**	**6 704**	**6 857**	**7 764**	**8 808**	**8 784**	**9 900**	**13 487**	**14 796**	**16 006**	**07**
3 330	3 175	3 881	4 480	4 510	5 122	5 800	5 779	6 561	10 007	10 572	11 734	08
1 902	2 161	2 356	2 224	2 347	2 642	3 008	3 005	3 339	3 480	4 224	4 272	09
– 2	**8**	**7**	**– 16**	**4**	**6**	**10**	**– 13**	**4**	**12**	**– 2**	**– 13**	**10**
31 519	**33 071**	**33 186**	**36 250**	**39 053**	**44 312**	**44 551**	**46 479**	**50 121**	**51 361**	**48 506**	**52 730**	**11**
8 414	8 888	10 662	13 704	15 714	18 911	19 437	20 206	22 027	22 343	22 434	25 750	12
5 876	6 830	6 862	7 185	7 796	8 925	8 482	9 248	10 611	11 442	11 206	11 911	13
17 229	17 353	15 662	15 361	15 543	16 476	16 632	17 025	17 483	17 576	14 866	15 069	14
2 823	**3 145**	**– 1 293**	**– 1 251**	**– 6**	**730**	**2 526**	**1 310**	**1 234**	**998**	**– 1 054**	**624**	**15**
2 907	3 222	– 1 414	– 1 290	– 64	675	2 541	1 348	1 194	1 103	– 923	558	16
– 84	– 77	121	39	58	55	– 15	– 38	40	– 105	– 131	66	17
124 048	**141 703**	**140 899**	**141 507**	**134 973**	**139 802**	**144 380**	**150 559**	**154 174**	**157 091**	**139 391**	**142 793**	**18**
83 098	97 305	94 115	92 929	84 807	88 964	91 057	93 579	94 223	96 244	79 912	81 587	19
73 385	85 940	82 368	80 441	72 327	76 643	79 075	80 955	81 424	82 882	67 541	68 634	20
9 713	11 365	11 747	12 488	12 480	12 321	11 982	12 624	12 799	13 362	12 371	12 953	21
40 950	44 398	46 784	48 578	50 166	50 838	53 323	56 980	59 951	60 847	59 479	61 206	22
26 263	27 346	29 574	30 531	31 432	31 373	31 931	33 533	34 644	33 573	32 433	32 716	23
14 687	17 052	17 210	18 047	18 734	19 465	21 392	23 447	25 307	27 274	27 046	28 490	24
121 082	**137 051**	**133 408**	**137 307**	**136 985**	**144 026**	**152 054**	**158 332**	**165 106**	**175 747**	**160 269**	**167 838**	**25**
80 354	89 999	85 496	87 078	84 296	88 494	94 870	99 130	103 175	113 345	100 263	105 845	26
70 972	80 129	75 278	75 926	73 012	77 090	83 075	86 332	89 538	99 071	85 590	91 000	27
9 382	9 870	10 218	11 152	11 284	11 404	11 795	12 798	13 637	14 274	14 673	14 845	28
40 728	47 052	47 912	50 229	52 689	55 532	57 184	59 202	61 931	62 402	60 006	61 993	29
22 291	25 505	26 684	29 089	30 583	31 456	31 760	32 345	32 030	31 695	29 237	29 897	30
18 437	21 547	21 228	21 140	22 106	24 076	25 424	26 857	29 901	30 707	30 769	32 096	31
11	**108**	**37**	**– 333**	**13**	**166**	**36**	**395**	**– 223**	**93**	**34**	**175**	**32**
210 809	**224 928**	**231 624**	**241 448**	**250 752**	**262 761**	**272 049**	**282 505**	**295 928**	**304 479**	**304 861**	**319 348**	**33**
205 011	217 015	225 382	238 847	252 753	266 082	277 151	288 588	305 844	322 033	326 761	343 609	34

Tableau 2.3

Produit intérieur brut réel[1], Québec, 1992-2010

	Dépenses	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
		Millions de dollars enchaînés (2002)						
01	**Dépenses personnelles en biens et services de consommation[2]**	**108 282**	**110 082**	**113 503**	**115 384**	**118 956**	**123 914**	**126 813**
02	Biens durables	12 539	12 530	12 831	12 920	13 988	15 631	16 543
03	Biens semi-durables	9 444	9 833	10 400	10 671	10 848	11 024	11 425
04	Biens non durables	31 731	32 122	33 334	33 837	34 478	35 045	35 488
05	Services	54 966	56 001	57 345	58 374	59 980	62 418	63 490
06	**Dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services**	**49 817**	**49 715**	**49 257**	**48 359**	**48 160**	**46 526**	**47 199**
07	**Formation brute de capital fixe des administrations publiques**	**4 625**	**4 921**	**5 212**	**5 062**	**4 996**	**4 908**	**5 178**
08	Structures	3 846	3 880	4 168	4 023	3 841	3 666	3 845
09	Machines et matériel	973	1 169	1 200	1 183	1 257	1 315	1 406
10	**Investissement des administrations publiques en stocks**	**– 18**	**– 2**	**–**	**12**	**– 1**	**2**	**– 11**
11	**Formation brute de capital fixe des entreprises**	**26 456**	**26 077**	**26 642**	**24 417**	**26 252**	**28 423**	**30 069**
12	Bâtiments résidentiels	10 184	9 688	10 901	8 354	9 754	9 301	8 967
13	Ouvrages non résidentiels	7 248	7 906	6 821	6 382	6 151	6 123	6 723
14	Machines et matériel	9 603	9 127	9 513	9 985	10 677	13 115	14 413
15	**Investissement des entreprises en stocks**	**– 1 553**	**218**	**375**	**2 052**	**589**	**1 996**	**1 267**
16	Non agricoles	– 1 461	219	209	2 115	473	1 945	1 236
17	Agricoles	– 92	2	160	– 53	110	51	30
18	**Exportations de biens et services**	**80 314**	**86 283**	**94 429**	**98 823**	**101 022**	**109 538**	**116 517**
19	Vers les autres pays	42 761	48 803	57 760	60 683	63 654	69 219	76 009
20	Biens	37 382	43 110	51 117	53 735	55 834	60 593	66 165
21	Services	5 334	5 633	6 566	6 865	7 796	8 608	9 846
22	Vers les autres provinces	37 863	37 797	36 870	38 334	37 457	40 409	40 529
23	Biens	25 869	25 303	24 982	25 504	25 473	27 425	26 196
24	Services	12 008	12 505	11 895	12 856	11 984	12 985	14 341
	Moins :							
25	**Importations de biens et services**	**86 377**	**92 535**	**95 009**	**97 541**	**102 738**	**111 790**	**117 359**
26	Des autres pays	51 384	55 890	56 598	58 933	63 063	71 999	76 888
27	Biens	43 077	47 141	47 682	49 762	53 286	61 370	66 618
28	Services	8 614	8 998	9 184	9 421	10 036	10 829	10 345
29	Des autres provinces	35 038	36 693	38 481	38 656	39 706	39 822	40 501
30	Biens	20 609	20 906	23 701	23 926	24 183	23 515	22 987
31	Services	14 471	15 813	14 810	14 758	15 565	16 356	17 551
32	**Divergence statistique**	**– 1 371**	**– 867**	**– 2 262**	**– 1 142**	**110**	**– 94**	**76**
33	**Produit intérieur brut aux prix du marché**	**180 068**	**183 659**	**191 774**	**195 009**	**196 932**	**203 253**	**209 715**
34	Demande intérieure finale	188 856	190 500	194 374	192 883	198 086	203 635	209 181

1. Nouvelle méthode officielle de déflation : la somme des parties diffère des totaux. Voir l'annexe 2 pour plus de détails.
2. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	
Millions de dollars enchaînés (2002)												
131 252	**135 632**	**138 491**	**143 093**	**147 513**	**151 587**	**155 867**	**160 505**	**167 152**	**172 379**	**173 802**	**179 569**	**01**
17 913	18 817	19 834	21 678	22 628	23 371	24 077	25 155	26 817	29 054	29 278	30 950	02
11 607	12 021	12 462	12 933	13 406	13 919	14 369	15 047	15 684	16 548	16 576	17 628	03
36 285	37 158	37 373	38 142	38 834	39 188	39 382	39 947	41 323	41 623	42 136	42 591	04
65 509	67 670	68 833	70 340	72 653	75 143	78 117	80 518	83 587	85 767	86 397	89 318	05
48 443	**49 828**	**51 689**	**52 800**	**54 586**	**55 146**	**55 604**	**57 218**	**57 491**	**59 082**	**60 956**	**62 641**	**06**
5 345	**5 325**	**6 288**	**6 704**	**6 911**	**7 743**	**8 602**	**8 355**	**9 220**	**11 756**	**12 764**	**13 821**	**07**
3 544	3 228	3 948	4 480	4 405	4 790	5 146	4 831	5 261	7 375	7 792	8 466	08
1 817	2 091	2 336	2 224	2 516	2 986	3 539	3 670	4 156	4 232	4 944	5 304	09
– 2	**9**	**9**	**– 16**	**4**	**5**	**8**	**– 9**	**3**	**9**	**– 1**	**– 10**	**10**
33 049	**34 390**	**33 933**	**36 250**	**39 245**	**43 805**	**43 710**	**45 049**	**48 097**	**47 702**	**43 574**	**47 422**	**11**
9 239	9 546	11 147	13 704	14 919	16 979	16 832	16 754	17 652	17 145	16 775	18 945	12
6 290	7 044	7 011	7 185	7 702	8 411	7 719	8 177	9 093	9 270	8 867	9 046	13
17 403	17 690	15 745	15 361	16 622	18 378	19 309	20 435	21 663	21 682	17 438	18 798	14
2 702	**3 280**	**– 1 334**	**– 1 251**	**– 89**	**773**	**3 462**	**1 620**	**1 391**	**343**	**– 1 002**	**15**	**15**
2 731	3 337	– 1 491	– 1 290	– 249	660	3 456	1 687	1 306	437	– 930	1	16
– 43	– 77	124	39	167	110	– 30	– 94	69	– 108	– 93	– 9	17
129 866	**143 896**	**141 051**	**141 507**	**137 938**	**140 070**	**143 049**	**146 279**	**149 327**	**144 522**	**133 770**	**134 783**	**18**
86 434	98 419	93 397	92 929	87 839	90 716	92 772	93 606	94 592	91 659	80 648	80 969	19
76 104	86 626	81 373	80 441	75 294	78 510	81 162	81 436	82 396	79 483	69 395	69 220	20
10 297	11 756	12 014	12 488	12 532	12 218	11 660	12 200	12 230	12 191	11 220	11 665	21
43 407	45 408	47 644	48 578	50 049	49 367	50 299	52 599	54 578	52 720	52 537	53 189	22
27 959	27 813	30 036	30 531	31 472	30 458	29 973	30 697	31 309	28 627	29 089	28 809	23
15 455	17 604	17 607	18 047	18 577	18 907	20 331	21 919	23 296	24 166	23 516	24 430	24
128 080	**140 332**	**134 612**	**137 307**	**141 833**	**148 464**	**155 055**	**159 857**	**167 646**	**167 820**	**157 713**	**166 131**	**25**
84 995	92 583	86 299	87 078	89 889	95 767	102 878	106 981	113 289	116 457	104 996	113 379	26
74 514	81 818	75 767	75 926	78 044	83 535	90 056	92 963	98 348	101 301	89 718	97 140	27
10 494	10 736	10 526	11 152	11 843	12 235	12 827	14 031	14 954	15 166	15 316	16 277	28
43 108	47 770	48 314	50 229	51 940	52 858	52 732	53 590	55 297	52 857	53 393	53 934	29
23 844	25 738	26 680	29 089	30 008	29 456	28 544	28 470	27 889	25 795	26 451	26 527	30
19 290	22 060	21 649	21 140	21 933	23 432	24 261	25 229	27 616	27 329	27 194	27 656	31
12	**112**	**38**	**– 333**	**13**	**159**	**34**	**364**	**– 200**	**82**	**30**	**150**	**32**
222 716	**232 378**	**235 832**	**241 448**	**244 422**	**251 028**	**255 559**	**260 033**	**265 585**	**269 083**	**267 290**	**273 856**	**33**
218 072	225 157	230 397	238 847	248 234	258 152	263 645	270 991	281 682	290 711	291 083	303 401	34

Tableau 2.3A

Produit intérieur brut aux prix de 2002[1], Québec, 1992-2010

	Dépenses	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
					M$			
01	**Dépenses personnelles en biens et services de consommation[2]**	**107 606**	**109 372**	**112 796**	**115 070**	**118 661**	**123 337**	**126 261**
02	Biens durables	12 457	12 463	12 769	12 901	13 984	15 568	16 493
03	Biens semi-durables	9 387	9 785	10 350	10 637	10 823	11 008	11 405
04	Biens non durables	31 358	31 681	32 834	33 610	34 302	34 816	35 269
05	Services	54 895	55 937	57 330	58 420	60 015	62 358	63 439
06	**Dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services**	**49 595**	**49 503**	**49 064**	**48 207**	**47 982**	**46 389**	**47 076**
07	**Formation brute de capital fixe des administrations publiques**	**4 359**	**4 648**	**4 934**	**4 817**	**4 863**	**4 791**	**5 067**
08	Structures	3 868	3 904	4 198	4 051	3 866	3 701	3 883
09	Machines et matériel	841	1 015	1 049	1 050	1 182	1 222	1 315
10	**Investissement des administrations publiques en stocks**	**– 18**	**– 2**	**–**	**12**	**– 1**	**2**	**– 11**
11	**Formation brute de capital fixe des entreprises**	**25 640**	**25 269**	**25 734**	**23 639**	**25 719**	**28 102**	**29 799**
12	Bâtiments résidentiels	10 210	9 712	10 918	8 362	9 748	9 316	8 983
13	Ouvrages non résidentiels	7 465	8 107	6 936	6 465	6 192	6 139	6 747
14	Machines et matériel	8 742	8 330	8 672	9 168	10 099	12 512	13 810
15	**Investissement des entreprises en stocks**	**– 673**	**471**	**485**	**1 715**	**764**	**1 977**	**1 397**
16	Non agricoles	– 554	486	340	1 768	683	1 928	1 368
17	Agricoles	– 121	– 15	147	– 53	82	50	29
18	**Exportations de biens et services**	**80 276**	**86 210**	**94 129**	**98 771**	**100 973**	**109 955**	**117 013**
19	Vers les autres pays	42 296	48 250	57 083	60 225	63 438	69 490	76 329
20	Biens	36 986	42 634	50 537	53 373	55 663	60 893	66 511
21	Services	5 290	5 587	6 511	6 814	7 744	8 564	9 798
22	Vers les autres provinces	38 159	38 107	37 139	38 637	37 600	40 529	40 695
23	Biens	26 108	25 545	25 199	25 725	25 597	27 529	26 346
24	Services	12 031	12 533	11 917	12 879	11 982	12 975	14 341
	Moins :							
25	**Importations de biens et services**	**86 378**	**92 532**	**95 046**	**97 554**	**102 991**	**112 136**	**117 775**
26	Des autres pays	51 030	55 499	56 296	58 600	63 017	72 121	77 036
27	Biens	42 823	46 849	47 473	49 525	53 335	61 532	66 783
28	Services	8 583	8 969	9 164	9 396	10 001	10 794	10 312
29	Des autres provinces	35 364	37 048	38 766	38 968	39 987	40 022	40 755
30	Biens	20 881	21 187	23 966	24 224	24 347	23 642	23 180
31	Services	14 486	15 830	14 853	14 803	15 676	16 383	17 573
32	**Divergence statistique**	**– 1 377**	**– 879**	**– 2 254**	**– 1 137**	**112**	**– 96**	**79**
33	**Produit intérieur brut aux prix du marché**	**178 948**	**181 965**	**189 390**	**192 782**	**195 716**	**202 062**	**208 763**
34	Demande intérieure finale	186 680	188 301	192 109	191 251	196 836	202 370	208 021

1. Méthode antérieure de déflation publiée ici à titre indicatif seulement. Voir l'annexe 2 pour plus de détails.
2. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	
M$												
130 733	**135 220**	**138 204**	**143 093**	**147 521**	**151 724**	**156 210**	**161 206**	**168 316**	**174 390**	**176 066**	**182 779**	**01**
17 878	18 844	19 864	21 678	22 661	23 426	24 210	25 431	27 264	29 686	30 066	32 046	02
11 584	12 008	12 459	12 933	13 409	13 919	14 375	15 050	15 739	16 630	16 694	17 861	03
36 061	36 973	37 214	38 142	38 809	39 205	39 421	40 026	41 473	42 060	42 674	43 162	04
65 472	67 615	68 797	70 340	72 642	75 174	78 204	80 699	83 840	86 014	86 632	89 710	05
48 328	**49 754**	**51 648**	**52 800**	**54 600**	**55 184**	**55 663**	**57 330**	**57 571**	**59 173**	**61 084**	**62 827**	**06**
5 263	**5 381**	**6 378**	**6 704**	**6 947**	**7 771**	**8 712**	**8 561**	**9 449**	**11 867**	**13 039**	**14 165**	**07**
3 558	3 240	3 961	4 480	4 407	4 787	5 140	4 849	5 294	7 460	7 900	8 544	08
1 716	2 047	2 337	2 224	2 540	2 984	3 572	3 712	4 155	4 407	5 139	5 621	09
– 2	**9**	**9**	**– 16**	**4**	**5**	**8**	**– 9**	**3**	**9**	**– 1**	**– 10**	**10**
32 961	**34 497**	**33 919**	**36 250**	**39 246**	**43 897**	**44 123**	**45 848**	**48 791**	**48 714**	**43 669**	**47 907**	**11**
9 257	9 565	11 183	13 704	14 923	16 978	16 872	16 834	17 738	17 283	16 965	19 212	12
6 311	7 064	7 021	7 185	7 691	8 405	7 722	8 161	9 073	9 267	8 707	8 949	13
16 801	17 302	15 479	15 361	16 632	18 514	19 529	20 853	21 980	22 164	17 997	19 746	14
2 815	**3 303**	**– 1 421**	**– 1 251**	**– 52**	**685**	**3 283**	**1 549**	**1 486**	**312**	**– 922**	**136**	**15**
2 852	3 419	– 1 569	– 1 290	– 228	584	3 313	1 651	1 433	404	– 842	136	16
– 37	– 118	150	39	176	101	– 30	– 102	53	– 92	– 80	–	17
130 373	**144 509**	**141 458**	**141 507**	**137 873**	**140 408**	**143 047**	**146 376**	**149 063**	**144 152**	**131 943**	**132 920**	**18**
86 739	98 782	93 553	92 929	87 850	90 882	92 740	93 394	94 248	90 864	79 143	79 431	19
76 428	86 995	81 535	80 441	75 313	78 648	81 042	81 149	81 966	78 603	67 865	67 708	20
10 251	11 720	11 994	12 488	12 537	12 234	11 698	12 245	12 282	12 261	11 278	11 723	21
43 608	45 637	47 889	48 578	50 023	49 526	50 307	52 982	54 815	53 288	52 800	53 489	22
28 138	28 022	30 265	30 531	31 446	30 624	29 980	31 050	31 506	29 092	29 261	29 035	23
15 461	17 623	17 623	18 047	18 577	18 902	20 327	21 932	23 309	24 196	23 539	24 454	24
128 448	**141 141**	**135 218**	**137 307**	**141 836**	**148 916**	**155 495**	**160 661**	**169 904**	**171 653**	**159 497**	**169 791**	**25**
85 263	93 195	86 669	87 078	89 933	95 993	102 913	107 201	114 275	118 250	105 768	115 355	26
74 748	82 333	76 088	75 926	78 094	83 746	90 081	93 151	99 306	103 117	90 485	99 040	27
10 453	10 699	10 502	11 152	11 839	12 247	12 832	14 050	14 969	15 133	15 283	16 315	28
43 211	47 971	48 555	50 229	51 903	52 923	52 582	53 460	55 629	53 403	53 729	54 436	29
23 884	25 859	26 857	29 089	29 966	29 480	28 313	28 238	27 984	26 063	26 530	26 775	30
19 322	22 102	21 692	21 140	21 937	23 443	24 269	25 222	27 645	27 340	27 199	27 661	31
13	**111**	**38**	**– 333**	**13**	**165**	**35**	**359**	**– 169**	**93**	**35**	**176**	**32**
222 090	**231 860**	**235 111**	**241 447**	**244 316**	**250 923**	**255 586**	**260 559**	**264 606**	**267 057**	**265 416**	**271 109**	**33**
217 196	224 780	230 070	238 847	248 314	258 576	264 708	272 945	284 127	294 144	293 858	307 678	34

Tableau 2.4

Contribution en pourcentage à la variation du produit intérieur brut réel[1], Québec, 1992-2010

	Dépenses	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
		Points de pourcentage						
01	**Dépenses personnelles en biens et services de consommation[2]**	**0,848**	**1,002**	**1,868**	**0,970**	**1,806**	**2,494**	**1,420**
02	Biens durables	0,015	– 0,005	0,179	0,050	0,600	0,910	0,488
03	Biens semi-durables	– 0,079	0,233	0,331	0,149	0,094	0,092	0,203
04	Biens non durables	0,226	0,212	0,634	0,242	0,302	0,270	0,205
05	Services	0,686	0,562	0,724	0,529	0,810	1,223	0,525
06	**Dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services**	**0,577**	**– 0,055**	**– 0,243**	**– 0,455**	**– 0,098**	**– 0,789**	**0,314**
07	**Formation brute de capital fixe des administrations publiques**	**– 0,083**	**0,178**	**0,171**	**– 0,085**	**– 0,037**	**– 0,048**	**0,140**
08	Structures	– 0,074	0,017	0,145	– 0,071	– 0,089	– 0,086	0,087
09	Machines et matériel	– 0,009	0,160	0,026	– 0,013	0,053	0,038	0,054
10	**Investissement des administrations publiques en stocks**	**–**	**0,008**	**0,001**	**0,006**	**– 0,007**	**0,002**	**– 0,006**
11	**Formation brute de capital fixe des entreprises**	**– 0,923**	**– 0,214**	**0,318**	**– 1,204**	**0,967**	**1,129**	**0,829**
12	Bâtiments résidentiels	–	– 0,257	0,630	– 1,271	0,682	– 0,218	– 0,156
13	Ouvrages non résidentiels	– 0,545	0,336	– 0,549	– 0,214	– 0,111	– 0,014	0,287
14	Machines et matériel	– 0,378	– 0,294	0,238	0,281	0,396	1,361	0,698
15	**Investissement des entreprises en stocks**	**0,237**	**0,908**	**0,083**	**0,876**	**– 0,754**	**0,718**	**– 0,354**
16	Non agricoles	0,322	0,859	– 0,003	0,991	– 0,841	0,751	– 0,344
17	Agricoles	– 0,085	0,048	0,086	– 0,115	0,088	– 0,032	– 0,010
18	**Exportations de biens et services**	**0,582**	**3,098**	**4,297**	**2,329**	**1,167**	**4,413**	**3,497**
19	Vers les autres pays	1,422	3,132	4,775	1,585	1,614	2,919	3,438
20	Biens	1,211	2,911	4,301	1,459	1,164	2,519	2,841
21	Services	0,211	0,221	0,474	0,126	0,450	0,400	0,597
22	Vers les autres provinces	– 0,840	– 0,034	– 0,478	0,743	– 0,446	1,495	0,059
23	Biens	– 0,809	– 0,233	– 0,096	0,273	– 0,055	0,996	– 0,604
24	Services	– 0,031	0,199	– 0,382	0,470	– 0,391	0,498	0,663
	Moins :							
25	**Importations de biens et services**	**– 0,069**	**3,210**	**1,319**	**1,334**	**2,702**	**4,606**	**2,745**
26	Des autres pays	0,454	2,348	0,382	1,244	2,162	4,547	2,411
27	Biens	0,355	2,144	0,345	1,152	1,830	4,199	2,625
28	Services	0,099	0,204	0,037	0,092	0,332	0,349	– 0,215
29	Des autres provinces	– 0,523	0,862	0,937	0,090	0,540	0,059	0,334
30	Biens	– 0,492	0,124	1,475	0,112	0,060	– 0,341	– 0,257
31	Services	– 0,031	0,738	– 0,538	– 0,022	0,480	0,400	0,591
32	**Divergence statistique**	**– 0,891**	**0,280**	**– 0,759**	**0,584**	**0,643**	**– 0,104**	**0,084**
33	**Produit intérieur brut aux prix du marché**	**0,414**	**1,994**	**4,419**	**1,687**	**0,986**	**3,210**	**3,179**
34	Demande intérieure finale	0,419	0,911	2,115	– 0,774	2,638	2,786	2,704

1. En relation avec le tableau 2.3 et non le tableau 2.3A.
2. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	
Points de pourcentage												
2,114	**1,967**	**1,229**	**1,951**	**1,822**	**1,647**	**1,682**	**1,784**	**2,486**	**1,900**	**0,510**	**2,062**	**01**
0,704	0,428	0,449	0,788	0,388	0,290	0,260	0,380	0,555	0,695	0,066	0,479	02
0,089	0,191	0,191	0,201	0,193	0,201	0,168	0,244	0,219	0,279	0,009	0,320	03
0,361	0,379	0,091	0,326	0,288	0,147	0,080	0,230	0,551	0,119	0,203	0,180	04
0,960	0,968	0,499	0,638	0,954	1,010	1,174	0,930	1,162	0,807	0,232	1,084	05
0,564	**0,603**	**0,788**	**0,468**	**0,747**	**0,231**	**0,183**	**0,638**	**0,107**	**0,618**	**0,726**	**0,660**	**06**
0,083	**– 0,009**	**0,423**	**0,177**	**0,085**	**0,328**	**0,329**	**– 0,093**	**0,322**	**0,944**	**0,380**	**0,397**	**07**
– 0,142	– 0,143	0,313	0,225	– 0,031	0,159	0,148	– 0,133	0,184	0,923	0,185	0,300	08
0,225	0,134	0,110	– 0,048	0,115	0,169	0,181	0,040	0,138	0,021	0,195	0,097	09
0,004	**0,005**	**–**	**– 0,010**	**0,008**	**0,001**	**0,001**	**– 0,008**	**0,006**	**0,003**	**– 0,005**	**– 0,004**	**10**
1,444	**0,602**	**– 0,195**	**0,980**	**1,222**	**1,806**	**– 0,036**	**0,500**	**1,105**	**– 0,140**	**– 1,480**	**1,390**	**11**
0,124	0,133	0,667	1,070	0,510	0,881	– 0,063	– 0,033	0,385	– 0,217	– 0,160	0,950	12
– 0,203	0,336	– 0,014	0,074	0,213	0,290	– 0,282	0,186	0,368	0,071	– 0,165	0,075	13
1,523	0,133	– 0,848	– 0,164	0,499	0,635	0,309	0,347	0,352	0,005	– 1,155	0,365	14
0,683	**0,263**	**– 1,965**	**– 0,074**	**0,470**	**0,334**	**0,993**	**– 0,674**	**– 0,081**	**– 0,348**	**– 0,446**	**0,333**	**15**
0,716	0,277	– 2,052	– 0,025	0,422	0,355	1,040	– 0,653	– 0,134	– 0,288	– 0,452	0,304	16
– 0,032	– 0,014	0,087	– 0,049	0,048	– 0,021	– 0,047	– 0,021	0,053	– 0,060	0,005	0,029	17
6,458	**6,387**	**– 1,245**	**0,195**	**– 1,444**	**0,832**	**1,128**	**1,198**	**1,098**	**– 1,707**	**– 3,748**	**0,346**	**18**
5,092	5,486	– 2,213	– 0,201	– 2,046	1,106	0,760	0,301	0,344	– 1,006	– 3,680	0,104	19
4,878	4,832	– 2,323	– 0,401	– 2,064	1,230	0,975	0,098	0,333	– 0,992	– 3,330	– 0,056	20
0,213	0,654	0,111	0,200	0,018	– 0,124	– 0,214	0,203	0,011	– 0,014	– 0,349	0,160	21
1,366	0,901	0,968	0,396	0,602	– 0,274	0,367	0,897	0,754	– 0,702	– 0,068	0,242	22
0,834	– 0,066	0,966	0,210	0,384	– 0,407	– 0,192	0,284	0,235	– 1,025	0,175	– 0,102	23
0,532	0,967	0,002	0,186	0,218	0,133	0,559	0,613	0,519	0,323	– 0,243	0,344	24
5,120	**5,523**	**– 2,484**	**1,149**	**1,820**	**2,536**	**2,425**	**1,723**	**2,691**	**0,057**	**– 3,416**	**2,773**	**25**
3,882	3,414	– 2,721	0,332	1,116	2,161	2,476	1,381	2,027	1,000	– 3,621	2,573	26
3,816	3,311	– 2,633	0,068	0,840	2,015	2,269	0,979	1,733	0,934	– 3,667	2,281	27
0,067	0,103	– 0,087	0,264	0,276	0,146	0,207	0,402	0,294	0,066	0,046	0,292	28
1,238	2,110	0,237	0,817	0,704	0,374	– 0,051	0,342	0,664	– 0,943	0,205	0,200	29
0,402	0,855	0,414	1,033	0,379	– 0,228	– 0,375	– 0,030	– 0,232	– 0,837	0,255	0,028	30
0,836	1,255	– 0,177	– 0,216	0,325	0,602	0,324	0,372	0,896	– 0,106	– 0,050	0,172	31
– 0,031	**0,045**	**– 0,032**	**– 0,157**	**0,143**	**0,060**	**– 0,050**	**0,129**	**– 0,217**	**0,106**	**– 0,019**	**0,045**	**32**
6,200	**4,338**	**1,486**	**2,381**	**1,232**	**2,703**	**1,805**	**1,751**	**2,135**	**1,317**	**– 0,666**	**2,457**	**33**
4,205	3,162	2,245	3,576	3,875	4,012	2,157	2,829	4,020	3,321	0,136	4,509	34

Tableau 2.5

Indices implicites de prix, produit intérieur brut[1], Québec, 1992-2010

Indice		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
		2002=100						
01	**Dépenses personnelles en biens et services de consommation[2]**	**87,7**	**88,9**	**88,7**	**89,2**	**90,7**	**92,1**	**93,3**
02	Biens durables	94,1	95,4	97,8	99,3	100,5	101,0	101,3
03	Biens semi-durables	95,0	95,4	94,8	94,2	94,1	95,4	96,4
04	Biens non durables	85,9	86,5	82,8	83,1	85,0	87,2	88,1
05	Services	85,3	87,2	88,3	88,9	90,5	91,8	93,3
06	**Dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services**	**84,3**	**85,6**	**86,9**	**88,0**	**87,2**	**88,2**	**88,4**
07	**Formation brute de capital fixe des administrations publiques**	**94,9**	**95,2**	**96,7**	**98,5**	**99,3**	**98,5**	**98,7**
08	Structures	81,4	81,2	82,8	86,0	88,7	91,0	92,3
09	Machines et matériel	129,1	131,2	132,4	129,3	123,5	113,8	111,2
10	**Formation brute de capital fixe des entreprises**	**88,8**	**90,4**	**92,9**	**93,7**	**93,9**	**94,8**	**95,9**
11	Bâtiments résidentiels	81,6	83,5	85,7	86,5	87,0	88,0	88,7
12	Ouvrages non résidentiels	80,8	81,2	83,4	84,9	86,9	89,3	91,6
13	Machines et matériel	97,1	99,2	102,3	102,6	101,4	101,4	102,2
14	**Exportations de biens et services**	**81,2**	**83,6**	**88,2**	**94,7**	**94,0**	**94,1**	**95,5**
15	Vers les autres pays	80,8	83,8	89,7	97,5	95,4	94,9	96,8
16	Biens	81,0	84,2	90,6	99,1	96,5	95,6	97,5
17	Services	80,0	81,8	84,3	86,5	88,5	90,6	92,0
18	Vers les autres provinces	81,0	82,5	85,3	89,7	91,3	92,6	93,2
19	Biens	80,7	82,5	86,0	91,3	92,4	93,1	93,0
20	Services	81,6	82,6	84,0	86,5	89,0	91,6	93,5
	Moins :							
21	**Importations de biens et services**	**80,9**	**84,6**	**89,0**	**92,7**	**92,3**	**92,5**	**94,0**
22	Des autres pays	80,4	85,0	90,2	93,6	92,7	92,2	94,5
23	Biens	83,3	87,6	92,7	96,3	94,8	93,8	95,6
24	Services	63,0	69,3	74,6	76,6	78,7	81,0	87,2
25	Des autres provinces	81,6	83,8	87,0	91,3	91,6	93,1	93,0
26	Biens	80,2	83,0	87,5	92,9	92,3	93,0	91,8
27	Services	83,2	84,8	86,0	88,7	90,5	93,0	94,3
28	**Produit intérieur brut aux prix du marché**	**87,9**	**88,3**	**88,9**	**90,9**	**91,7**	**92,7**	**93,6**
29	Demande intérieure finale	87,3	88,6	89,1	89,9	90,6	91,8	92,7

1. En relation avec les tableaux 2.2 et 2.3.
2. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	
2002=100												
94,8	**96,7**	**98,2**	**100,0**	**101,5**	**103,3**	**105,1**	**106,3**	**107,6**	**109,1**	**109,6**	**110,7**	**01**
101,5	100,4	99,6	100,0	99,4	97,9	97,4	96,3	94,6	90,6	88,5	88,1	02
97,9	98,3	98,9	100,0	99,3	98,6	99,1	98,6	97,6	95,1	94,9	92,2	03
90,6	94,7	97,7	100,0	103,2	107,0	111,0	113,2	115,7	121,3	120,4	123,3	04
94,6	96,5	97,8	100,0	101,7	103,8	105,5	107,3	109,3	111,4	113,6	115,0	05
90,5	**95,2**	**96,7**	**100,0**	**104,5**	**104,3**	**108,0**	**109,5**	**114,8**	**116,9**	**119,7**	**121,6**	**06**
97,9	**100,2**	**99,2**	**100,0**	**99,2**	**100,3**	**102,4**	**105,1**	**107,4**	**114,7**	**115,9**	**115,8**	**07**
94,0	98,4	98,3	100,0	102,4	106,9	112,7	119,6	124,7	135,7	135,7	138,6	08
104,7	103,3	100,9	100,0	93,3	88,5	85,0	81,9	80,3	82,2	85,4	80,5	09
95,4	**96,2**	**97,8**	**100,0**	**99,5**	**101,2**	**101,9**	**103,2**	**104,2**	**107,7**	**111,3**	**111,2**	**10**
91,1	93,1	95,6	100,0	105,3	111,4	115,5	120,6	124,8	130,3	133,7	135,9	11
93,4	97,0	97,9	100,0	101,2	106,1	109,9	113,1	116,7	123,4	126,4	131,7	12
99,0	98,1	99,5	100,0	93,5	89,7	86,1	83,3	80,7	81,1	85,3	80,2	13
95,5	**98,5**	**99,9**	**100,0**	**97,9**	**99,8**	**100,9**	**102,9**	**103,2**	**108,7**	**104,2**	**105,9**	**14**
96,1	98,9	100,8	100,0	96,5	98,1	98,2	100,0	99,6	105,0	99,1	100,8	15
96,4	99,2	101,2	100,0	96,1	97,6	97,4	99,4	98,8	104,3	97,3	99,2	16
94,3	96,7	97,8	100,0	99,6	100,8	102,8	103,5	104,7	109,6	110,3	111,0	17
94,3	97,8	98,2	100,0	100,2	103,0	106,0	108,3	109,8	115,4	113,2	115,1	18
93,9	98,3	98,5	100,0	99,9	103,0	106,5	109,2	110,7	117,3	111,5	113,6	19
95,0	96,9	97,7	100,0	100,8	103,0	105,2	107,0	108,6	112,9	115,0	116,6	20
94,5	**97,7**	**99,1**	**100,0**	**96,6**	**97,0**	**98,1**	**99,0**	**98,5**	**104,7**	**101,6**	**101,0**	**21**
94,5	97,2	99,1	100,0	93,8	92,4	92,2	92,7	91,1	97,3	95,5	93,4	22
95,2	97,9	99,4	100,0	93,6	92,3	92,2	92,9	91,0	97,8	95,4	93,7	23
89,4	91,9	97,1	100,0	95,3	93,2	92,0	91,2	91,2	94,1	95,8	91,2	24
94,5	98,5	99,2	100,0	101,4	105,1	108,4	110,5	112,0	118,1	112,4	114,9	25
93,5	99,1	100,0	100,0	101,9	106,8	111,3	113,6	114,8	122,9	110,5	112,7	26
95,6	97,7	98,1	100,0	100,8	102,7	104,8	106,5	108,3	112,4	113,1	116,1	27
94,7	**96,8**	**98,2**	**100,0**	**102,6**	**104,7**	**106,5**	**108,6**	**111,4**	**113,2**	**114,1**	**116,6**	**28**
94,0	96,4	97,8	100,0	101,8	103,1	105,1	106,5	108,6	110,8	112,3	113,3	29

Tableau 2.6

Provenance du revenu personnel, Québec, 1992-2010

	Provenance du revenu	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
					M$			
01	Rémunération des salariés[1]	89 437	90 643	92 749	95 249	96 909	100 222	104 736
02	Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	548	658	644	644	656	595	592
03	Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	8 770	9 329	9 449	9 616	10 475	11 164	11 490
04	Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	21 039	20 635	20 891	22 868	23 060	23 215	23 631
	Transferts courants en provenance :							
05	Des administrations publiques	23 183	25 151	24 959	24 965	25 206	25 421	26 198
06	Des sociétés	91	116	139	155	190	283	244
07	Des non-résidents	383	424	468	490	503	506	541
08	**Revenu personnel**	**143 451**	**146 956**	**149 299**	**153 987**	**156 999**	**161 406**	**167 432**

1. La rémunération des salariés est estimée sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	
					M$							
110 525	120 362	124 881	130 248	137 361	142 745	147 931	153 282	161 193	167 416	168 149	175 316	01
658	361	514	327	387	635	393	323	414	360	388	525	02
12 084	12 416	13 150	13 953	14 643	15 610	16 016	16 549	17 148	17 746	19 077	19 770	03
23 848	25 584	25 363	23 780	23 590	24 731	25 826	27 805	30 139	30 636	28 496	28 880	04
26 736	27 448	29 343	30 270	31 328	33 177	34 886	37 517	39 838	43 190	44 860	46 468	05
274	352	666	309	282	434	487	566	542	571	447	524	06
544	566	582	595	612	593	601	600	609	646	662	764	07
174 669	**187 089**	**194 499**	**199 482**	**208 203**	**217 925**	**226 140**	**236 642**	**249 883**	**260 565**	**262 079**	**272 247**	**08**

Tableau 2.7

Utilisation du revenu personnel, Québec, 1992-2010

	Utilisation du revenu	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
					M$			
01	**Dépenses personnelles en biens et services de consommation[1]**	**94 925**	**97 917**	**100 677**	**102 929**	**107 859**	**114 163**	**118 266**
02	Biens	48 017	49 112	50 035	51 007	53 578	56 867	59 048
03	Durables	11 794	11 957	12 555	12 828	14 054	15 780	16 757
04	Semi-durables	8 971	9 380	9 864	10 052	10 208	10 522	11 013
05	Non durables	27 252	27 775	27 616	28 127	29 316	30 565	31 278
06	Services	46 908	48 805	50 642	51 922	54 281	57 296	59 218
07	**Transferts courants**	**35 428**	**35 585**	**36 714**	**38 897**	**39 504**	**41 292**	**43 943**
08	Aux administrations publiques	33 197	33 614	34 693	36 345	37 140	39 416	41 946
09	Impôts directs des particuliers	23 692	23 496	24 018	25 184	26 324	27 732	29 837
10	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	8 299	8 678	9 322	9 566	9 459	10 174	10 376
11	Autres	1 206	1 440	1 353	1 595	1 357	1 510	1 733
12	Aux sociétés	2 003	1 725	1 763	2 281	2 074	1 557	1 647
13	Aux non-résidents du Canada	228	246	258	271	290	319	350
14	**Épargne personnelle**	**13 098**	**13 454**	**11 908**	**12 161**	**9 636**	**5 951**	**5 223**
15	**Revenu personnel**	**143 451**	**146 956**	**149 299**	**153 987**	**156 999**	**161 406**	**167 432**

1. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	
					M$							
124 406	**131 187**	**135 952**	**143 093**	**149 791**	**156 514**	**163 762**	**170 668**	**179 821**	**188 097**	**190 517**	**198 728**	**01**
62 423	65 883	68 616	72 753	75 902	78 539	81 386	84 268	88 478	92 534	92 388	96 035	02
18 188	18 898	19 758	21 678	22 497	22 872	23 439	24 232	25 358	26 310	25 909	27 255	03
11 358	11 811	12 329	12 933	13 312	13 723	14 241	14 831	15 302	15 740	15 728	16 245	04
32 877	35 174	36 529	38 142	40 093	41 944	43 706	45 205	47 818	50 484	50 751	52 535	05
61 983	65 304	67 336	70 340	73 889	77 975	82 376	86 400	91 343	95 563	98 129	102 693	06
45 807	**50 586**	**51 729**	**50 284**	**52 184**	**55 153**	**58 237**	**61 184**	**64 364**	**65 502**	**63 732**	**65 813**	**07**
43 593	47 930	48 994	47 611	49 380	52 134	54 781	57 431	60 079	60 975	59 777	61 626	08
30 806	34 127	34 139	32 073	32 750	34 809	36 635	38 587	41 405	41 094	39 183	40 294	09
10 962	11 871	12 471	13 145	14 083	14 597	15 365	15 876	15 496	16 767	17 316	17 936	10
1 825	1 932	2 384	2 393	2 547	2 728	2 781	2 968	3 178	3 114	3 278	3 396	11
1 799	2 199	2 228	1 864	2 053	2 140	2 422	2 703	2 993	3 236	2 671	2 902	12
415	457	507	809	751	879	1 034	1 050	1 292	1 291	1 284	1 285	13
4 456	**5 316**	**6 818**	**6 105**	**6 228**	**6 258**	**4 141**	**4 790**	**5 698**	**6 966**	**7 830**	**7 706**	**14**
174 669	**187 089**	**194 499**	**199 482**	**208 203**	**217 925**	**226 140**	**236 642**	**249 883**	**260 565**	**262 079**	**272 247**	**15**

Tableau 2.8

Rapport entre le produit intérieur brut, le produit intérieur brut et net aux prix de base, le revenu personnel, le revenu personnel disponible et l'épargne personnelle, Québec, 1992-2010

	Composante	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
					M$			
01	**Produit intérieur brut aux prix du marché**	**158 362**	**162 229**	**170 478**	**177 331**	**180 526**	**188 424**	**196 258**
	Moins :							
02	Impôts moins subventions, sur les produits	12 230	11 900	11 638	12 499	12 512	13 454	14 005
	Égale :							
03	**Produit intérieur brut aux prix de base**	**146 132**	**150 329**	**158 840**	**164 832**	**168 014**	**174 970**	**182 253**
	Moins :							
04	Provisions pour consommation de capital	18 224	18 949	19 808	20 886	22 386	23 119	24 635
05	Divergence statistique	1 203	767	2 011	1 041	– 101	92	– 72
	Égale :							
06	**Produit intérieur net aux prix de base**	**126 705**	**130 613**	**137 021**	**142 905**	**145 729**	**151 759**	**157 690**
	Plus :							
07	Transferts courants des administrations publiques aux particuliers	23 183	25 151	24 959	24 965	25 206	25 421	26 198
08	Transferts courants des non-résidents aux particuliers	383	424	468	490	503	506	541
09	Ajustement de la base intérieure à la base nationale de la rémunération des salariés	1 251	1 490	1 504	1 669	1 647	1 805	2 336
10	Transferts des sociétés aux particuliers	91	116	139	155	190	283	244
11	Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	21 039	20 635	20 891	22 868	23 060	23 215	23 631
	Moins :							
12	Bénéfices des sociétés avant impôt	6 523	8 180	13 121	15 155	15 212	16 446	17 423
13	Intérêts et revenus divers de placement	12 518	12 403	12 197	12 271	11 810	12 610	12 583
14	Ajustement de la valeur des stocks	– 762	– 447	– 1 369	– 708	– 277	– 193	– 98
15	Impôts moins subventions, sur les facteurs de production	10 922	11 337	11 734	12 347	12 591	12 720	13 300
	Égale :							
16	**Revenu personnel**	**143 451**	**146 956**	**149 299**	**153 987**	**156 999**	**161 406**	**167 432**
	Moins :							
17	Impôts directs des particuliers	23 692	23 496	24 018	25 184	26 324	27 732	29 837
18	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	8 299	8 678	9 322	9 566	9 459	10 174	10 376
19	Autres transferts courants aux administrations publiques	1 206	1 440	1 353	1 595	1 357	1 510	1 733
	Égale :							
20	**Revenu personnel disponible**	**110 254**	**113 342**	**114 606**	**117 642**	**119 859**	**121 990**	**125 486**
	Moins :							
21	Dépenses personnelles en biens et services de consommation[1]	94 925	97 917	100 677	102 929	107 859	114 163	118 266
22	Transferts courants aux sociétés (intérêts sur la dette de consommation)	2 003	1 725	1 763	2 281	2 074	1 557	1 647
23	Transferts courants aux non-résidents	228	246	258	271	290	319	350
	Égale :							
24	**Épargne personnelle**	**13 098**	**13 454**	**11 908**	**12 161**	**9 636**	**5 951**	**5 223**
25	Épargne personnelle en pourcentage du revenu disponible	11,9	11,9	10,4	10,3	8,0	4,9	4,2

1. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	
M$												
210 809	**224 928**	**231 624**	**241 448**	**250 752**	**262 761**	**272 049**	**282 505**	**295 928**	**304 479**	**304 861**	**319 348**	**01**
15 044	15 627	15 912	17 598	17 772	18 772	19 340	18 814	18 988	18 203	17 886	19 039	02
195 765	**209 301**	**215 712**	**223 850**	**232 980**	**243 989**	**252 709**	**263 691**	**276 940**	**286 276**	**286 975**	**300 309**	**03**
25 730	27 421	29 389	30 979	31 996	32 807	34 019	35 199	36 552	38 351	40 049	41 436	04
– 11	– 108	– 37	333	– 13	– 167	– 37	– 392	222	– 94	– 35	– 178	05
170 046	**181 988**	**186 360**	**192 538**	**200 997**	**211 349**	**218 727**	**228 884**	**240 166**	**248 019**	**246 961**	**259 051**	**06**
26 736	27 448	29 343	30 270	31 328	33 177	34 886	37 517	39 838	43 190	44 860	46 468	07
544	566	582	595	612	593	601	600	609	646	662	764	08
2 352	2 704	2 891	2 628	2 989	2 930	3 157	3 334	3 480	3 627	3 621	3 770	09
274	352	666	309	282	434	487	566	542	571	447	524	10
23 848	25 584	25 363	23 780	23 590	24 731	25 826	27 805	30 139	30 636	28 496	28 880	11
23 065	23 761	22 523	23 182	21 564	24 935	24 965	27 759	25 874	25 764	22 150	26 199	12
12 825	14 028	13 888	13 675	14 054	14 794	16 338	17 853	20 894	22 943	22 040	21 808	13
– 465	– 689	44	– 852	783	– 360	– 192	– 652	225	– 995	326	165	14
13 706	14 453	14 251	14 633	15 194	15 920	16 433	17 104	17 898	18 412	18 452	19 038	15
174 669	**187 089**	**194 499**	**199 482**	**208 203**	**217 925**	**226 140**	**236 642**	**249 883**	**260 565**	**262 079**	**272 247**	**16**
30 806	34 127	34 139	32 073	32 750	34 809	36 635	38 587	41 405	41 094	39 183	40 294	17
10 962	11 871	12 471	13 145	14 083	14 597	15 365	15 876	15 496	16 767	17 316	17 936	18
1 825	1 932	2 384	2 393	2 547	2 728	2 781	2 968	3 178	3 114	3 278	3 396	19
131 076	**139 159**	**145 505**	**151 871**	**158 823**	**165 791**	**171 359**	**179 211**	**189 804**	**199 590**	**202 302**	**210 621**	**20**
124 406	131 187	135 952	143 093	149 791	156 514	163 762	170 668	179 821	188 097	190 517	198 728	21
1 799	2 199	2 228	1 864	2 053	2 140	2 422	2 703	2 993	3 236	2 671	2 902	22
415	457	507	809	751	879	1 034	1 050	1 292	1 291	1 284	1 285	23
4 456	**5 316**	**6 818**	**6 105**	**6 228**	**6 258**	**4 141**	**4 790**	**5 698**	**6 966**	**7 830**	**7 706**	**24**
3,4	3,8	4,7	4,0	3,9	3,8	2,4	2,7	3,0	3,5	3,9	3,7	25

Tableau 2.9

Revenu comptable net des exploitants agricoles, état de rapprochement, Québec, 1992-2010

	Composante	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
		M$						
01	**Revenu net agricole**	**538**	**674**	**786**	**639**	**803**	**659**	**635**
	Moins :							
02	Sommes comprises dans les autres composantes du PIB	90	107	162	82	112	117	72
	Plus :							
03	Autres ajustements	100	91	20	87	– 36	52	29
	Égale :							
04	**Revenu comptable net des exploitants agricoles**[1]	**548**	**658**	**644**	**644**	**656**	**595**	**592**

1. Le revenu comptable net des exploitants agricoles est estimé sur une base d'exercice.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses et Division de l'agriculture.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
753	**665**	**883**	**484**	**676**	**913**	**663**	**480**	**764**	**773**	**797**	**1 022**	**01**
103	250	334	163	182	326	235	221	364	293	347	475	02
8	– 54	– 35	6	– 107	48	– 35	64	14	– 120	– 62	– 22	03
658	**361**	**514**	**327**	**387**	**635**	**393**	**323**	**414**	**360**	**388**	**525**	**04**

Tableau 2.10
Investissements en capital fixe, état de rapprochement, Québec, 1992-2010

	Composante	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
					M$			
01	**Investissements privés et publics[1] (SCIAN)**	**26 867**	**26 705**	**28 760**	**27 096**	**28 302**	**30 677**	**33 130**
	Moins :							
02	Ajustements à la définition d'investissements des comptes économiques[2]	298	299	314	311	334	299	275
	Plus :							
03	Frais de mutation relatifs à la vente et à l'achat d'immobilisations existantes[3]	1 221	1 274	1 388	1 233	1 544	1 318	925
	Plus :							
04	Autres ajustements	93	569	– 38	– 148	102	90	170
	Égale :							
05	**Formation brute de capital fixe d'après les comptes des revenus et dépenses**	**27 883**	**28 249**	**29 796**	**27 870**	**29 614**	**31 786**	**33 950**

1. Données produites par la Division de l'investissement et du stock de capital à Statistique Canada.
2. Plusieurs éléments sont retranchés dont les rebuts, les récupérations, les véhicules moteurs usagés, les avions, les bateaux et autres actifs usagés.
3. Il s'agit des commissions payées lors de l'achat et de la vente d'immobilisations existantes.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses et Division de l'investissement et du stock de capital.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
35 346	**36 487**	**37 559**	**40 743**	**43 485**	**49 767**	**49 470**	**51 809**	**57 055**	**60 118**	**58 858**	**64 144**	**01**
391	482	611	702	550	606	606	641	696	610	667	705	02
992	1 228	1 372	1 706	1 922	2 188	2 474	2 623	2 960	2 952	2 972	3 095	03
804	1 174	1 103	1 207	1 053	727	2 022	1 472	702	2 388	2 139	2 202	04
36 751	**38 407**	**39 423**	**42 954**	**45 910**	**52 076**	**53 359**	**55 263**	**60 021**	**64 848**	**63 302**	**68 736**	**05**

Chapitre 3

Les tableaux sectoriels

Tableau 3.1

Compte consolidé de production : dépenses primaires au titre de la production intérieure, Québec, 1992-2010

	Dépenses	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
					M$			
01	**Rémunération des salariés[1]**	**88 186**	**89 153**	**91 245**	**93 580**	**95 262**	**98 417**	**102 400**
02	Entreprises	60 069	60 578	62 411	64 755	67 063	70 545	75 066
03	Administration fédérale	3 922	3 867	3 933	3 905	3 760	3 661	3 681
04	Administrations provinciale et locales	22 512	22 942	23 060	23 115	22 603	22 317	21 676
05	Particuliers	1 683	1 766	1 841	1 806	1 836	1 895	1 977
06	**Bénéfices des sociétés avant impôt**	**6 523**	**8 180**	**13 121**	**15 155**	**15 212**	**16 446**	**17 423**
07	**Intérêts et revenus divers de placement**	**12 518**	**12 403**	**12 197**	**12 271**	**11 810**	**12 610**	**12 583**
08	**Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole**	**548**	**658**	**644**	**644**	**656**	**595**	**592**
09	**Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris**	**8 770**	**9 329**	**9 449**	**9 616**	**10 475**	**11 164**	**11 490**
10	**Ajustements de la valeur des stocks**	**– 762**	**– 447**	**– 1 369**	**– 708**	**– 277**	**– 193**	**– 98**
11	**Impôts indirects**	**26 770**	**26 371**	**26 644**	**27 918**	**28 216**	**29 495**	**31 418**
12	Administration fédérale	6 761	6 639	6 536	6 683	7 088	7 598	7 713
13	Administrations provinciale et locales	20 009	19 732	20 108	21 235	21 128	21 897	23 705
	Moins :							
14	**Subventions**	**3 618**	**3 134**	**3 272**	**3 072**	**3 113**	**3 321**	**4 113**
15	Subventions fédérales	526	572	531	547	582	802	741
16	Subventions provinciales et locales	3 092	2 562	2 741	2 525	2 531	2 519	3 372
17	**Provisions pour consommation de capital**	**18 224**	**18 949**	**19 808**	**20 886**	**22 386**	**23 119**	**24 635**
18	Particuliers et entreprises individuelles	4 358	4 541	4 657	4 796	5 061	5 104	5 443
19	Administration fédérale	458	487	547	584	595	633	656
20	Administrations provinciale et locales	2 934	3 039	3 197	3 375	3 483	3 617	3 731
21	Sociétés et entreprises publiques	10 474	10 882	11 407	12 131	13 247	13 765	14 805
22	**Divergence statistique**	**1 203**	**767**	**2 011**	**1 041**	**– 101**	**92**	**– 72**
23	**Produit intérieur brut aux prix du marché**	**158 362**	**162 229**	**170 478**	**177 331**	**180 526**	**188 424**	**196 258**

1. La rémunération des salariés est estimée sur une base intérieure.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
108 173	**117 658**	**121 990**	**127 620**	**134 372**	**139 815**	**144 774**	**149 948**	**157 713**	**163 789**	**164 528**	**171 546**	**01**
79 538	86 675	89 553	93 394	97 269	102 757	106 033	110 091	114 612	119 328	117 896	123 456	02
3 797	4 474	4 376	4 852	5 073	5 208	5 596	5 891	6 136	6 510	7 334	7 254	03
22 684	24 203	25 542	26 640	29 039	28 696	29 754	30 475	33 221	33 953	35 074	36 374	04
2 155	2 306	2 519	2 734	2 991	3 155	3 391	3 491	3 744	3 998	4 224	4 463	05
23 065	**23 761**	**22 523**	**23 182**	**21 564**	**24 935**	**24 965**	**27 759**	**25 874**	**25 764**	**22 150**	**26 199**	**06**
12 825	**14 028**	**13 888**	**13 675**	**14 054**	**14 794**	**16 338**	**17 853**	**20 894**	**22 943**	**22 040**	**21 808**	**07**
658	**361**	**514**	**327**	**387**	**635**	**393**	**323**	**414**	**360**	**388**	**525**	**08**
12 084	**12 416**	**13 150**	**13 953**	**14 643**	**15 610**	**16 016**	**16 549**	**17 148**	**17 746**	**19 077**	**19 770**	**09**
– 465	**– 689**	**44**	**– 852**	**783**	**– 360**	**– 192**	**– 652**	**225**	**– 995**	**326**	**165**	**10**
32 924	**34 505**	**35 192**	**37 223**	**38 930**	**40 690**	**41 835**	**42 330**	**43 830**	**43 718**	**44 110**	**45 718**	**11**
7 905	8 345	8 700	9 351	9 804	9 984	10 206	9 905	10 007	9 113	9 114	9 505	12
25 019	26 160	26 492	27 872	29 126	30 706	31 629	32 425	33 823	34 605	34 996	36 213	13
4 173	**4 425**	**5 029**	**4 992**	**5 964**	**5 998**	**6 062**	**6 412**	**6 944**	**7 103**	**7 772**	**7 641**	**14**
732	549	537	468	764	727	661	678	671	835	969	1 055	15
3 441	3 876	4 492	4 524	5 200	5 271	5 401	5 734	6 273	6 268	6 803	6 586	16
25 730	**27 421**	**29 389**	**30 979**	**31 996**	**32 807**	**34 019**	**35 199**	**36 552**	**38 351**	**40 049**	**41 436**	**17**
5 514	5 829	6 223	6 558	6 841	7 133	7 490	7 767	8 162	8 575	8 866	9 009	18
665	676	710	759	722	723	737	751	776	845	928	990	19
3 868	4 074	4 201	4 438	4 530	4 758	5 055	5 374	5 724	6 352	6 941	7 498	20
15 683	16 842	18 255	19 224	19 903	20 193	20 737	21 307	21 890	22 579	23 314	23 939	21
– 11	**– 108**	**– 37**	**333**	**– 13**	**– 167**	**– 37**	**– 392**	**222**	**– 94**	**– 35**	**– 178**	**22**
210 809	**224 928**	**231 624**	**241 448**	**250 752**	**262 761**	**272 049**	**282 505**	**295 928**	**304 479**	**304 861**	**319 348**	**23**

Tableau 3.2

Compte consolidé de production : recettes provenant de la production intérieure, Québec, 1992-2010

	Recettes	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
		M$						
01	**Ventes des entreprises**	**128 059**	**130 894**	**139 911**	**145 586**	**148 148**	**156 389**	**164 466**
02	Aux particuliers	90 393	93 232	96 190	98 489	103 340	109 409	113 390
	À l'administration fédérale							
03	Dépenses courantes nettes	2 426	2 726	2 661	2 605	2 358	2 026	2 603
04	Investissement en capital fixe	647	852	834	675	691	612	560
05	Investissement en stocks	– 15	– 2	–	11	– 1	2	– 10
	Aux administrations provinciale et locales							
06	Dépenses courantes nettes	9 754	9 476	9 400	8 967	9 181	8 772	9 390
07	Investissement en capital fixe	3 719	3 832	4 207	4 313	4 268	4 222	4 552
08	Ajustement dû à la répartition provinciale des investissements	22	–	–	–	–	–	–
	Aux sociétés et aux entreprises publiques							
09	Investissement en capital fixe	17 096	17 056	17 006	16 545	16 907	19 694	21 747
10	Investissement en stocks non agricoles	– 462	422	364	1 899	803	1 792	1 334
	Aux entreprises individuelles							
11	Investissement en capital fixe	6 399	6 509	7 749	6 337	7 748	7 258	7 091
12	Investissement en stocks agricoles	– 95	43	89	– 40	36	46	– 47
13	Aux non-résidents (nettes)	– 1 825	– 3 252	1 411	5 785	2 817	2 556	3 856
14	Aux non-résidents (brutes)	65 224	72 120	83 288	93 591	94 954	103 130	111 308
15	Moins : achats auprès des non-résidents	67 049	75 372	81 877	87 806	92 137	100 574	107 452
16	**Ventes de services directs de main-d'œuvre entre particuliers**	**1 683**	**1 766**	**1 841**	**1 806**	**1 836**	**1 895**	**1 977**
17	**Ventes entre administrations publiques**	**29 826**	**30 335**	**30 737**	**30 979**	**30 441**	**30 228**	**29 744**
	Services directs de main-d'œuvre							
18	Administration fédérale	3 922	3 867	3 933	3 905	3 760	3 661	3 681
19	Administrations provinciale et locales	22 512	22 942	23 060	23 115	22 603	22 317	21 676
	Consommation de capital propre							
20	Administration fédérale	458	487	547	584	595	633	656
21	Administrations provinciale et locales	2 934	3 039	3 197	3 375	3 483	3 617	3 731
22	**Divergence statistique**	**– 1 206**	**– 766**	**– 2 011**	**– 1 039**	**101**	**– 87**	**71**
23	**Produit intérieur brut aux prix du marché**	**158 362**	**162 229**	**170 478**	**177 331**	**180 526**	**188 424**	**196 258**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses et Division de l'investissement et du stock de capital.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
177 630	**189 087**	**194 239**	**202 357**	**208 384**	**220 055**	**227 480**	**236 130**	**246 549**	**252 729**	**250 326**	**262 597**	**01**
119 134	125 239	129 539	136 390	142 944	149 057	155 715	162 200	170 625	178 461	180 800	188 245	02
3 046	3 011	3 155	3 177	3 642	3 614	3 505	3 901	3 197	3 367	2 929	3 198	03
690	678	762	538	519	627	749	728	703	846	891	1 069	04
– 2	8	7	– 16	4	6	10	– 13	4	12	– 2	– 13	05
9 795	10 983	12 023	12 934	14 046	14 494	15 383	16 265	16 948	18 061	19 736	20 831	06
4 542	4 658	5 475	6 166	6 338	7 137	8 059	8 056	9 197	12 641	13 905	14 937	07
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	08
24 089	25 219	23 633	24 327	25 815	29 240	29 161	30 436	32 735	33 804	30 995	33 101	09
2 907	3 222	– 1 414	– 1 290	– 64	675	2 541	1 348	1 194	1 103	– 923	558	10
7 430	7 852	9 553	11 923	13 208	15 072	15 390	16 043	17 386	17 557	17 511	19 629	11
– 84	– 77	121	39	58	55	– 15	– 38	40	– 105	– 131	66	12
6 083	8 294	11 385	8 169	1 844	78	– 3 018	– 2 796	– 5 480	– 13 018	– 15 385	– 19 025	13
124 048	141 703	140 899	141 507	134 973	139 802	144 380	150 559	154 174	157 091	139 391	142 793	14
117 965	133 409	129 514	133 338	133 129	139 724	147 398	153 355	159 654	170 109	154 776	161 818	15
2 155	**2 306**	**2 519**	**2 734**	**2 991**	**3 155**	**3 391**	**3 491**	**3 744**	**3 998**	**4 224**	**4 463**	**16**
31 014	**33 427**	**34 829**	**36 689**	**39 364**	**39 385**	**41 142**	**42 491**	**45 857**	**47 660**	**50 277**	**52 115**	**17**
3 797	4 474	4 376	4 852	5 073	5 208	5 596	5 891	6 136	6 510	7 334	7 254	18
22 684	24 203	25 542	26 640	29 039	28 696	29 754	30 475	33 221	33 953	35 074	36 374	19
665	676	710	759	722	723	737	751	776	845	928	990	20
3 868	4 074	4 201	4 438	4 530	4 758	5 055	5 374	5 724	6 352	6 941	7 498	21
11	**108**	**37**	**– 333**	**13**	**166**	**36**	**395**	**– 223**	**93**	**34**	**175**	**22**
210 809	**224 928**	**231 624**	**241 448**	**250 752**	**262 761**	**272 049**	**282 505**	**295 928**	**304 479**	**304 861**	**319 348**	**23**

Tableau 3.3

Compte consolidé de financement du capital : épargne provenant du Québec et autres sources de financement, Québec, 1992-2010

	Source de financement	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
					M$			
01	**Particuliers et entreprises individuelles**	**19 445**	**20 521**	**18 912**	**18 404**	**16 298**	**12 069**	**11 123**
02	Épargne personnelle	13 098	13 454	11 908	12 161	9 636	5 951	5 223
03	Provisions pour consommation de capital	4 358	4 541	4 657	4 796	5 061	5 104	5 443
04	Transferts nets de capitaux	1 989	2 526	2 347	1 447	1 602	1 014	457
05	**Administration fédérale**	**– 11 362**	**– 12 978**	**– 11 873**	**– 12 280**	**– 8 152**	**– 3 073**	**– 3 739**
06	Épargne	– 11 706	– 13 474	– 12 364	– 13 012	– 9 002	– 4 482	– 5 108
07	Dont : Régime de pensions du Canada	– 16	– 16	– 18	– 18	– 21	– 17	– 13
08	Provisions pour consommation de capital	458	487	547	584	595	633	656
09	Transferts nets de capitaux	– 114	9	– 56	148	255	776	713
10	**Administrations provinciale et locales**	**– 3 477**	**– 4 208**	**– 4 170**	**– 1 157**	**– 1 902**	**– 728**	**1 411**
11	Épargne	– 6 284	– 7 116	– 7 212	– 4 379	– 5 216	– 4 179	– 2 031
12	Dont : Régime de rentes du Québec	– 367	– 587	– 617	– 645	– 911	– 942	– 781
13	Provisions pour consommation de capital	2 934	3 039	3 197	3 375	3 483	3 617	3 731
14	Transferts nets de capitaux	– 127	– 131	– 155	– 153	– 169	– 166	– 289
15	**Sociétés et entreprises publiques**	**20 274**	**23 844**	**23 358**	**22 693**	**24 410**	**25 179**	**26 575**
16	Épargne[1]	9 369	12 613	11 534	10 271	10 863	11 179	11 411
17	Dont : ajustements de la valeur des stocks	– 762	– 447	– 1 369	– 708	– 277	– 193	– 98
18	Provisions pour consommation de capital	10 474	10 882	11 407	12 131	13 247	13 765	14 805
19	Transferts nets de capitaux	431	349	417	291	299	235	359
20	**Divergence statistique**	**1 203**	**767**	**2 011**	**1 041**	**– 101**	**92**	**– 72**
21	**Épargne utilisée au Québec**	**26 083**	**27 946**	**28 238**	**28 701**	**30 553**	**33 539**	**35 298**

1. L'épargne comprend les bénéfices non répartis des sociétés, les bénéfices non versés des entreprises publiques et l'ajustement de la valeur des stocks. Des difficultés conceptuelles et statistiques empêchent d'estimer séparément l'épargne des sociétés au niveau provincial. Le poste de la ligne 16 est donc estimé de façon résiduelle et comprend, en théorie, l'épargne des sociétés et des entreprises publiques, mais aussi l'épargne des non-résidents mise à la disposition de l'économie nationale par l'intermédiaire du déficit encouru au compte financier de la balance des paiements.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
10 370	**11 483**	**13 514**	**13 140**	**13 612**	**14 166**	**12 847**	**13 315**	**14 657**	**16 489**	**18 511**	**17 808**	**01**
4 456	5 316	6 818	6 105	6 228	6 258	4 141	4 790	5 698	6 966	7 830	7 706	02
5 514	5 829	6 223	6 558	6 841	7 133	7 490	7 767	8 162	8 575	8 866	9 009	03
400	338	473	477	543	775	1 216	758	797	948	1 815	1 094	04
– 3 094	**– 510**	**– 2 620**	**– 2 086**	**– 2 325**	**– 270**	**– 3 412**	**– 5 079**	**– 6 220**	**– 10 491**	**– 13 081**	**– 16 818**	**05**
– 4 280	– 1 898	– 3 904	– 3 211	– 3 372	– 993	– 4 045	– 5 735	– 6 913	– 12 357	– 13 671	– 17 843	06
– 9	– 8	– 5	1	2	– 26	– 26	– 26	– 26	– 28	– 30	– 34	07
665	676	710	759	722	723	737	751	776	845	928	990	08
521	712	574	366	325	–	– 104	– 95	– 83	1 021	– 338	35	09
3 748	**4 991**	**2 161**	**358**	**– 118**	**845**	**4 697**	**7 327**	**5 523**	**7 074**	**2 319**	**5 061**	**10**
320	1 326	– 1 731	– 3 769	– 4 307	– 3 484	5	2 332	360	1 214	– 3 924	– 1 783	11
– 305	479	901	1 186	1 637	1 591	1 892	1 752	995	1 766	1 626	1 805	12
3 868	4 074	4 201	4 438	4 530	4 758	5 055	5 374	5 724	6 352	6 941	7 498	13
– 440	– 409	– 309	– 311	– 341	– 429	– 363	– 379	– 561	– 492	– 698	– 654	14
28 570	**25 812**	**25 156**	**29 609**	**34 765**	**38 404**	**41 836**	**41 784**	**46 854**	**52 973**	**54 566**	**63 649**	**15**
12 115	8 297	6 221	9 706	14 353	17 465	20 406	19 722	24 063	30 748	30 136	39 065	16
– 465	– 689	44	– 852	783	– 360	– 192	– 652	225	– 995	326	165	17
15 683	16 842	18 255	19 224	19 903	20 193	20 737	21 307	21 890	22 579	23 314	23 939	18
772	673	680	679	509	746	693	755	901	– 354	1 116	644	19
– 11	**– 108**	**– 37**	**333**	**– 13**	**– 167**	**– 37**	**– 392**	**222**	**– 94**	**– 35**	**– 178**	**20**
39 583	**41 668**	**38 174**	**41 354**	**45 921**	**52 978**	**55 931**	**56 955**	**61 036**	**65 951**	**62 280**	**69 522**	**21**

Tableau 3.4

Compte consolidé de financement du capital : utilisation de l'épargne brute, Québec, 1992-2010

	Utilisation de l'épargne	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
		M$						
	Investissements en capital fixe							
01	Particuliers et entreprises individuelles	6 399	6 509	7 749	6 337	7 748	7 258	7 091
02	Administration fédérale	647	852	834	675	691	612	560
03	Administrations provinciale et locales	3 719	3 832	4 207	4 313	4 268	4 222	4 552
04	Sociétés et entreprises publiques	17 096	17 056	17 006	16 545	16 907	19 694	21 747
	Investissements en stocks							
05	Particuliers et entreprises individuelles	– 95	43	89	– 40	36	46	– 47
06	Administration fédérale	– 15	– 2	–	11	– 1	2	– 10
07	Sociétés et entreprises publiques	– 462	422	364	1 899	803	1 792	1 334
	Actifs existants							
08	Particuliers et entreprises individuelles	1 100	1 058	1 104	824	772	1 157	1 176
09	Administration fédérale	4	4	3	5	– 190	– 3	– 3
10	Administrations provinciale et locales	162	38	– 83	46	64	55	43
11	Sociétés et entreprises publiques	– 1 266	– 1 100	– 1 024	– 875	– 646	– 1 209	– 1 216
	Prêt net							
12	Particuliers et entreprises individuelles	12 040	12 910	9 970	11 283	7 743	3 609	2 903
13	Administration fédérale	– 11 998	– 13 832	– 12 710	– 12 971	– 8 652	– 3 684	– 4 286
14	Dont : Régime de pensions du Canada	– 16	– 16	– 18	– 18	– 21	– 17	– 13
15	Administrations provinciale et locales	– 7 358	– 8 078	– 8 294	– 5 516	– 6 234	– 5 005	– 3 184
16	Dont : Régime de rentes du Québec	– 367	– 587	– 617	– 645	– 911	– 942	– 781
17	Sociétés et entreprises publiques[1]	7 316	9 000	11 034	7 204	7 143	5 080	4 567
18	Divergence statistique	– 1 206	– 766	– 2 011	– 1 039	101	– 87	71
19	**Total**	**26 083**	**27 946**	**28 238**	**28 701**	**30 553**	**33 539**	**35 298**

1. Voir la note 1 au tableau 3.3.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses et Division de l'investissement et du stock de capital.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
7 430	7 852	9 553	11 923	13 208	15 072	15 390	16 043	17 386	17 557	17 511	19 629	01
690	678	762	538	519	627	749	728	703	846	891	1 069	02
4 542	4 658	5 475	6 166	6 338	7 137	8 059	8 056	9 197	12 641	13 905	14 937	03
24 089	25 219	23 633	24 327	25 845	29 240	29 161	30 436	32 735	33 804	30 995	33 101	04
– 84	– 77	121	39	58	55	– 15	– 38	40	– 105	– 131	66	05
– 2	8	7	– 16	4	6	10	– 13	4	12	– 2	– 13	06
2 907	3 222	– 1 414	– 1 290	– 64	675	2 541	1 348	1 194	1 103	– 923	558	07
1 234	1 088	1 275	1 727	2 224	1 912	2 235	2 829	3 643	3 703	2 794	3 394	08
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	09
44	37	35	–	–	–	–	–	–	–	–	–	10
– 1 278	– 1 125	– 1 310	– 1 727	– 2 224	– 1 912	– 2 235	– 2 829	– 3 643	– 3 703	– 2 794	– 3 394	11
1 790	2 620	2 565	– 549	– 1 878	– 2 873	– 4 763	– 5 520	– 6 413	– 4 666	– 1 663	– 5 281	12
– 3 782	– 1 196	– 3 389	– 2 608	– 2 848	– 903	– 4 171	– 5 794	– 6 927	– 11 349	– 13 970	– 17 874	13
– 9	– 8	– 5	1	2	– 26	– 26	– 26	– 26	– 28	– 30	– 34	14
– 838	296	– 3 349	– 5 808	– 6 456	– 6 292	– 3 362	– 729	– 3 674	– 5 567	– 11 586	– 9 876	15
– 305	479	901	1 186	1 637	1 591	1 892	1 752	995	1 766	1 626	1 805	16
2 830	– 1 720	4 173	8 965	11 182	10 068	12 296	12 043	17 014	21 582	27 219	33 031	17
11	108	37	– 333	13	166	36	395	– 223	93	34	175	18
39 583	**41 668**	**38 174**	**41 354**	**45 921**	**52 978**	**55 931**	**56 955**	**61 036**	**65 951**	**62 280**	**69 522**	**19**

Tableau 3.5

Compte des revenus et dépenses des particuliers et des entreprises individuelles – revenus, Québec, 1992-2010

	Revenus	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
		M$						
01	**Rémunération des salariés** [1]	**89 437**	**90 643**	**92 749**	**95 249**	**96 909**	**100 222**	**104 736**
02	Ajustement de la base intérieure à la base nationale	1 251	1 490	1 504	1 669	1 647	1 805	2 336
03	Entreprises	60 069	60 578	62 411	64 755	67 063	70 545	75 066
04	Administration fédérale	3 922	3 867	3 933	3 905	3 760	3 661	3 681
05	Administrations provinciale et locales	22 512	22 942	23 060	23 115	22 603	22 317	21 676
06	Particuliers	1 683	1 766	1 841	1 806	1 836	1 895	1 977
07	**Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole**	**548**	**658**	**644**	**644**	**656**	**595**	**592**
08	**Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris**	**8 770**	**9 329**	**9 449**	**9 616**	**10 475**	**11 164**	**11 490**
09	**Intérêts, dividendes et revenus divers de placement**	**21 039**	**20 635**	**20 891**	**22 868**	**23 060**	**23 215**	**23 631**
10	**Transferts courants**	**23 657**	**25 691**	**25 566**	**25 610**	**25 899**	**26 210**	**26 983**
11	Des sociétés	91	116	139	155	190	283	244
12	De l'administration fédérale	13 221	13 798	13 269	12 829	12 749	12 654	12 853
13	Dont : Régime de pensions du Canada	48	50	52	54	54	54	54
14	Des administrations provinciale et locales	9 962	11 353	11 690	12 136	12 457	12 767	13 345
15	Dont : Régime de rentes du Québec	3 891	4 163	4 433	4 712	5 028	5 285	5 525
16	Des non-résidents du Canada	383	424	468	490	503	506	541
17	**Total**	**143 451**	**146 956**	**149 299**	**153 987**	**156 999**	**161 406**	**167 432**

1. La rémunération des salariés est estimée sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
110 525	**120 362**	**124 881**	**130 248**	**137 361**	**142 745**	**147 931**	**153 282**	**161 193**	**167 416**	**168 149**	**175 316**	**01**
2 352	2 704	2 891	2 628	2 989	2 930	3 157	3 334	3 480	3 627	3 621	3 770	02
79 538	86 675	89 553	93 394	97 269	102 757	106 033	110 091	114 612	119 328	117 896	123 456	03
3 797	4 474	4 376	4 852	5 073	5 208	5 596	5 891	6 136	6 510	7 334	7 254	04
22 684	24 203	25 542	26 640	29 039	28 696	29 754	30 475	33 221	33 953	35 074	36 374	05
2 155	2 306	2 519	2 734	2 991	3 155	3 391	3 491	3 744	3 998	4 224	4 463	06
658	**361**	**514**	**327**	**387**	**635**	**393**	**323**	**414**	**360**	**388**	**525**	**07**
12 084	**12 416**	**13 150**	**13 953**	**14 643**	**15 610**	**16 016**	**16 549**	**17 148**	**17 746**	**19 077**	**19 770**	**08**
23 848	**25 584**	**25 363**	**23 780**	**23 590**	**24 731**	**25 826**	**27 805**	**30 139**	**30 636**	**28 496**	**28 880**	**09**
27 554	**28 366**	**30 591**	**31 174**	**32 222**	**34 204**	**35 974**	**38 683**	**40 989**	**44 407**	**45 969**	**47 756**	**10**
274	352	666	309	282	434	487	566	542	571	447	524	11
13 092	13 625	14 626	15 125	15 651	16 349	16 891	17 262	18 151	20 280	20 793	21 468	12
55	57	58	61	62	94	98	102	106	111	120	127	13
13 644	13 823	14 717	15 145	15 677	16 828	17 995	20 255	21 687	22 910	24 067	25 000	14
5 731	6 003	6 342	6 696	7 027	7 500	7 796	8 244	8 656	9 144	9 670	10 060	15
544	566	582	595	612	593	601	600	609	646	662	764	16
174 669	**187 089**	**194 499**	**199 482**	**208 203**	**217 925**	**226 140**	**236 642**	**249 883**	**260 565**	**262 079**	**272 247**	**17**

Tableau 3.6

Compte des revenus et dépenses des particuliers et des entreprises individuelles – dépenses, Québec, 1992-2010

	Dépenses	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
		M$						
01	**Dépenses personnelles en biens et services de consommation**	**94 925**	**97 917**	**100 677**	**102 929**	**107 859**	**114 163**	**118 266**
02	Auprès des entreprises	90 393	93 232	96 190	98 489	103 340	109 409	113 390
03	Auprès des particuliers	1 683	1 766	1 841	1 806	1 836	1 895	1 977
04	Auprès des non-résidents du Québec	2 849	2 919	2 646	2 634	2 683	2 859	2 899
05	**Transferts courants**	**35 428**	**35 585**	**36 714**	**38 897**	**39 504**	**41 292**	**43 943**
06	À l'administration fédérale	15 652	15 365	15 785	16 478	16 993	18 067	18 822
07	Impôts sur le revenu	11 409	10 954	11 070	11 892	12 538	13 286	14 331
08	Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	..	..	..	..	..	..	..
09	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	4 231	4 401	4 710	4 581	4 443	4 770	4 486
10	Dont : Régime de pensions du Canada	15	17	18	20	18	23	27
11	Autres	12	10	5	5	12	11	5
12	Aux administrations provinciale et locales	17 545	18 249	18 908	19 867	20 147	21 349	23 124
13	Impôts sur le revenu	12 283	12 544	12 948	13 292	13 786	14 446	15 506
14	Droits successoraux	–	– 2	–	–	–	–	–
15	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	4 068	4 277	4 612	4 985	5 016	5 404	5 890
16	Dont : Régime de rentes du Québec	2 600	2 692	2 962	3 187	3 341	3 655	4 100
17	Autres	1 194	1 430	1 348	1 590	1 345	1 499	1 728
18	Aux sociétés	2 003	1 725	1 763	2 281	2 074	1 557	1 647
19	Aux non-résidents du Canada	228	246	258	271	290	319	350
20	**Épargne**	**13 098**	**13 454**	**11 908**	**12 161**	**9 636**	**5 951**	**5 223**
21	**Total**	**143 451**	**146 956**	**149 299**	**153 987**	**156 999**	**161 406**	**167 432**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
124 406	**131 187**	**135 952**	**143 093**	**149 791**	**156 514**	**163 762**	**170 668**	**179 821**	**188 097**	**190 517**	**198 728**	**01**
119 134	125 239	129 539	136 390	142 944	149 057	155 715	162 200	170 625	178 461	180 800	188 245	02
2 155	2 306	2 519	2 734	2 991	3 155	3 391	3 491	3 744	3 998	4 224	4 463	03
3 117	3 642	3 894	3 969	3 856	4 302	4 656	4 977	5 452	5 638	5 494	6 021	04
45 807	**50 586**	**51 729**	**50 284**	**52 184**	**55 153**	**58 237**	**61 184**	**64 364**	**65 502**	**63 732**	**65 813**	**05**
18 896	20 814	20 814	19 969	20 196	21 048	21 752	20 814	22 224	22 409	21 449	21 685	06
14 459	16 343	16 441	15 570	15 882	16 894	17 482	17 428	18 855	19 133	18 147	18 335	07
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	08
4 434	4 465	4 366	4 386	4 304	4 140	4 251	3 375	3 358	3 254	3 280	3 336	09
32	35	41	49	52	55	58	60	65	68	77	80	10
3	6	7	13	10	14	19	11	11	22	22	14	11
24 697	27 116	28 180	27 642	29 184	31 086	33 029	36 617	37 855	38 566	38 328	39 941	12
16 347	17 784	17 698	16 503	16 868	17 915	19 153	21 159	22 550	21 961	21 036	21 959	13
–	–	–	–	–	..	..	..	..	..	..	..	14
6 528	7 406	8 105	8 759	9 779	10 457	11 114	12 501	12 138	13 513	14 036	14 600	15
4 810	5 697	6 516	7 177	7 987	8 365	8 820	9 012	8 593	9 854	10 142	10 593	16
1 822	1 926	2 377	2 380	2 537	2 714	2 762	2 957	3 167	3 092	3 256	3 382	17
1 799	2 199	2 228	1 864	2 053	2 140	2 422	2 703	2 993	3 236	2 671	2 902	18
415	457	507	809	751	879	1 034	1 050	1 292	1 291	1 284	1 285	19
4 456	**5 316**	**6 818**	**6 105**	**6 228**	**6 258**	**4 141**	**4 790**	**5 698**	**6 966**	**7 830**	**7 706**	**20**
174 669	**187 089**	**194 499**	**199 482**	**208 203**	**217 925**	**226 140**	**236 642**	**249 883**	**260 565**	**262 079**	**272 247**	**21**

Tableau 3.7
Compte de financement du capital des particuliers et des entreprises individuelles – ressources, Québec, 1992-2010

Source de financement		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
					M$			
01	Épargne personnelle	13 098	13 454	11 908	12 161	9 636	5 951	5 223
02	Provisions pour consommation de capital	4 358	4 541	4 657	4 796	5 061	5 104	5 443
03	Transferts nets de capitaux	1 989	2 526	2 347	1 447	1 602	1 014	457
04	Administration fédérale	– 190	– 243	– 225	– 324	– 443	– 851	– 870
05	Administration provinciale	–	16	19	38	58	6	87
06	Non-résidents	2 179	2 753	2 553	1 733	1 987	1 859	1 240
07	**Total**	**19 445**	**20 521**	**18 912**	**18 404**	**16 298**	**12 069**	**11 123**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

Tableau 3.8
Compte de financement du capital des particuliers et des entreprises individuelles – utilisation de l'épargne, Québec, 1992-2010

Utilisation de l'épargne		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
					M$			
01	Investissements en capital fixe	6 399	6 509	7 749	6 337	7 748	7 258	7 091
02	Investissements en stocks	– 95	43	89	– 40	36	46	– 47
03	Actifs existants	1 100	1 058	1 104	824	772	1 157	1 176
04	Prêt net	12 040	12 910	9 970	11 283	7 743	3 609	2 903
05	**Total**	**19 445**	**20 521**	**18 912**	**18 404**	**16 298**	**12 069**	**11 123**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses et Division de l'investissement et du stock de capital.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
4 456	5 316	6 818	6 105	6 228	6 258	4 141	4 790	5 698	6 966	7 830	7 706	01
5 514	5 829	6 223	6 558	6 841	7 133	7 490	7 767	8 162	8 575	8 866	9 009	02
400	338	473	477	543	775	1 216	758	797	948	1 815	1 094	03
– 956	– 1 066	– 1 000	– 756	– 503	– 330	– 240	– 293	– 269	– 188	– 94	– 35	04
103	90	55	22	10	13	14	12	12	13	14	10	05
1 253	1 314	1 418	1 211	1 036	1 092	1 442	1 039	1 054	1 123	1 895	1 119	06
10 370	**11 483**	**13 514**	**13 140**	**13 612**	**14 166**	**12 847**	**13 315**	**14 657**	**16 489**	**18 511**	**17 808**	**07**

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
7 430	7 852	9 553	11 923	13 208	15 072	15 390	16 043	17 386	17 557	17 511	19 629	01
– 84	– 77	121	39	58	55	– 15	– 38	40	– 105	– 131	66	02
1 234	1 088	1 275	1 727	2 224	1 912	2 235	2 829	3 643	3 703	2 794	3 394	03
1 790	2 620	2 565	– 549	– 1 878	– 2 873	– 4 763	– 5 520	– 6 413	– 4 666	– 1 663	– 5 281	04
10 370	**11 483**	**13 514**	**13 140**	**13 612**	**14 166**	**12 847**	**13 315**	**14 657**	**16 489**	**18 511**	**17 808**	**05**

Tableau 3.9

Compte des revenus et dépenses de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – revenus, Québec, 1992-2010

Revenus		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
					M$			
01	**Impôts directs**	**18 643**	**18 585**	**19 231**	**20 181**	**21 714**	**23 769**	**24 156**
02	Impôts sur le revenu	11 409	10 954	11 070	11 892	12 538	13 286	14 331
03	Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	..	..	..	..	..	..	..
04	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	4 231	4 401	4 710	4 581	4 443	4 770	4 486
05	Dont : Régime de pensions du Canada	15	17	18	20	18	23	27
06	Des sociétés et des entreprises publiques	2 620	2 829	3 038	3 229	4 038	4 990	4 651
07	Des non-résidents	383	401	413	479	695	723	688
08	**Impôts indirects**	**6 761**	**6 639**	**6 536**	**6 683**	**7 088**	**7 598**	**7 713**
09	**Autres transferts courants en provenance des particuliers**	**12**	**10**	**5**	**5**	**12**	**11**	**5**
10	**Transferts courants en provenance de l'administration provinciale**	**369**	**372**	**382**	**424**	**460**	**475**	**492**
11	**Revenus de placement**	**1 215**	**963**	**968**	**1 236**	**1 102**	**1 145**	**1 287**
12	Dont : Régime de pensions du Canada	17	17	16	16	15	14	14
13	**Total**	**27 000**	**26 569**	**27 122**	**28 529**	**30 376**	**32 998**	**33 653**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
25 933	**28 946**	**27 213**	**26 594**	**27 920**	**29 316**	**30 393**	**30 595**	**30 599**	**30 153**	**28 484**	**28 693**	**01**
14 459	16 343	16 441	15 570	15 882	16 894	17 482	17 428	18 855	19 133	18 147	18 335	02
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	03
4 434	4 465	4 366	4 386	4 304	4 140	4 251	3 375	3 358	3 254	3 280	3 336	04
32	35	41	49	52	55	58	60	65	68	77	80	05
6 214	7 223	5 300	5 569	6 718	7 148	7 323	8 084	6 703	5 857	5 621	5 597	06
826	915	1 106	1 069	1 016	1 134	1 337	1 708	1 683	1 909	1 436	1 425	07
7 905	**8 345**	**8 700**	**9 351**	**9 804**	**9 984**	**10 206**	**9 905**	**10 007**	**9 113**	**9 114**	**9 505**	**08**
3	**6**	**7**	**13**	**10**	**14**	**19**	**11**	**11**	**22**	**22**	**14**	**09**
480	**555**	**550**	**619**	**519**	**678**	**628**	**482**	**666**	**644**	**655**	**647**	**10**
1 378	**1 690**	**1 767**	**1 578**	**1 520**	**1 325**	**1 307**	**1 396**	**1 749**	**1 825**	**1 492**	**1 484**	**11**
14	14	12	13	12	13	14	16	15	15	13	13	12
35 699	**39 542**	**38 237**	**38 155**	**39 773**	**41 317**	**42 553**	**42 389**	**43 032**	**41 757**	**39 767**	**40 343**	**13**

Tableau 3.10

Compte des revenus et dépenses de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – dépenses, Québec, 1992-2010

	Dépenses	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
					M$			
01	**Dépenses courantes nettes en biens et services**	**6 806**	**7 080**	**7 141**	**7 094**	**6 713**	**6 320**	**6 940**
02	Auprès des entreprises	2 426	2 726	2 661	2 605	2 358	2 026	2 603
	Auprès de l'administration fédérale							
03	Services directs de main-d'œuvre	3 922	3 867	3 933	3 905	3 760	3 661	3 681
04	Consommation de capital propre	458	487	547	584	595	633	656
05	**Transferts courants de l'administration fédérale**	**21 984**	**23 173**	**22 378**	**23 038**	**21 547**	**20 589**	**21 189**
06	Aux particuliers	13 221	13 798	13 269	12 829	12 749	12 654	12 853
07	Dont : Régime de pensions du Canada	48	50	52	54	54	54	54
08	Aux entreprises	526	572	531	547	582	802	741
09	Aux administrations publiques	8 237	8 803	8 578	9 662	8 216	7 133	7 595
10	À l'administration provinciale	8 168	8 740	8 477	9 592	8 109	7 030	7 504
11	Aux administrations locales	69	63	101	70	107	103	91
12	**Intérêts sur la dette publique**	**9 916**	**9 790**	**9 967**	**11 409**	**11 118**	**10 571**	**10 632**
13	**Épargne**	**– 11 706**	**– 13 474**	**– 12 364**	**– 13 012**	**– 9 002**	**– 4 482**	**– 5 108**
14	Dont : Régime de pensions du Canada	– 16	– 16	– 18	– 18	– 21	– 17	– 13
15	**Total**	**27 000**	**26 569**	**27 122**	**28 529**	**30 376**	**32 998**	**33 653**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
7 508	**8 161**	**8 241**	**8 788**	**9 437**	**9 545**	**9 838**	**10 543**	**10 109**	**10 722**	**11 191**	**11 442**	**01**
3 046	3 011	3 155	3 177	3 642	3 614	3 505	3 901	3 197	3 367	2 929	3 198	02
3 797	4 474	4 376	4 852	5 073	5 208	5 596	5 891	6 136	6 510	7 334	7 254	03
665	676	710	759	722	723	737	751	776	845	928	990	04
21 962	**22 420**	**23 926**	**23 852**	**25 387**	**24 871**	**29 212**	**30 056**	**32 472**	**36 405**	**36 017**	**40 363**	**05**
13 092	13 625	14 626	15 125	15 651	16 349	16 891	17 262	18 151	20 280	20 793	21 468	06
55	57	58	61	62	94	98	102	106	111	120	127	07
732	549	537	468	764	727	661	678	671	835	969	1 055	08
8 138	8 246	8 763	8 259	8 972	7 795	11 660	12 116	13 650	15 290	14 255	17 840	09
8 096	8 216	8 741	8 239	8 950	7 771	11 595	12 059	13 585	15 253	14 208	17 787	10
42	30	22	20	22	24	65	57	65	37	47	53	11
10 509	**10 859**	**9 974**	**8 726**	**8 321**	**7 894**	**7 548**	**7 525**	**7 364**	**6 987**	**6 230**	**6 381**	**12**
– 4 280	**– 1 898**	**– 3 904**	**– 3 211**	**– 3 372**	**– 993**	**– 4 045**	**– 5 735**	**– 6 913**	**– 12 357**	**– 13 671**	**– 17 843**	**13**
– 9	– 8	– 5	1	2	– 26	– 26	– 26	– 26	– 28	– 30	– 34	14
35 699	**39 542**	**38 237**	**38 155**	**39 773**	**41 317**	**42 553**	**42 389**	**43 032**	**41 757**	**39 767**	**40 343**	**15**

Tableau 3.11

Compte de financement du capital de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – ressources, Québec, 1992-2010

	Source de financement	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
					M$			
01	Épargne réalisée au Québec	– 11 706	– 13 474	– 12 364	– 13 012	– 9 002	– 4 482	– 5 108
02	Dont : Régime de pensions du Canada	– 16	– 16	– 18	– 18	– 21	– 17	– 13
03	Provisions pour consommation de capital	458	487	547	584	595	633	656
04	Transferts nets de capitaux	– 114	9	– 56	148	255	776	713
05	**Total**	**– 11 362**	**– 12 978**	**– 11 873**	**– 12 280**	**– 8 152**	**– 3 073**	**– 3 739**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

Tableau 3.12

Compte de financement du capital de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – utilisation de l'épargne, Québec, 1992-2010

	Utilisation de l'épargne	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
					M$			
01	Investissements en capital fixe	647	852	834	675	691	612	560
02	Investissements en stocks	– 15	– 2	–	11	– 1	2	– 10
03	Actifs existants	4	4	3	5	– 190	– 3	– 3
04	Prêt net	– 11 998	– 13 832	– 12 710	– 12 971	– 8 652	– 3 684	– 4 286
05	Dont : Régime de pensions du Canada	– 16	– 16	– 18	– 18	– 21	– 17	– 13
06	**Total**	**– 11 362**	**– 12 978**	**– 11 873**	**– 12 280**	**– 8 152**	**– 3 073**	**– 3 739**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
– 4 280	– 1 898	– 3 904	– 3 211	– 3 372	– 993	– 4 045	– 5 735	– 6 913	– 12 357	– 13 671	– 17 843	01
– 9	– 8	– 5	1	2	– 26	– 26	– 26	– 26	– 28	– 30	– 34	02
665	676	710	759	722	723	737	751	776	845	928	990	03
521	712	574	366	325	–	– 104	– 95	– 83	1 021	– 338	35	04
– 3 094	**– 510**	**– 2 620**	**– 2 086**	**– 2 325**	**– 270**	**– 3 412**	**– 5 079**	**– 6 220**	**– 10 491**	**– 13 081**	**– 16 818**	**05**

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
690	678	762	538	519	627	749	728	703	846	891	1 069	01
– 2	8	7	– 16	4	6	10	– 13	4	12	– 2	– 13	02
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	03
– 3 782	– 1 196	– 3 389	– 2 608	– 2 848	– 903	– 4 171	– 5 794	– 6 927	– 11 349	– 13 970	– 17 874	04
– 9	– 8	– 5	1	2	– 26	– 26	– 26	– 26	– 28	– 30	– 34	05
– 3 094	**– 510**	**– 2 620**	**– 2 086**	**– 2 325**	**– 270**	**– 3 412**	**– 5 079**	**– 6 220**	**– 10 491**	**– 13 081**	**– 16 818**	**06**

Tableau 3.13

Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – revenus, Québec, 1992-2010

	Revenus	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
					M$			
01	**Impôts directs**	**17 384**	**18 007**	**18 908**	**19 950**	**20 646**	**22 051**	**23 621**
02	Impôts sur le revenu	12 283	12 544	12 948	13 292	13 786	14 446	15 506
03	Droits successoraux	–	– 2	–	–	–	–	–
04	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	4 068	4 277	4 612	4 985	5 016	5 404	5 890
05	Dont : Régime de rentes du Québec	2 600	2 692	2 962	3 187	3 341	3 655	4 100
	Des sociétés							
06	Perceptions	948	1 210	1 323	1 542	1 939	1 949	2 310
07	Excédent des impôts dus sur les impôts perçus	85	– 22	25	131	– 95	252	– 85
08	**Impôts indirects**	**20 009**	**19 732**	**20 108**	**21 235**	**21 128**	**21 897**	**23 705**
09	**Autres transferts courants en provenance des particuliers**	**1 194**	**1 430**	**1 348**	**1 590**	**1 345**	**1 499**	**1 728**
10	**Transferts en provenance de l'administration fédérale**	**8 237**	**8 803**	**8 578**	**9 662**	**8 216**	**7 133**	**7 595**
11	**Revenus de placement**	**2 746**	**2 708**	**2 631**	**2 929**	**3 268**	**3 369**	**3 301**
12	Bénéfices reversés par les entreprises publiques	25	49	50	30	511	559	306
13	Autres revenus de placement	2 721	2 659	2 581	2 899	2 757	2 810	2 995
14	Dont : Régime de rentes du Québec	995	964	923	963	857	769	713
15	**Total**	**49 570**	**50 680**	**51 573**	**55 366**	**54 603**	**55 949**	**59 950**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
25 492	**28 323**	**28 314**	**27 611**	**29 605**	**31 466**	**33 679**	**37 313**	**38 165**	**39 580**	**39 976**	**41 493**	**01**
16 347	17 784	17 698	16 503	16 868	17 915	19 153	21 159	22 550	21 961	21 036	21 959	02
–	–	–	–	–	..	..	..	..	..	..	..	03
6 528	7 406	8 105	8 759	9 779	10 457	11 114	12 501	12 138	13 513	14 036	14 600	04
4 810	5 697	6 516	7 177	7 987	8 365	8 820	9 012	8 593	9 854	10 142	10 593	05
2 289	2 534	3 021	2 367	2 963	3 223	3 597	3 898	4 399	4 309	4 459	4 286	06
328	599	– 510	– 18	– 5	– 129	– 185	– 245	– 922	– 203	445	648	07
25 019	**26 160**	**26 492**	**27 872**	**29 126**	**30 706**	**31 629**	**32 425**	**33 823**	**34 605**	**34 996**	**36 213**	**08**
1 822	**1 926**	**2 377**	**2 380**	**2 537**	**2 714**	**2 762**	**2 957**	**3 167**	**3 092**	**3 256**	**3 382**	**09**
8 138	**8 246**	**8 763**	**8 259**	**8 972**	**7 795**	**11 660**	**12 116**	**13 650**	**15 290**	**14 255**	**17 840**	**10**
3 559	**4 503**	**4 434**	**4 693**	**5 083**	**5 462**	**6 108**	**8 192**	**8 949**	**9 795**	**9 233**	**9 094**	**11**
481	564	578	787	991	1 350	1 126	2 342	2 095	2 252	2 168	1 886	12
3 078	3 939	3 856	3 906	4 092	4 112	4 982	5 850	6 854	7 543	7 065	7 208	13
678	853	793	777	751	803	942	1 063	1 148	1 140	1 246	1 366	14
64 030	**69 158**	**70 380**	**70 815**	**75 323**	**78 143**	**85 838**	**93 003**	**97 754**	**102 362**	**101 716**	**108 022**	**15**

Tableau 3.14

Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – dépenses, Québec, 1992-2010

	Dépenses	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
					M$			
01	**Dépenses courantes nettes en biens et services**	**35 200**	**35 457**	**35 657**	**35 456**	**35 267**	**34 705**	**34 797**
02	Auprès des entreprises	9 754	9 476	9 400	8 967	9 181	8 772	9 390
	Auprès des administrations provinciale et locales							
03	Services directs de main-d'œuvre	22 512	22 942	23 060	23 115	22 603	22 317	21 676
04	Consommation de capital propre	2 934	3 039	3 197	3 375	3 483	3 617	3 731
05	**Transferts courants des administrations provinciale et locales**	**13 423**	**14 287**	**14 813**	**15 085**	**15 448**	**15 761**	**17 209**
06	Aux particuliers	9 962	11 353	11 690	12 136	12 457	12 767	13 345
07	Dont : Régime de rentes du Québec	3 891	4 163	4 433	4 712	5 028	5 285	5 525
08	Aux entreprises	3 092	2 562	2 741	2 525	2 531	2 519	3 372
09	À l'administration fédérale	369	372	382	424	460	475	492
10	**Intérêts sur la dette publique**	**7 231**	**8 052**	**8 315**	**9 204**	**9 104**	**9 662**	**9 975**
11	**Épargne**	**– 6 284**	**– 7 116**	**– 7 212**	**– 4 379**	**– 5 216**	**– 4 179**	**– 2 031**
12	Dont : Régime de rentes du Québec	– 367	– 587	– 617	– 645	– 911	– 942	– 781
13	**Total**	**49 570**	**50 680**	**51 573**	**55 366**	**54 603**	**55 949**	**59 950**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
36 346	**39 260**	**41 766**	**44 012**	**47 615**	**47 947**	**50 192**	**52 114**	**55 893**	**58 366**	**61 751**	**64 703**	**01**
9 795	10 983	12 023	12 934	14 046	14 494	15 383	16 265	16 948	18 061	19 736	20 831	02
22 684	24 203	25 542	26 640	29 039	28 696	29 754	30 475	33 221	33 953	35 074	36 374	03
3 868	4 074	4 201	4 438	4 530	4 758	5 055	5 374	5 724	6 352	6 941	7 498	04
17 565	**18 254**	**19 759**	**20 288**	**21 396**	**22 777**	**24 024**	**26 471**	**28 626**	**29 822**	**31 525**	**32 233**	**05**
13 644	13 823	14 717	15 145	15 677	16 828	17 995	20 255	21 687	22 910	24 067	25 000	06
5 731	6 003	6 342	6 696	7 027	7 500	7 796	8 244	8 656	9 144	9 670	10 060	07
3 441	3 876	4 492	4 524	5 200	5 271	5 401	5 734	6 273	6 268	6 803	6 586	08
480	555	550	619	519	678	628	482	666	644	655	647	09
9 799	**10 318**	**10 586**	**10 284**	**10 619**	**10 903**	**11 617**	**12 086**	**12 875**	**12 960**	**12 364**	**12 869**	**10**
320	**1 326**	**– 1 731**	**– 3 769**	**– 4 307**	**– 3 484**	**5**	**2 332**	**360**	**1 214**	**– 3 924**	**– 1 783**	**11**
– 305	479	901	1 186	1 637	1 591	1 892	1 752	995	1 766	1 626	1 805	12
64 030	**69 158**	**70 380**	**70 815**	**75 323**	**78 143**	**85 838**	**93 003**	**97 754**	**102 362**	**101 716**	**108 022**	**13**

Tableau 3.15

Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – ressources, Québec, 1992-2010

Source de financement	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
	M$						
01 Epargne	– 6 284	– 7 116	– 7 212	– 4 379	– 5 216	– 4 179	– 2 031
02 Dont : Régimes de rentes du Québec	– 367	– 587	– 617	– 645	– 911	– 942	– 781
03 Provisions pour consommation de capital	2 934	3 039	3 197	3 375	3 483	3 617	3 731
04 Transferts nets de capitaux	– 127	– 131	– 155	– 153	– 169	– 166	– 289
05 Total	**– 3 477**	**– 4 208**	**– 4 170**	**– 1 157**	**– 1 902**	**– 728**	**1 411**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

Tableau 3.16

Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – utilisation de l'épargne, Québec, 1992-2010

Utilisation de l'épargne	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
	M$						
01 Investissements en capital fixe	3 719	3 832	4 207	4 313	4 268	4 222	4 552
02 Actifs existants	162	38	– 83	46	64	55	43
03 Prêt net	– 7 358	– 8 078	– 8 294	– 5 516	– 6 234	– 5 005	– 3 184
04 Dont : Régime de rentes du Québec	– 367	– 587	– 617	– 645	– 911	– 942	– 781
05 Total	**– 3 477**	**– 4 208**	**– 4 170**	**– 1 157**	**– 1 902**	**– 728**	**1 411**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
320	1 326	– 1 731	– 3 769	– 4 307	– 3 484	5	2 332	360	1 214	– 3 924	– 1 783	01
– 305	479	901	1 186	1 637	1 591	1 892	1 752	995	1 766	1 626	1 805	02
3 868	4 074	4 201	4 438	4 530	4 758	5 055	5 374	5 724	6 352	6 941	7 498	03
– 440	– 409	– 309	– 311	– 341	– 429	– 363	– 379	– 561	– 492	– 698	– 654	04
3 748	**4 991**	**2 161**	**358**	**– 118**	**845**	**4 697**	**7 327**	**5 523**	**7 074**	**2 319**	**5 061**	**05**

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
4 542	4 658	5 475	6 166	6 338	7 137	8 059	8 056	9 197	12 641	13 905	14 937	01
44	37	35	–	–	–	–	–	–	–	–	–	02
– 838	296	– 3 349	– 5 808	– 6 456	– 6 292	– 3 362	– 729	– 3 674	– 5 567	– 11 586	– 9 876	03
– 305	479	901	1 186	1 637	1 591	1 892	1 752	995	1 766	1 626	1 805	04
3 748	**4 991**	**2 161**	**358**	**– 118**	**845**	**4 697**	**7 327**	**5 523**	**7 074**	**2 319**	**5 061**	**05**

Chapitre 4

La répartition industrielle du produit intérieur brut

Tableau 4.1

Produit intérieur brut aux prix de base, par activité économique, Québec, 1992-2010

	Activité économique	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
					M$			
01	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3 222	3 308	3 547	3 740	3 662	3 241	3 642
02	Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	1 178	1 154	1 309	1 510	1 469	1 413	1 511
03	Services publics	6 208	6 004	6 015	6 523	7 036	7 935	7 867
04	Construction	8 583	8 540	8 483	7 563	7 711	8 249	8 793
05	Fabrication	24 680	26 927	31 065	33 939	35 161	37 780	39 594
06	Commerce de gros	7 254	7 122	7 585	8 545	8 465	8 766	8 936
07	Commerce de détail	8 672	8 584	9 175	9 230	9 291	9 877	10 405
08	Transport et entreposage	..	..	..	..	..	7 955	8 428
09	Industrie de l'information et industrie culturelle	..	..	..	..	..	6 845	7 206
10	Finance et assurances, services immobiliers et de location, gestion de sociétés et d'entreprises	24 945	26 528	26 932	27 779	27 671	30 398	31 390
11	Services professionnels, scientifiques et techniques	4 230	4 548	4 691	5 078	5 101	5 747	6 661
12	Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	3 241	3 349	3 338	3 631	3 913	3 271	3 525
13	Services d'enseignement	9 392	9 736	9 899	9 911	10 096	9 970	9 636
14	Soins de santé et assistance sociale	11 705	12 028	12 375	12 389	11 846	12 540	12 883
15	Arts, spectacles et loisirs	1 114	1 075	1 190	1 182	1 483	1 642	1 788
16	Hébergement et services de restauration	3 480	3 454	3 570	3 690	3 764	3 878	4 102
17	Autres services, sauf les administrations publiques	3 189	3 256	3 339	3 364	3 437	4 103	4 337
18	Administrations publiques	10 522	10 754	10 908	11 000	11 256	11 509	11 551
19	**Produit intérieur brut aux prix de base[1]**	**143 199**	**148 175**	**155 823**	**161 967**	**164 652**	**175 118**	**182 252**

1. Le produit intérieur brut aux prix de base estimé ici sous l'angle de la valeur ajoutée n'est pas égal à celui qui est établi selon les revenus à la ligne 13 du tableau 2.1, même si selon le concept, ils devraient être égaux.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des industries.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009e	2010e	
					M$							
3 908	4 130	4 436	4 173	4 376	4 817	4 455	4 657	4 945	4 723	4 386	4 818	01
1 394	1 524	1 250	1 232	1 410	1 645	1 983	2 480	2 943	3 028	2 646	3 268	02
8 143	8 488	8 891	9 479	9 936	9 595	10 114	10 477	11 835	12 682	12 746	13 001	03
8 416	9 444	10 076	11 183	11 859	13 598	13 946	15 066	16 470	18 264	18 228	20 014	04
46 188	49 478	48 764	47 482	46 279	48 243	48 185	48 049	47 589	46 521	42 451	43 990	05
9 643	10 243	10 890	11 365	12 025	12 896	13 562	14 683	15 506	15 768	15 594	16 234	06
10 948	11 796	12 384	13 325	14 239	14 926	15 773	16 626	17 710	18 335	18 629	19 486	07
8 617	9 131	9 439	9 589	9 944	10 177	10 867	11 458	11 904	12 206	11 913	12 593	08
7 438	7 735	8 170	8 912	9 027	9 167	9 544	9 951	10 215	10 692	10 853	11 135	09
32 920	34 077	35 002	36 513	38 264	40 774	42 277	44 791	46 306	48 321	50 688	53 375	10
7 344	8 126	8 699	9 141	9 913	10 546	10 956	11 694	12 475	13 319	13 759	14 061	11
4 206	4 760	5 098	5 659	6 132	6 413	6 858	7 348	7 655	8 096	7 885	8 067	12
10 273	10 735	11 180	11 789	12 315	12 674	12 922	13 501	14 372	14 763	15 321	16 022	13
13 478	14 668	15 643	16 244	17 404	18 245	19 009	19 947	22 217	22 931	24 009	24 945	14
1 969	2 132	2 274	2 478	2 642	2 735	2 749	2 820	2 887	3 038	3 150	3 197	15
4 132	4 377	4 603	4 944	5 259	5 659	6 012	6 098	6 418	6 763	6 716	6 965	16
4 703	5 120	5 373	5 784	6 072	6 356	6 681	6 962	7 644	7 926	8 100	8 384	17
12 044	13 337	13 541	14 559	15 884	15 525	16 817	17 087	17 850	18 898	19 900	20 756	18
195 765	**209 301**	**215 711**	**223 850**	**232 980**	**243 989**	**252 710**	**263 692**	**276 941**	**286 276**	**286 975**	**300 309**	**19**

Tableau 4.2

Rémunération des salariés, par activité économique, Québec, 1992-2010

	Activité économique	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
					M$			
01	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 095	1 119	1 114	1 283	1 214	1 252	1 366
02	Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	813	770	847	854	933	960	955
03	Services publics	1 834	1 856	1 827	1 867	1 760	1 798	1 937
04	Construction	4 863	4 700	5 029	4 959	4 830	5 149	5 367
05	Fabrication	16 978	17 327	17 722	18 701	19 790	20 467	21 453
06	Commerce de gros	4 962	5 012	5 109	5 501	5 825	6 070	6 130
07	Commerce de détail	5 852	5 787	6 189	6 234	6 423	6 804	7 353
08	Transport et entreposage	4 595	4 660	4 860	5 111	5 202	5 308	5 648
09	Industrie de l'information et industrie culturelle	3 292	3 335	3 301	3 390	3 256	3 281	3 530
10	Finance et assurances, services immobiliers et de location, gestion de sociétés et d'entreprises	6 731	6 868	6 903	6 947	6 979	7 684	7 847
11	Services professionnels, scientifiques et techniques	2 852	2 908	3 013	3 177	3 474	3 703	4 457
12	Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	1 853	1 889	1 959	2 069	2 280	2 440	2 682
13	Services d'enseignement	8 449	8 794	8 857	8 839	8 879	8 829	8 487
14	Soins de santé et assistance sociale	8 782	8 960	9 113	9 138	8 809	9 063	9 128
15	Arts, spectacles et loisirs	966	978	1 032	1 033	1 094	1 110	1 191
16	Hébergement et services de restauration	2 721	2 614	2 688	2 864	2 890	2 935	3 171
17	Autres services, sauf les administrations publiques	2 713	2 747	2 897	2 902	3 071	3 103	3 314
18	Administrations publiques	8 833	8 828	8 785	8 713	8 553	8 461	8 385
19	**Total**	**88 186**	**89 153**	**91 245**	**93 580**	**95 262**	**98 417**	**102 4[illegible]**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
1 420	1 413	1 454	1 550	1 621	1 692	1 733	1 769	1 740	1 771	1 811	1 818	01
931	930	823	864	820	883	881	950	1 047	1 122	1 096	1 238	02
1 876	2 010	2 037	2 183	2 339	2 376	2 504	2 646	2 772	2 918	2 863	3 032	03
5 407	6 151	6 398	6 797	7 145	7 842	8 329	8 905	9 325	10 203	10 598	11 411	04
22 964	24 954	25 345	26 013	26 500	27 370	27 727	27 788	28 115	27 539	25 187	26 220	05
6 608	7 126	7 599	7 814	8 123	8 470	8 632	8 895	9 396	9 737	9 571	10 067	06
7 647	8 163	8 544	9 229	9 772	10 443	10 843	11 320	11 961	12 420	12 391	12 828	07
5 898	6 228	6 452	6 652	7 137	7 374	7 417	7 695	7 951	8 177	7 923	8 022	08
3 799	4 284	4 422	4 465	4 615	4 877	5 062	5 174	5 346	5 871	5 895	6 053	09
8 197	9 092	9 201	9 667	10 232	11 141	11 512	12 147	12 730	13 503	13 893	14 418	10
4 923	5 435	5 986	6 229	6 677	7 137	7 480	7 975	8 577	9 434	9 589	10 062	11
3 058	3 490	3 709	4 002	4 086	4 297	4 608	4 891	5 218	5 610	5 944	6 140	12
9 070	9 467	9 867	10 410	10 898	11 202	11 389	11 874	12 683	12 948	13 441	14 054	13
9 663	10 571	11 216	11 586	12 294	12 668	13 166	13 842	15 620	15 860	16 513	17 047	14
1 325	1 326	1 440	1 558	1 705	1 702	1 707	1 805	1 866	1 984	2 000	2 191	15
3 251	3 472	3 586	3 708	3 975	4 230	4 438	4 670	4 907	5 239	5 170	5 718	16
3 527	3 840	3 998	4 237	4 484	4 631	4 877	5 074	5 290	5 606	5 836	6 249	17
8 607	9 706	9 914	10 657	11 951	11 482	12 469	12 528	13 168	13 847	14 805	14 977	18
108 173	**117 658**	**121 990**	**127 620**	**134 372**	**139 815**	**144 774**	**149 948**	**157 713**	**163 789**	**164 528**	**171 546**	**19**

Tableau 4.3
Excédent d'exploitation et ajustements divers, Québec, 1992-2010

	Activité économique	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
					M$			
01	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	..	..	..	..	..	1 251	1 539
02	Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	..	..	..	..	..	441	543
03	Services publics	..	..	..	..	..	6 137	5 930
04	Construction	..	..	..	..	..	2 336	2 612
05	Fabrication	..	..	..	..	..	17 258	18 082
06	Commerce de gros	..	..	..	..	..	2 534	2 617
07	Commerce de détail	..	..	..	..	..	2 322	2 261
08	Transport et entreposage	..	..	..	..	..	2 252	2 297
09	Industrie de l'information et industrie culturelle	..	..	..	..	..	3 555	3 652
10	Finance et assurances, services immobiliers et de location, gestion de sociétés et d'entreprises	..	..	..	..	..	18 215	18 986
11	Services professionnels, scientifiques et techniques	..	..	..	..	..	1 094	1 178
12	Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	..	..	..	..	..	581	599
13	Services d'enseignement	..	..	..	..	..	1 038	1 042
14	Soins de santé et assistance sociale	..	..	..	..	..	1 024	1 318
15	Arts, spectacles et loisirs	..	..	..	..	..	444	485
16	Hébergement et services de restauration	..	..	..	..	..	735	763
17	Autres services, sauf les administrations publiques	..	..	..	..	..	678	701
18	Administrations publiques	..	..	..	..	..	3 048	3 166
19	**Total**	**..**	**..**	**..**	**..**	**..**	**64 942**	**67 770**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses et Division des comptes des industries.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009e	2010e	
					M$							
1 686	2 220	2 309	2 131	2 209	2 298	2 139	2 371	2 609	2 434	2 032	2 329	01
450	582	417	359	581	752	1 094	1 522	1 886	1 896	1 539	2 018	02
6 267	6 478	6 854	7 296	7 597	7 219	7 610	7 831	9 063	9 764	9 883	9 969	03
2 207	2 467	2 736	3 350	3 587	4 482	4 330	4 746	5 642	6 395	5 730	6 497	04
23 101	24 389	23 282	21 339	19 647	20 747	20 333	20 131	19 337	18 848	17 129	17 632	05
2 831	2 906	3 098	3 361	3 715	4 237	4 748	5 597	5 904	5 832	5 837	5 976	06
2 444	2 757	2 927	3 124	3 463	3 444	3 751	4 090	4 444	4 540	4 903	5 265	07
2 285	2 431	2 493	2 420	2 296	2 293	2 896	3 177	3 362	3 421	3 398	3 978	08
3 605	3 416	3 710	4 408	4 373	4 247	4 436	4 729	4 818	4 765	4 899	5 024	09
20 054	20 407	21 131	21 901	22 930	24 248	25 273	27 090	28 051	29 148	30 198	31 929	10
1 281	1 403	1 388	1 548	1 828	1 910	2 015	2 203	2 312	2 270	2 571	2 399	11
793	897	978	1 218	1 588	1 660	1 784	1 950	1 886	1 909	1 333	1 362	12
1 075	1 137	1 181	1 231	1 270	1 330	1 380	1 462	1 519	1 644	1 707	1 784	13
1 277	1 439	1 434	1 435	1 556	1 670	1 834	2 054	2 295	2 644	2 860	3 278	14
528	669	684	762	766	867	874	802	792	807	903	755	15
731	752	855	1 060	1 105	1 228	1 365	1 210	1 276	1 281	1 305	993	16
800	884	952	1 105	1 134	1 254	1 317	1 350	1 788	1 731	1 661	1 501	17
3 437	3 631	3 627	3 902	3 933	4 043	4 348	4 559	4 682	5 051	5 095	5 779	18
74 850	**78 866**	**80 057**	**81 950**	**83 578**	**87 929**	**91 527**	**96 872**	**101 666**	**104 381**	**102 982**	**108 468**	**19**

Tableau 4.4

Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, par activité économique, Québec, 1992-2010

Activité économique		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
					M$			
01	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	..	..	..	..	..	738	737
02	Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	..	..	..	..	..	12	13
03	Services publics	..	..	..	..	..	–	–
04	Construction	..	..	..	..	..	764	815
05	Fabrication	..	..	..	..	..	55	59
06	Commerce de gros	..	..	..	..	..	162	189
07	Commerce de détail	..	..	..	..	..	751	791
08	Transport et entreposage	..	..	..	..	..	395	483
09	Industrie de l'information et industrie culturelle	..	..	..	..	..	10	24
10	Finance et assurances, services immobiliers et de location, gestion de sociétés et d'entreprises	..	..	..	..	..	4 499	4 557
11	Services professionnels, scientifiques et techniques	..	..	..	..	..	950	1 026
12	Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	..	..	..	..	..	250	244
13	Services d'enseignement	..	..	..	..	..	103	107
14	Soins de santé et assistance sociale	..	..	..	..	..	2 453	2 437
15	Arts, spectacles et loisirs	..	..	..	..	..	88	112
16	Hébergement et services de restauration	..	..	..	..	..	208	168
17	Autres services, sauf les administrations publiques	..	..	..	..	..	322	322
18	Administrations publiques	..	..	..	..	..	–	–
19	**Total**	**..**	**..**	**..**	**..**	**..**	**11 759**	**12 082**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
802	497	673	493	547	827	583	517	595	518	543	671	01
13	12	10	9	9	10	9	8	10	10	11	13	02
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	03
802	826	942	1 036	1 127	1 274	1 286	1 415	1 503	1 667	1 899	2 106	04
123	135	137	130	133	126	125	130	137	134	135	138	05
204	211	193	190	187	190	182	192	206	198	187	191	06
857	876	913	972	1 005	1 039	1 180	1 215	1 305	1 375	1 335	1 392	07
434	472	494	517	511	510	554	586	590	608	592	592	08
34	35	38	39	39	43	46	48	51	56	58	58	09
4 669	4 578	4 670	4 945	5 102	5 385	5 492	5 554	5 525	5 670	6 598	7 028	10
1 140	1 288	1 325	1 364	1 409	1 499	1 461	1 516	1 586	1 615	1 598	1 600	11
355	373	411	439	458	456	466	507	551	577	608	564	12
129	131	132	148	147	142	153	165	170	171	173	183	13
2 538	2 658	2 993	3 223	3 554	3 907	4 009	4 051	4 302	4 428	4 636	4 621	14
116	137	150	158	171	166	168	213	229	247	247	252	15
150	153	162	176	179	201	210	218	235	243	241	254	16
376	396	423	442	454	471	487	538	567	589	604	634	17
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	18
12 742	**12 777**	**13 664**	**14 280**	**15 030**	**16 245**	**16 409**	**16 872**	**17 562**	**18 106**	**19 465**	**20 295**	**19**

Chapitre 5

Les tableaux supplémentaires sur les administrations publiques

Tableau 5.1

Recettes et dépenses du secteur des administrations publiques, Québec, 1992-2010

	Recettes et dépenses	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
					M$			
01	**Recettes**	**67 964**	**68 074**	**69 735**	**73 809**	**76 303**	**81 339**	**85 516**
	Impôts directs en provenance :							
02	Des particuliers	23 692	23 496	24 018	25 184	26 324	27 732	29 837
03	Des sociétés et des entreprises publiques	3 653	4 017	4 386	4 902	5 882	7 191	6 876
04	Des non-résidents (retenues fiscales)	383	401	413	479	695	723	688
05	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	8 299	8 678	9 322	9 566	9 459	10 174	10 376
06	Impôts indirects	26 770	26 371	26 644	27 918	28 216	29 495	31 418
07	Autres transferts courants en provenance des particuliers	1 206	1 440	1 353	1 595	1 357	1 510	1 733
08	Revenus de placement	3 961	3 671	3 599	4 165	4 370	4 514	4 588
09	**Dépenses courantes**	**85 954**	**88 664**	**89 311**	**91 200**	**90 521**	**90 000**	**92 655**
10	Dépenses courantes nettes en biens et services	42 006	42 537	42 798	42 550	41 980	41 025	41 737
	Transferts courants :							
11	Aux particuliers	23 183	25 151	24 959	24 965	25 206	25 421	26 198
12	Aux entreprises	3 618	3 134	3 272	3 072	3 113	3 321	4 113
13	Intérêts sur la dette publique	17 147	17 842	18 282	20 613	20 222	20 233	20 607
14	**Épargne (ligne 01 moins ligne 09)**	**– 17 990**	**– 20 590**	**– 19 576**	**– 17 391**	**– 14 218**	**– 8 661**	**– 7 139**
	Plus :							
15	Provisions pour consommation de capital	3 392	3 526	3 744	3 959	4 078	4 250	4 387
16	Transferts nets de capitaux	– 241	– 122	– 211	– 5	86	610	424
	Moins :							
17	Acquisition de capital non financier	4 517	4 724	4 961	5 050	4 832	4 888	5 142
18	Investissements en capital fixe et en stocks	4 351	4 682	5 041	4 999	4 958	4 836	5 102
19	Actifs existants	166	42	– 80	51	– 126	52	40
	Égale :							
20	**Prêt net**	**– 19 356**	**– 21 910**	**– 21 004**	**– 18 487**	**– 14 886**	**– 8 689**	**– 7 470**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
91 111	**99 899**	**99 304**	**100 092**	**105 605**	**110 987**	**116 103**	**122 794**	**126 470**	**128 185**	**126 573**	**129 878**	**01**
30 806	34 127	34 139	32 073	32 750	34 809	36 635	38 587	41 405	41 094	39 183	40 294	02
8 831	10 356	7 811	7 918	9 676	10 242	10 735	11 737	10 180	9 963	10 525	10 531	03
826	915	1 106	1 069	1 016	1 134	1 337	1 708	1 683	1 909	1 436	1 425	04
10 962	11 871	12 471	13 145	14 083	14 597	15 365	15 876	15 496	16 767	17 316	17 936	05
32 924	34 505	35 192	37 223	38 930	40 690	41 835	42 330	43 830	43 718	44 110	45 718	06
1 825	1 932	2 384	2 393	2 547	2 728	2 781	2 968	3 178	3 114	3 278	3 396	07
4 937	6 193	6 201	6 271	6 603	6 787	7 415	9 588	10 698	11 620	10 725	10 578	08
95 071	**100 471**	**104 939**	**107 072**	**113 284**	**115 464**	**120 143**	**126 197**	**133 023**	**139 328**	**144 168**	**149 504**	**09**
43 854	47 421	50 007	52 800	57 052	57 492	60 030	62 657	66 002	69 088	72 942	76 145	10
26 736	27 448	29 343	30 270	31 328	33 177	34 886	37 517	39 838	43 190	44 860	46 468	11
4 173	4 425	5 029	4 992	5 964	5 998	6 062	6 412	6 944	7 103	7 772	7 641	12
20 308	21 177	20 560	19 010	18 940	18 797	19 165	19 611	20 239	19 947	18 594	19 250	13
– 3 960	**– 572**	**– 5 635**	**– 6 980**	**– 7 679**	**– 4 477**	**– 4 040**	**– 3 403**	**– 6 553**	**– 11 143**	**– 17 595**	**– 19 626**	**14**
4 533	4 750	4 911	5 197	5 252	5 481	5 792	6 125	6 500	7 197	7 869	8 488	15
81	303	265	55	– 16	– 429	– 467	– 474	– 644	529	– 1 036	– 619	16
5 274	5 381	6 279	6 688	6 861	7 770	8 818	8 771	9 904	13 499	14 794	15 993	17
5 230	5 344	6 244	6 688	6 861	7 770	8 818	8 771	9 904	13 499	14 794	15 993	18
44	37	35	–	–	–	–	–	–	–	–	–	19
– 4 620	**– 900**	**– 6 738**	**– 8 416**	**– 9 304**	**– 7 195**	**– 7 533**	**– 6 523**	**– 10 601**	**– 16 916**	**– 25 556**	**– 27 750**	**20**

Tableau 5.2

Recettes et dépenses de l'administration fédérale, Québec, 1992-2010

	Recettes et dépenses	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
					M$			
01	**Recettes**	**26 968**	**26 535**	**27 088**	**28 493**	**30 343**	**32 961**	**33 612**
	Impôts directs en provenance							
02	Des particuliers	11 409	10 954	11 070	11 892	12 538	13 286	14 331
03	Des sociétés et des entreprises publiques	2 620	2 829	3 038	3 229	4 038	4 990	4 651
04	Des non-résidents (retenues fiscales)	383	401	413	479	695	723	688
05	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	4 216	4 384	4 692	4 561	4 425	4 747	4 459
06	Impôts indirects	6 761	6 639	6 536	6 683	7 088	7 598	7 713
07	Autres transferts courants en provenance des particuliers	12	10	5	5	12	11	5
08	Revenus de placement	1 198	946	952	1 220	1 087	1 131	1 273
09	Transferts courants des administrations provinciales	369	372	382	424	460	475	492
10	**Dépenses courantes**	**38 658**	**39 993**	**39 434**	**41 487**	**39 324**	**37 426**	**38 707**
11	Dépenses courantes nettes en biens et services	6 806	7 080	7 141	7 094	6 713	6 320	6 940
	Transferts courants :							
12	Aux particuliers	13 173	13 748	13 217	12 775	12 695	12 600	12 799
13	Aux entreprises	526	572	531	547	582	802	741
14	A l'administration provinciale	8 168	8 740	8 477	9 592	8 109	7 030	7 504
15	Aux administrations locales	69	63	101	70	107	103	91
16	Intérêts sur la dette publique	9 916	9 790	9 967	11 409	11 118	10 571	10 632
17	**Épargne (ligne 01 moins ligne 10)**	**– 11 690**	**– 13 458**	**– 12 346**	**– 12 994**	**– 8 981**	**– 4 465**	**– 5 095**
	Plus :							
18	Provisions pour consommation de capital	458	487	547	584	595	633	656
19	Transferts nets de capitaux	– 114	9	– 56	148	255	776	713
	Moins :							
20	Acquisition de capital non financier	636	854	837	691	500	611	547
21	Investissements en capital fixe et en stocks	632	850	834	686	690	614	550
22	Actifs existants	4	4	3	5	– 190	– 3	– 3
	Égale :							
23	**Prêt net**	**– 11 982**	**– 13 816**	**– 12 692**	**– 12 953**	**– 8 631**	**– 3 667**	**– 4 273**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
35 653	**39 493**	**38 184**	**38 093**	**39 709**	**41 249**	**42 481**	**42 313**	**42 952**	**41 674**	**39 677**	**40 250**	**01**
14 459	16 343	16 441	15 570	15 882	16 894	17 482	17 428	18 855	19 133	18 147	18 335	02
6 214	7 223	5 300	5 569	6 718	7 148	7 323	8 084	6 703	5 857	5 621	5 597	03
826	915	1 106	1 069	1 016	1 134	1 337	1 708	1 683	1 909	1 436	1 425	04
4 402	4 430	4 325	4 337	4 252	4 085	4 193	3 315	3 293	3 186	3 203	3 256	05
7 905	8 345	8 700	9 351	9 804	9 984	10 206	9 905	10 007	9 113	9 114	9 505	06
3	6	7	13	10	14	19	11	11	22	22	14	07
1 364	1 676	1 755	1 565	1 508	1 312	1 293	1 380	1 734	1 810	1 479	1 471	08
480	555	550	619	519	678	628	482	666	644	655	647	09
39 924	**41 383**	**42 083**	**41 305**	**43 083**	**42 216**	**46 500**	**48 022**	**49 839**	**54 003**	**53 318**	**58 059**	**10**
7 508	8 161	8 241	8 788	9 437	9 545	9 838	10 543	10 109	10 722	11 191	11 442	11
13 037	13 568	14 568	15 064	15 589	16 255	16 793	17 160	18 045	20 169	20 673	21 341	12
732	549	537	468	764	727	661	678	671	835	969	1 055	13
8 096	8 216	8 741	8 239	8 950	7 771	11 595	12 059	13 585	15 253	14 208	17 787	14
42	30	22	20	22	24	65	57	65	37	47	53	15
10 509	10 859	9 974	8 726	8 321	7 894	7 548	7 525	7 364	6 987	6 230	6 381	16
– 4 271	**– 1 890**	**– 3 899**	**– 3 212**	**– 3 374**	**– 967**	**– 4 019**	**– 5 709**	**– 6 887**	**– 12 329**	**– 13 641**	**– 17 809**	**17**
665	676	710	759	722	723	737	751	776	845	928	990	18
521	712	574	366	325	–	– 104	– 95	– 83	1 021	– 338	35	19
688	686	769	522	523	633	759	715	707	858	889	1 056	20
688	686	769	522	523	633	759	715	707	858	889	1 056	21
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	22
– 3 773	**– 1 188**	**– 3 384**	**– 2 609**	**– 2 850**	**– 877**	**– 4 145**	**– 5 768**	**– 6 901**	**– 11 321**	**– 13 940**	**– 17 840**	**23**

Tableau 5.3

Recettes et dépenses de l'administration provinciale, Québec, 1992-2010

	Recettes et dépenses	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
					M$			
01	**Recettes**	**38 782**	**39 604**	**40 062**	**43 606**	**42 974**	**43 999**	**47 490**
	Impôts directs en provenance							
02	Des particuliers	12 283	12 542	12 948	13 292	13 786	14 446	15 506
03	Des sociétés et des entreprises publiques	1 033	1 188	1 348	1 673	1 844	2 201	2 225
04	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	1 468	1 585	1 650	1 798	1 675	1 749	1 790
05	Impôts indirects	13 305	12 817	13 051	14 183	14 238	14 784	16 357
06	Autres transferts courants en provenance des particuliers	1 030	1 236	1 156	1 390	1 149	1 298	1 520
07	Revenus de placement	1 495	1 496	1 432	1 678	2 154	2 376	2 314
	Transferts courants en provenance :							
08	De l'administration fédérale	8 168	8 740	8 477	9 592	8 109	7 030	7 504
09	Des administrations locales	–	–	–	–	19	115	274
10	**Dépenses courantes**	**45 393**	**46 439**	**47 204**	**48 157**	**47 309**	**46 841**	**49 123**
11	Dépenses courantes nettes en biens et services	23 518	23 373	23 361	23 018	22 784	22 390	22 770
	Transferts courants :							
12	Aux particuliers	6 069	7 188	7 255	7 422	7 427	7 480	7 818
13	Aux entreprises	2 623	2 087	2 286	2 078	2 082	2 045	2 992
14	À l'administration fédérale	369	372	382	424	460	475	492
15	Aux administrations locales	7 178	7 156	7 225	7 708	7 051	6 246	6 520
16	Intérêts sur la dette publique	5 636	6 263	6 695	7 507	7 505	8 205	8 531
17	**Épargne (ligne 01 moins ligne 10)**	**– 6 611**	**– 6 835**	**– 7 142**	**– 4 551**	**– 4 335**	**– 2 842**	**– 1 633**
	Plus :							
18	Provisions pour consommation de capital	1 548	1 601	1 677	1 753	1 798	1 844	1 877
19	Transferts nets de capitaux	– 71	– 74	– 97	– 96	– 112	– 110	– 235
	Moins :							
20	Acquisition de capital non financier	1 873	1 790	1 963	2 073	1 912	1 890	2 272
21	Investissements en capital fixe	1 840	1 860	2 035	2 051	1 910	1 884	2 269
22	Actifs existants	33	– 70	– 72	22	2	6	3
	Égale :							
23	**Prêt net**	**– 7 007**	**– 7 098**	**– 7 525**	**– 4 967**	**– 4 561**	**– 2 998**	**– 2 263**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
50 872	**54 593**	**55 102**	**54 705**	**58 039**	**60 010**	**66 565**	**72 884**	**77 280**	**80 152**	**78 568**	**83 935**	**01**
16 347	17 784	17 698	16 503	16 868	17 915	19 153	21 159	22 550	21 961	21 036	21 959	02
2 617	3 133	2 511	2 349	2 958	3 094	3 412	3 653	3 477	4 106	4 904	4 934	03
1 718	1 709	1 589	1 582	1 792	2 092	2 294	3 489	3 545	3 659	3 894	4 007	04
17 524	18 513	19 043	20 203	21 101	22 190	22 621	22 969	23 783	23 980	23 984	24 856	05
1 599	1 661	2 108	2 134	2 284	2 453	2 488	2 638	2 799	2 778	2 805	2 904	06
2 607	3 292	3 364	3 646	4 034	4 436	4 934	6 849	7 464	8 335	7 658	7 396	07
8 096	8 216	8 741	8 239	8 950	7 771	11 595	12 059	13 585	15 253	14 208	17 787	08
364	285	48	49	52	59	68	68	77	80	79	92	09
50 726	**53 788**	**57 556**	**59 460**	**62 538**	**64 784**	**67 275**	**72 053**	**77 635**	**80 204**	**83 022**	**85 878**	**10**
24 280	25 981	27 962	29 527	31 330	32 132	33 207	34 774	37 362	38 948	40 767	42 962	11
7 911	7 820	8 235	8 300	8 457	9 032	9 863	11 728	12 718	13 401	14 013	14 537	12
3 059	3 518	4 105	4 122	4 772	4 827	4 861	5 187	5 709	5 637	6 130	5 888	13
480	555	550	619	519	678	628	482	666	644	655	647	14
6 607	6 929	7 422	7 820	8 007	8 443	8 323	9 080	9 606	9 905	10 394	10 297	15
8 389	8 985	9 282	9 072	9 453	9 672	10 393	10 802	11 574	11 669	11 063	11 547	16
146	**805**	**– 2 454**	**– 4 755**	**– 4 499**	**– 4 774**	**– 710**	**831**	**– 355**	**– 52**	**– 4 454**	**– 1 943**	**17**
1 931	2 028	2 115	2 249	2 306	2 408	2 550	2 716	2 914	3 239	3 555	3 911	18
– 386	– 352	– 248	– 256	– 279	– 365	– 296	– 308	– 401	– 319	– 597	– 546	19
2 463	2 614	2 950	3 931	3 786	3 910	4 311	4 371	4 996	6 213	7 461	8 494	20
2 450	2 601	2 943	3 931	3 786	3 910	4 311	4 371	4 996	6 213	7 461	8 494	21
13	13	7	–	–	–	–	–	–	–	–	–	22
– 772	**– 133**	**– 3 537**	**– 6 693**	**– 6 258**	**– 6 641**	**– 2 767**	**– 1 132**	**– 2 838**	**– 3 345**	**– 8 957**	**– 7 072**	**23**

Tableau 5.4

Recettes et dépenses des administrations locales, Québec, 1992-2010

	Recettes et dépenses	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
					M$			
01	**Recettes**	**14 371**	**14 576**	**14 851**	**15 318**	**14 501**	**13 887**	**14 441**
02	Impôts indirects	6 704	6 915	7 057	7 052	6 890	7 113	7 348
03	Transferts courants en provenance des particuliers	164	194	192	200	196	201	208
04	Revenus de placement	256	248	276	288	257	224	274
	Transferts courants en provenance :							
05	De l'administration fédérale	69	63	101	70	107	103	91
06	De l'administration provinciale	7 178	7 156	7 225	7 708	7 051	6 246	6 520
07	**Dépenses courantes**	**13 677**	**14 270**	**14 304**	**14 501**	**14 471**	**14 282**	**14 058**
08	Dépenses courantes nettes en biens et services	11 611	12 004	12 227	12 355	12 402	12 234	11 958
	Transferts courants :							
09	Aux particuliers	2	2	2	2	2	2	2
10	Aux entreprises	469	475	455	447	449	474	380
11	À l'administration provinciale	–	–	–	–	19	115	274
12	Intérêts sur la dette publique	1 595	1 789	1 620	1 697	1 599	1 457	1 444
13	**Épargne (ligne 01 moins ligne 07)**	**694**	**306**	**547**	**817**	**30**	**– 395**	**383**
	Plus :							
14	Provisions pour consommation de capital	1 386	1 438	1 520	1 622	1 685	1 773	1 854
15	Transferts nets de capitaux	– 56	– 57	– 58	– 57	– 57	– 56	– 54
	Moins :							
16	Acquisition de capital non financier	2 008	2 080	2 161	2 286	2 420	2 387	2 323
17	Investissements en capital fixe	1 879	1 972	2 172	2 262	2 358	2 338	2 283
18	Actifs existants	129	108	– 11	24	62	49	40
	Égale :							
19	**Prêt net**	**16**	**– 393**	**– 152**	**96**	**– 762**	**– 1 065**	**– 140**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
14 641	**15 229**	**15 439**	**16 025**	**16 605**	**17 467**	**17 902**	**19 192**	**20 416**	**21 201**	**22 233**	**22 517**	**01**
7 495	7 647	7 449	7 669	8 025	8 516	9 008	9 456	10 040	10 625	11 012	11 357	02
223	265	269	246	253	261	274	319	368	314	451	478	03
274	358	277	270	298	223	232	280	337	320	329	332	04
42	30	22	20	22	24	65	57	65	37	47	53	05
6 607	6 929	7 422	7 820	8 007	8 443	8 323	9 080	9 606	9 905	10 394	10 297	06
14 162	**15 187**	**15 617**	**16 225**	**18 050**	**17 768**	**19 079**	**19 443**	**20 696**	**21 701**	**23 329**	**24 162**	**07**
12 004	13 211	13 738	14 413	16 211	15 738	16 911	17 261	18 441	19 334	20 892	21 647	08
2	–	140	149	193	296	336	283	313	365	384	403	09
382	358	387	402	428	444	540	547	564	631	673	698	10
364	285	48	49	52	59	68	68	77	80	79	92	11
1 410	1 333	1 304	1 212	1 166	1 231	1 224	1 284	1 301	1 291	1 301	1 322	12
479	**42**	**– 178**	**– 200**	**– 1 445**	**– 301**	**– 1 177**	**– 251**	**– 280**	**– 500**	**– 1 096**	**– 1 645**	**13**
1 937	2 046	2 086	2 189	2 224	2 350	2 505	2 658	2 810	3 113	3 386	3 587	14
– 54	– 57	– 61	– 55	– 62	– 64	– 67	– 71	– 160	– 173	– 101	– 108	15
2 123	2 081	2 560	2 235	2 552	3 227	3 748	3 685	4 201	6 428	6 444	6 443	16
2 092	2 057	2 532	2 235	2 552	3 227	3 748	3 685	4 201	6 428	6 444	6 443	17
31	24	28	–	–	–	–	–	–	–	–	–	18
239	**– 50**	**– 713**	**– 301**	**– 1 835**	**– 1 242**	**– 2 487**	**– 1 349**	**– 1 831**	**– 3 988**	**– 4 255**	**– 4 609**	**19**

Tableau 5.5

Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, Québec, 1992-2010

	Recettes et dépenses	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
					M$			
	Recettes							
01	**Régime de pensions du Canada**	**32**	**34**	**34**	**36**	**33**	**37**	**41**
02	Cotisations au régime	15	17	18	20	18	23	27
03	Revenus de placement	17	17	16	16	15	14	14
04	**Régime de rentes du Québec**	**3 595**	**3 656**	**3 885**	**4 150**	**4 198**	**4 424**	**4 813**
05	Cotisations au régime	2 600	2 692	2 962	3 187	3 341	3 655	4 100
06	Revenus de placement	995	964	923	963	857	769	713
	Dépenses courantes							
07	**Régime de pensions du Canada**	**48**	**50**	**52**	**54**	**54**	**54**	**54**
08	Dépenses courantes nettes en biens et services	–	–	–	–	–	–	–
09	Transferts courants aux particuliers	48	50	52	54	54	54	54
10	**Régime de rentes du Québec**	**3 962**	**4 243**	**4 502**	**4 795**	**5 109**	**5 366**	**5 594**
11	Dépenses courantes nettes en biens et services	71	80	69	83	81	81	69
12	Transferts courants aux particuliers	3 891	4 163	4 433	4 712	5 028	5 285	5 525
	Épargne[1]							
13	**Régime de pensions du Canada (ligne 01 moins ligne 07)**	**– 16**	**– 16**	**– 18**	**– 18**	**– 21**	**– 17**	**– 13**
14	**Régime de rentes du Québec (ligne 04 moins ligne 10)**	**– 367**	**– 587**	**– 617**	**– 645**	**– 911**	**– 942**	**– 781**

1. Dans le cas des régimes de pensions, l'épargne est égale au prêt net sur la base des comptes économiques.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
46	**49**	**53**	**62**	**64**	**68**	**72**	**76**	**80**	**83**	**90**	**93**	**01**
32	35	41	49	52	55	58	60	65	68	77	80	02
14	14	12	13	12	13	14	16	15	15	13	13	03
5 488	**6 550**	**7 309**	**7 954**	**8 738**	**9 168**	**9 762**	**10 075**	**9 741**	**10 994**	**11 388**	**11 959**	**04**
4 810	5 697	6 516	7 177	7 987	8 365	8 820	9 012	8 593	9 854	10 142	10 593	05
678	853	793	777	751	803	942	1 063	1 148	1 140	1 246	1 366	06
55	**57**	**58**	**61**	**62**	**94**	**98**	**102**	**106**	**111**	**120**	**127**	**07**
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	08
55	57	58	61	62	94	98	102	106	111	120	127	09
5 793	**6 071**	**6 408**	**6 768**	**7 101**	**7 577**	**7 870**	**8 323**	**8 746**	**9 228**	**9 762**	**10 154**	**10**
62	68	66	72	74	77	74	79	90	84	92	94	11
5 731	6 003	6 342	6 696	7 027	7 500	7 796	8 244	8 656	9 144	9 670	10 060	12
– 9	**– 8**	**– 5**	**1**	**2**	**– 26**	**– 26**	**– 26**	**– 26**	**– 28**	**– 30**	**– 34**	**13**
– 305	**479**	**901**	**1 186**	**1 637**	**1 591**	**1 892**	**1 752**	**995**	**1 766**	**1 626**	**1 805**	**14**

Tableau 5.6

Impôts directs – particuliers, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts aux administrations publiques, Québec, 1992-2010

	Impôts	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
					M$			
01	**Administration fédérale**	**15 637**	**15 348**	**15 767**	**16 458**	**16 975**	**18 044**	**18 795**
02	Impôts directs – particuliers	11 409	10 954	11 070	11 892	12 538	13 286	14 331
03	Impôts sur le revenu	11 409	10 954	11 070	11 892	12 538	13 286	14 331
04	Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	..	..	..	..	..	..	..
05	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	4 216	4 384	4 692	4 561	4 425	4 747	4 459
06	Cotisations des employeurs et des salariés à l'assurance-emploi	4 216	4 384	4 692	4 561	4 425	4 747	4 459
07	Autres transferts courants des particuliers à l'administration fédérale	12	10	5	5	12	11	5
08	**Administration provinciale**	**14 781**	**15 363**	**15 754**	**16 480**	**16 610**	**17 493**	**18 816**
09	Impôts directs – particuliers	12 283	12 542	12 948	13 292	13 786	14 446	15 506
10	Impôts sur le revenu	12 283	12 544	12 948	13 292	13 786	14 446	15 506
11	Droits successoraux	–	– 2	–	–	–	–	–
12	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	1 468	1 585	1 650	1 798	1 675	1 749	1 790
13	Cotisations des employeurs aux caisses d'indemnisation des accidents du travail	1 468	1 585	1 650	1 798	1 675	1 749	1 790
14	Cotisations aux régimes d'assurance sociale, autre	..	..	..	..	..	..	..
15	Autres transferts courants des particuliers	1 030	1 236	1 156	1 390	1 149	1 298	1 520
16	Véhicules automobiles, licences et permis	500	522	371	441	396	493	547
17	Primes d'assurance-hospitalisation et santé	–	–	165	157	177	169	403
18	Divers	530	714	620	792	576	636	570
19	**Administrations locales**	**164**	**194**	**192**	**200**	**196**	**201**	**208**
20	Autres transferts courants des particuliers aux administrations locales	164	194	192	200	196	201	208
21	**Cotisations des employeurs et des salariés au Régime de pensions du Canada**	**15**	**17**	**18**	**20**	**18**	**23**	**27**
22	**Cotisations des employeurs et des salariés au Régime de rentes du Québec**	**2 600**	**2 692**	**2 962**	**3 187**	**3 341**	**3 655**	**4 100**
23	**Total**	**33 197**	**33 614**	**34 693**	**36 345**	**37 140**	**39 416**	**41 946**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
18 864	**20 779**	**20 773**	**19 920**	**20 144**	**20 993**	**21 694**	**20 754**	**22 159**	**22 341**	**21 372**	**21 605**	**01**
14 459	16 343	16 441	15 570	15 882	16 894	17 482	17 428	18 855	19 133	18 147	18 335	02
14 459	16 343	16 441	15 570	15 882	16 894	17 482	17 428	18 855	19 133	18 147	18 335	03
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	04
4 402	4 430	4 325	4 337	4 252	4 085	4 193	3 315	3 293	3 186	3 203	3 256	05
4 402	4 430	4 325	4 337	4 252	4 085	4 193	3 315	3 293	3 186	3 203	3 256	06
3	6	7	13	10	14	19	11	11	22	22	14	07
19 664	**21 154**	**21 395**	**20 219**	**20 944**	**22 460**	**23 935**	**27 286**	**28 894**	**28 398**	**27 735**	**28 870**	**08**
16 347	17 784	17 698	16 503	16 868	17 915	19 153	21 159	22 550	21 961	21 036	21 959	09
16 347	17 784	17 698	16 503	16 868	17 915	19 153	21 159	22 550	21 961	21 036	21 959	10
–	–	–	–	–	..	..	..	..	..	..	..	11
1 718	1 709	1 589	1 582	1 792	2 092	2 294	3 489	3 545	3 659	3 894	4 007	12
1 718	1 709	1 589	1 582	1 792	2 092	2 294	2 304	2 313	2 315	2 382	2 384	13
..	..	..	..	–	..	..	1 185	1 232	1 344	1 512	1 623	14
1 599	1 661	2 108	2 134	2 284	2 453	2 488	2 638	2 799	2 778	2 805	2 904	15
558	560	571	577	608	614	680	701	732	713	749	763	16
401	437	610	708	732	800	843	805	845	942	979	1 051	17
640	664	927	849	944	1 039	965	1 132	1 222	1 123	1 077	1 090	18
223	**265**	**269**	**246**	**253**	**261**	**274**	**319**	**368**	**314**	**451**	**478**	**19**
223	265	269	246	253	261	274	319	368	314	451	478	20
32	**35**	**41**	**49**	**52**	**55**	**58**	**60**	**65**	**68**	**77**	**80**	**21**
4 810	**5 697**	**6 516**	**7 177**	**7 987**	**8 365**	**8 820**	**9 012**	**8 593**	**9 854**	**10 142**	**10 593**	**22**
43 593	**47 930**	**48 994**	**47 611**	**49 380**	**52 134**	**54 781**	**57 431**	**60 079**	**60 975**	**59 777**	**61 626**	**23**

Tableau 5.7

Impôts directs des sociétés et des entreprises publiques, Québec, 1992-2010

Impôts		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
					M$			
01	**Administration fédérale (impôts sur le revenu)**	**2 620**	**2 829**	**3 038**	**3 229**	**4 038**	**4 990**	**4 651**
02	**Administration provinciale**	**1 033**	**1 188**	**1 348**	**1 673**	**1 844**	**2 201**	**2 225**
03	Impôts sur le revenu	1 031	1 178	1 325	1 604	1 772	2 153	2 173
04	Impôts sur les bénéfices de l'exploitation minière et forestière	2	10	23	69	72	48	52
05	**Total**	**3 653**	**4 017**	**4 386**	**4 902**	**5 882**	**7 191**	**6 876**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
6 214	**7 223**	**5 300**	**5 569**	**6 718**	**7 148**	**7 323**	**8 084**	**6 703**	**5 857**	**5 621**	**5 597**	**01**
2 617	**3 133**	**2 511**	**2 349**	**2 958**	**3 094**	**3 412**	**3 653**	**3 477**	**4 106**	**4 904**	**4 934**	**02**
2 547	3 058	2 463	2 307	2 941	3 066	3 350	3 586	3 385	4 025	4 819	4 821	03
70	75	48	42	17	28	62	67	92	81	85	113	04
8 831	**10 356**	**7 811**	**7 918**	**9 676**	**10 242**	**10 735**	**11 737**	**10 180**	**9 963**	**10 525**	**10 531**	**05**

Tableau 5.8

Impôts indirects sur la production et sur les importations, Québec, 1992-2010

	Impôts	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
		M$						
01	**Administration fédérale**	**6 761**	**6 639**	**6 536**	**6 683**	**7 088**	**7 598**	**7 713**
02	Impôts sur les facteurs de production	..	..	..	..	..	..	..
03	Impôts sur les produits	..	..	..	..	..	..	..
04	Droits de douane à l'importation	876	711	761	612	609	606	611
05	Droits d'accise	390	351	421	492	492	515	549
06	Taxes d'accise et taxes diverses	5 289	5 346	5 108	5 307	5 690	6 171	6 308
07	Dont : Taxe sur les produits et services (TPS)	4 002	4 011	4 214	4 292	4 591	4 953	5 012
08	Taxe sur le transport aérien	88	112	106	114	125	129	76
09	Divers	..	..	..	..	..	..	..
10	Divers	118	119	140	158	172	177	169
11	**Administration provinciale**	**13 305**	**12 817**	**13 051**	**14 183**	**14 238**	**14 784**	**16 357**
12	Impôts sur les facteurs de production	..	..	..	..	..	..	..
13	Impôts sur les sociétés (autres que sur les bénéfices)	981	1 021	1 046	1 192	1 367	1 492	1 511
14	Véhicules automobiles, licences et permis	131	150	208	162	223	212	266
15	Autres licences, droits et permis	121	125	123	166	158	149	159
16	Taxes diverses sur les ressources naturelles	5	6	6	5	20	28	42
17	Impôts fonciers	–	–	–	–	–	–	–
18	Taxes sur la rémunération	2 797	2 826	3 000	3 420	3 599	3 651	3 851
19	Divers	..	..	..	..	..	..	..
20	Impôts sur les produits	..	..	..	..	..	..	..
21	Taxes sur les divertissements	31	28	28	31	23	25	22
22	Taxe sur l'essence	1 247	1 239	1 307	1 411	1 456	1 484	1 576
23	Taxe sur les ventes au détail (boissons alcoolisées et tabac compris)	6 676	5 995	5 727	6 047	5 458	5 750	6 696
24	Bénéfices de la Société des alcools	348	349	334	338	377	378	419
25	Bénéfices sur jeux	472	489	661	768	973	1 067	1 146
26	Divers	..	..	..	..	..	..	..
27	Divers	496	589	611	643	584	548	669
28	**Administrations locales**	**6 704**	**6 915**	**7 057**	**7 052**	**6 890**	**7 113**	**7 348**
29	Impôts sur les facteurs de production	..	..	..	..	..	..	..
30	Licences, droits et permis	41	22	24	21	22	24	28
31	Impôts fonciers et mobiliers	5 677	5 876	5 977	6 029	5 898	6 072	6 288
32	Taxe d'affaires	796	828	826	825	788	801	826
33	Droits des promoteurs	64	78	104	70	66	74	62
34	Divers	..	..	..	..	..	..	..
35	Impôts sur les produits	..	..	..	..	..	..	..
36	Taxes sur les divertissements	16	–	–	–	–	–	–
37	Taxe sur les ventes au détail	–	–	–	–	–	–	–
38	Divers	..	..	..	..	..	..	..
39	Divers	110	111	126	107	116	142	144
40	**Total des impôts sur les facteurs de production**	..	..	**11 935**	**12 545**	**12 769**	**13 110**	**13 738**
41	**Total des impôts sur les produits**	..	..	**14 709**	**15 373**	**15 447**	**16 385**	**17 680**
42	**Total**	**26 770**	**26 371**	**26 644**	**27 918**	**28 216**	**29 495**	**31 418**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
7 905	**8 345**	**8 700**	**9 351**	**9 804**	**9 984**	**10 206**	**9 905**	**10 007**	**9 113**	**9 114**	**9 505**	**01**
..	109	64	52	56	56	55	59	63	65	60	76	02
..	8 236	8 636	9 299	9 748	9 928	10 151	9 846	9 944	9 048	9 054	9 429	03
529	515	658	694	689	626	720	734	792	845	772	727	04
561	545	549	523	733	1 048	914	804	791	809	817	818	05
6 673	7 160	7 413	8 020	8 229	8 174	8 442	8 231	8 281	7 312	7 382	7 780	06
5 368	5 760	5 972	6 447	6 813	7 114	7 382	7 156	7 076	6 200	6 246	6 580	07
1	–	–	47	82	65	60	62	66	67	67	87	08
..	16	16	15	15	15	15	15	14	15	16	17	09
141	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	10
17 524	**18 513**	**19 043**	**20 203**	**21 101**	**22 190**	**22 621**	**22 969**	**23 783**	**23 980**	**23 984**	**24 856**	**11**
..	7 154	7 220	7 416	7 622	7 889	7 964	8 196	8 453	8 300	8 019	8 208	12
1 570	1 713	1 579	1 453	1 306	1 404	1 482	1 363	1 223	837	526	444	13
284	284	288	290	310	310	325	336	361	335	343	353	14
171	182	180	196	194	207	210	257	374	377	334	369	15
45	53	67	82	41	35	36	36	23	18	16	18	16
35	35	35	–	–	–	–	–	–	–	–	–	17
4 055	4 237	4 014	4 281	4 528	4 640	4 758	4 875	5 069	5 293	5 374	5 636	18
..	650	1 057	1 114	1 243	1 293	1 153	1 329	1 403	1 440	1 426	1 388	19
..	11 359	11 823	12 787	13 479	14 301	14 657	14 773	15 330	15 680	15 965	16 648	20
25	25	27	24	25	25	25	24	23	22	20	11	21
1 589	1 586	1 589	1 626	1 682	1 720	1 741	1 706	1 727	1 585	1 669	1 794	22
7 245	7 791	8 121	9 023	9 660	10 302	10 567	10 745	11 227	11 705	11 866	12 422	23
440	449	479	553	554	556	568	688	719	789	869	904	24
1 315	1 376	1 483	1 428	1 432	1 567	1 618	1 473	1 495	1 439	1 399	1 374	25
..	132	124	133	126	131	138	137	139	140	142	143	26
750	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	27
7 495	**7 647**	**7 449**	**7 669**	**8 025**	**8 516**	**9 008**	**9 456**	**10 040**	**10 625**	**11 012**	**11 357**	**28**
..	7 477	7 261	7 434	7 776	8 215	8 673	9 120	9 653	10 228	10 619	11 023	29
31	38	40	40	45	50	52	52	61	63	61	53	30
6 395	6 479	6 255	6 440	7 296	7 875	8 375	8 747	9 354	9 903	10 291	10 722	31
858	881	876	863	280	112	63	58	41	38	29	23	32
64	78	90	91	155	178	183	263	197	224	238	225	33
..	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	34
..	170	188	235	249	301	335	336	387	397	393	334	35
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	36
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	37
..	170	188	235	249	301	335	336	387	397	393	334	38
147	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	39
14 268	**14 740**	**14 545**	**14 902**	**15 454**	**16 160**	**16 692**	**17 375**	**18 169**	**18 593**	**18 698**	**19 307**	**40**
18 656	**19 765**	**20 647**	**22 321**	**23 476**	**24 530**	**25 143**	**24 955**	**25 661**	**25 125**	**25 412**	**26 411**	**41**
32 924	**34 505**	**35 192**	**37 223**	**38 930**	**40 690**	**41 835**	**42 330**	**43 830**	**43 718**	**44 110**	**45 718**	**42**

Tableau 5.9

Revenus de placement des administrations publiques, Québec, 1992-2010

Revenus		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
		M$						
01	**Administration fédérale**	**1 198**	**946**	**952**	**1 220**	**1 087**	**1 131**	**1 273**
02	Intérêts et autres revenus de placement	437	387	383	433	394	461	458
03	Sommes reversées par les entreprises publiques	761	559	569	787	693	670	815
04	**Administration provinciale**	**1 495**	**1 496**	**1 432**	**1 678**	**2 154**	**2 376**	**2 314**
05	Intérêts et autres revenus de placement	1 406	1 366	1 291	1 514	1 479	1 557	1 765
06	Sommes reversées par les entreprises publiques	–	21	20	–	486	534	279
07	Redevances	89	109	121	164	189	285	270
08	**Administrations locales**	**256**	**248**	**276**	**288**	**257**	**224**	**274**
09	Intérêts et autres revenus de placement	231	220	246	258	232	199	247
10	Sommes reversées par les entreprises publiques	25	28	30	30	25	25	27
11	**Régime de pensions du Canada**	**17**	**17**	**16**	**16**	**15**	**14**	**14**
12	**Régime de rentes du Québec**	**995**	**964**	**923**	**963**	**857**	**769**	**713**
13	**Total**	**3 961**	**3 671**	**3 599**	**4 165**	**4 370**	**4 514**	**4 588**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
1 364	**1 676**	**1 755**	**1 565**	**1 508**	**1 312**	**1 293**	**1 380**	**1 734**	**1 810**	**1 479**	**1 471**	**01**
525	623	614	512	552	465	536	523	738	857	780	840	02
839	1 053	1 141	1 053	956	847	757	857	996	953	699	631	03
2 607	**3 292**	**3 364**	**3 646**	**4 034**	**4 436**	**4 934**	**6 849**	**7 464**	**8 335**	**7 658**	**7 396**	**04**
1 916	2 499	2 675	2 721	2 974	2 934	3 513	4 132	4 872	5 347	4 693	4 766	05
453	539	554	763	965	1 350	1 126	2 342	2 095	2 252	2 168	1 886	06
238	254	135	162	95	152	295	375	497	736	797	744	07
274	**358**	**277**	**270**	**298**	**223**	**232**	**280**	**337**	**320**	**329**	**332**	**08**
246	333	253	246	272	223	232	280	337	320	329	332	09
28	25	24	24	26	–	–	–	–	–	–	–	10
14	**14**	**12**	**13**	**12**	**13**	**14**	**16**	**15**	**15**	**13**	**13**	**11**
678	**853**	**793**	**777**	**751**	**803**	**942**	**1 063**	**1 148**	**1 140**	**1 246**	**1 366**	**12**
4 937	**6 193**	**6 201**	**6 271**	**6 603**	**6 787**	**7 415**	**9 588**	**10 698**	**11 620**	**10 725**	**10 578**	**13**

Tableau 5.10

Dépenses courantes nettes en biens et services et investissements des administrations publiques, Québec, 1992-2010

	Dépenses	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
					M$			
01	**Administration fédérale**	**7 438**	**7 930**	**7 975**	**7 780**	**7 403**	**6 934**	**7 490**
02	Dépenses courantes nettes en biens et services	6 806	7 080	7 141	7 094	6 713	6 320	6 940
03	Rémunération des salariés	3 922	3 867	3 933	3 905	3 760	3 661	3 681
04	Autres achats de biens et services	2 884	3 213	3 208	3 189	2 953	2 659	3 259
05	Investissements en capital fixe et en stocks	632	850	834	686	690	614	550
06	**Administration provinciale**[1]	**25 429**	**25 313**	**25 465**	**25 152**	**24 775**	**24 355**	**25 108**
07	Dépenses courantes nettes en biens et services	23 589	23 453	23 430	23 101	22 865	22 471	22 839
08	Rémunération des salariés	14 073	14 334	14 348	14 342	14 207	14 138	13 698
09	Autres achats de biens et services	9 516	9 119	9 082	8 760	8 658	8 334	9 141
10	Investissements en capital fixe	1 840	1 860	2 035	2 051	1 910	1 884	2 269
11	**Dont : Santé et services sociaux**	**9 469**	**9 494**	**9 745**	**9 354**	**9 180**	**9 363**	**9 460**
12	Dépenses courantes nettes en biens et services	9 015	9 037	9 133	8 877	8 722	8 928	8 804
13	Rémunération des salariés	7 132	7 286	7 242	7 206	6 761	7 212	7 160
14	Autres achats de biens et services	1 883	1 751	1 891	1 671	1 961	1 716	1 644
15	Investissements en capital fixe	454	457	612	477	458	435	656
16	**Dont : Éducation**	**4 043**	**4 246**	**4 183**	**4 047**	**3 994**	**3 894**	**3 700**
17	Dépenses courantes nettes en biens et services	3 627	3 721	3 695	3 527	3 539	3 449	3 338
18	Rémunération des salariés	2 929	3 043	3 104	3 088	3 253	3 133	2 839
19	Autres achats de biens et services	698	678	591	439	286	316	499
20	Investissements en capital fixe	416	525	488	520	455	445	362
21	**Administrations locales**	**13 490**	**13 976**	**14 399**	**14 617**	**14 760**	**14 572**	**14 241**
22	Dépenses courantes nettes en biens et services	11 611	12 004	12 227	12 355	12 402	12 234	11 958
23	Rémunération des salariés	8 439	8 608	8 712	8 773	8 396	8 179	7 978
24	Autres achats de biens et services	3 172	3 396	3 515	3 582	4 006	4 055	3 980
25	Investissements en capital fixe	1 879	1 972	2 172	2 262	2 358	2 338	2 283
26	**Dont : Commissions scolaires**	**7 175**	**7 425**	**7 445**	**7 617**	**7 499**	**7 006**	**6 892**
27	Dépenses courantes nettes en biens et services	6 785	7 084	7 149	7 277	7 038	6 407	6 377
28	Rémunération des salariés	5 203	5 327	5 427	5 466	5 150	5 016	4 950
29	Autres achats de biens et services	1 582	1 757	1 722	1 811	1 888	1 391	1 427
30	Investissements en capital fixe	390	341	296	340	461	599	515
31	**Total**	**46 357**	**47 219**	**47 839**	**47 549**	**46 938**	**45 861**	**46 839**

1. Incluant le Régime de rentes du Québec.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
8 196	**8 847**	**9 010**	**9 310**	**9 960**	**10 178**	**10 597**	**11 258**	**10 816**	**11 580**	**12 080**	**12 498**	**01**
7 508	8 161	8 241	8 788	9 437	9 545	9 838	10 543	10 109	10 722	11 191	11 442	02
3 797	4 474	4 376	4 852	5 073	5 208	5 596	5 891	6 136	6 510	7 334	7 254	03
3 711	3 687	3 865	3 936	4 364	4 337	4 242	4 652	3 973	4 212	3 857	4 188	04
688	686	769	522	523	633	759	715	707	858	889	1 056	05
26 792	**28 650**	**30 971**	**33 530**	**35 190**	**36 119**	**37 592**	**39 224**	**42 448**	**45 245**	**48 320**	**51 550**	**06**
24 342	26 049	28 028	29 599	31 404	32 209	33 281	34 853	37 452	39 032	40 859	43 056	07
14 314	15 512	16 602	17 267	18 284	18 707	19 014	19 713	21 814	22 243	22 850	23 632	08
10 029	10 537	11 426	12 332	13 120	13 503	14 267	15 140	15 638	16 789	18 009	19 424	09
2 450	2 601	2 943	3 931	3 786	3 910	4 311	4 371	4 996	6 213	7 461	8 494	10
10 260	**11 240**	**11 955**	**12 502**	**13 404**	**13 908**	**14 593**	**15 251**	**16 875**	**17 350**	**18 353**	**19 189**	**11**
9 559	10 458	11 228	11 676	12 644	13 011	13 472	13 980	15 608	16 110	16 860	17 526	12
7 530	8 217	8 734	9 052	9 642	9 771	9 991	10 468	11 984	12 025	12 497	12 962	13
2 029	2 241	2 494	2 624	3 002	3 240	3 481	3 512	3 624	4 085	4 363	4 564	14
701	782	727	826	760	897	1 121	1 271	1 267	1 240	1 493	1 663	15
3 935	**4 132**	**4 440**	**4 968**	**5 385**	**5 549**	**5 743**	**5 956**	**6 237**	**6 539**	**6 771**	**7 146**	**16**
3 437	3 588	3 934	4 334	4 522	4 554	4 832	5 097	5 289	5 617	5 834	6 189	17
3 003	3 182	3 382	3 632	3 864	4 020	4 159	4 312	4 507	4 685	4 834	5 099	18
434	406	552	702	658	534	673	785	782	932	1 000	1 090	19
498	544	506	634	863	995	911	859	948	922	937	957	20
14 096	**15 268**	**16 270**	**16 648**	**18 763**	**18 965**	**20 659**	**20 946**	**22 642**	**25 762**	**27 336**	**28 090**	**21**
12 004	13 211	13 738	14 413	16 211	15 738	16 911	17 261	18 441	19 334	20 892	21 647	22
8 370	8 691	8 940	9 373	10 755	9 989	10 740	10 762	11 407	11 710	12 224	12 742	23
3 634	4 520	4 798	5 040	5 456	5 749	6 171	6 499	7 034	7 624	8 668	8 905	24
2 092	2 057	2 532	2 235	2 552	3 227	3 748	3 685	4 201	6 428	6 444	6 443	25
7 218	**7 672**	**7 883**	**8 290**	**8 545**	**8 913**	**9 202**	**9 597**	**10 321**	**10 554**	**10 932**	**11 410**	**26**
6 750	7 175	7 415	7 718	7 997	8 439	8 603	8 970	9 643	9 742	10 111	10 514	27
5 314	5 506	5 668	5 924	6 129	6 256	6 284	6 567	7 101	7 141	7 467	7 779	28
1 436	1 669	1 747	1 794	1 868	2 183	2 319	2 403	2 542	2 601	2 644	2 736	29
468	497	468	572	548	474	599	627	678	812	821	896	30
49 084	**52 765**	**56 251**	**59 488**	**63 913**	**65 262**	**68 848**	**71 428**	**75 906**	**82 587**	**87 736**	**92 138**	**31**

Tableau 5.11

Transferts des administrations publiques aux particuliers, Québec, 1992-2010

	Transferts	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
		M$						
01	**Administration fédérale**	**13 173**	**13 748**	**13 217**	**12 775**	**12 695**	**12 600**	**12 799**
02	Allocations familiales et aux jeunes	696	9	9	9	9	10	14
03	Prestation fiscale et crédit d'impôt pour enfant	168	1 341	1 342	1 312	1 307	1 318	1 378
04	Prestation universelle pour la garde d'enfants	..	..	..	..	..	..	..
05	Pensions, première et seconde guerres mondiales	104	103	104	110	110	111	111
06	Allocations aux anciens combattants	97	116	108	85	49	50	50
07	Subventions aux autochtones et à leurs organismes	286	301	291	385	412	348	434
08	Taxes sur les produits et services – crédit	729	749	782	763	776	788	777
09	Prestations d'assurance-emploi	5 672	5 434	4 665	4 099	3 772	3 405	3 318
10	Paiements de la caisse de sécurité de la vieillesse	4 966	5 158	5 352	5 485	5 660	5 821	5 976
11	Bourses d'études et subventions à la recherche	173	173	197	168	168	171	127
12	Transferts divers et autres	282	364	367	359	432	578	614
13	**Administration provinciale**	**6 069**	**7 188**	**7 255**	**7 422**	**7 427**	**7 480**	**7 818**
14	Bénéfices d'assurance sociale, assurance contre les accidents du travail	1 121	1 046	1 049	1 044	1 087	1 033	1 030
15	Bénéfices d'assurance sociale, autre	..	..	..	..	..	..	..
16	Subventions aux associations de bienfaisance	537	544	581	861	928	1 101	1 292
17	Aide sociale – maintien du revenu	2 660	2 938	3 048	3 048	2 933	2 687	2 451
18	Aide sociale – autres	410	427	449	488	548	508	334
19	Transferts divers	1 341	2 233	2 128	1 981	1 931	2 151	2 711
20	**Administrations locales**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**
21	**Régime de pensions du Canada**	**48**	**50**	**52**	**54**	**54**	**54**	**54**
22	**Régime de rentes du Québec**	**3 891**	**4 163**	**4 433**	**4 712**	**5 028**	**5 285**	**5 525**
23	**Total**	**23 183**	**25 151**	**24 959**	**24 965**	**25 206**	**25 421**	**26 198**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
13 037	**13 568**	**14 568**	**15 064**	**15 589**	**16 255**	**16 793**	**17 160**	**18 045**	**20 169**	**20 673**	**21 341**	**01**
20	24	28	32	34	38	39	44	45	45	44	46	02
1 439	1 577	1 715	1 819	1 854	1 972	2 101	2 169	2 175	2 252	2 240	2 329	03
..	..	..	..	–	–	–	261	545	561	582	599	04
110	117	144	169	177	185	192	205	205	206	205	204	05
53	52	34	27	28	33	36	41	57	73	79	95	06
429	521	442	459	484	506	551	480	511	1 796	799	918	07
804	810	841	856	886	908	926	953	962	997	1 054	1 132	08
3 097	2 972	3 449	3 672	3 817	3 863	3 865	3 538	3 214	3 205	4 081	3 972	09
6 138	6 386	6 645	6 889	7 198	7 474	7 768	8 180	8 597	9 081	9 501	9 782	10
127	145	153	160	168	201	215	235	242	252	240	246	11
820	964	1 117	981	943	1 075	1 100	1 054	1 492	1 701	1 848	2 018	12
7 911	**7 820**	**8 235**	**8 300**	**8 457**	**9 032**	**9 863**	**11 728**	**12 718**	**13 401**	**14 013**	**14 537**	**13**
1 062	1 115	1 207	1 281	1 377	1 404	1 442	1 485	1 513	1 572	1 624	1 603	14
..	..	..	..	..	..	..	830	1 452	1 561	1 649	1 702	15
1 258	1 421	1 607	1 673	1 663	1 688	1 743	1 817	1 922	2 144	2 239	2 363	16
2 333	2 259	2 242	2 290	2 342	2 339	2 297	2 327	2 369	2 368	2 460	2 492	17
333	327	309	295	294	286	281	308	322	322	332	335	18
2 925	2 698	2 870	2 761	2 781	3 315	4 100	4 961	5 140	5 434	5 709	6 042	19
2	**–**	**140**	**149**	**193**	**296**	**336**	**283**	**313**	**365**	**384**	**403**	**20**
55	**57**	**58**	**61**	**62**	**94**	**98**	**102**	**106**	**111**	**120**	**127**	**21**
5 731	**6 003**	**6 342**	**6 696**	**7 027**	**7 500**	**7 796**	**8 244**	**8 656**	**9 144**	**9 670**	**10 060**	**22**
26 736	**27 448**	**29 343**	**30 270**	**31 328**	**33 177**	**34 886**	**37 517**	**39 838**	**43 190**	**44 860**	**46 468**	**23**

Tableau 5.12

Subventions et transferts de capitaux des administrations publiques, Québec, 1992-2010

	Transferts	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
		M$						
01	**Administration fédérale**	**640**	**563**	**587**	**399**	**327**	**26**	**28**
02	Subventions	526	572	531	547	582	802	741
03	Subventions sur les facteurs de production	..	..	..	..	..	..	..
04	Subventions sur les produits	..	..	..	..	..	..	..
05	Subventions à l'agriculture	129	110	97	90	82	67	78
06	Autres subventions	..	..	..	..	..	..	..
07	Ajustement à une base d'exercice	– 27	– 35	– 29	– 26	– 40	5	– 8
08	Transferts de capitaux	114	– 9	56	– 148	– 255	– 776	– 713
09	Aux particuliers et entreprises individuelles, nets	– 190	– 243	– 225	– 324	– 443	– 851	– 870
10	Aux particuliers et entreprises individuelles, bruts	..	..	..	..	..	..	..
11	Des particuliers et entreprises individuelles	..	..	..	..	..	..	..
12	Aux sociétés et entreprises publiques, nets	304	234	281	176	188	75	157
13	**Administration provinciale**	**2 694**	**2 161**	**2 383**	**2 174**	**2 194**	**2 155**	**3 227**
14	Subventions	2 623	2 087	2 286	2 078	2 082	2 045	2 992
15	Dont : Ajustement à une base d'exercice	76	– 13	– 21	– 10	6	– 8	11
16	Subventions sur les facteurs de production	..	..	..	..	..	..	..
17	Subventions sur les produits	..	..	..	..	..	..	..
18	Transferts de capitaux	71	74	97	96	112	110	235
19	Aux particuliers et entreprises individuelles, nets	–	16	19	38	58	6	87
20	Aux sociétés et entreprises publiques, nets	71	58	78	58	54	104	148
21	Aux administrations locales	..	..	..	..	–	–	–
22	**Administrations locales**	**525**	**532**	**513**	**504**	**506**	**530**	**434**
23	Subventions sur les produits	469	475	455	447	449	474	380
24	Transferts de capitaux	56	57	58	57	57	56	54
25	Aux sociétés et entreprises publiques, nets	56	57	58	57	57	56	54
26	À l'administration provinciale	..	..	..	..	–	–	–
27	**Total des subventions**	**3 618**	**3 134**	**3 272**	**3 072**	**3 113**	**3 321**	**4 113**
28	Subventions sur les facteurs de production	..	..	201	198	178	390	438
29	Subventions sur les produits	..	..	3 071	2 874	2 935	2 931	3 675
30	**Total des transferts de capitaux**	**241**	**122**	**211**	**5**	**– 86**	**– 610**	**– 424**
31	**Total**	**3 859**	**3 256**	**3 483**	**3 077**	**3 027**	**2 711**	**3 689**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
211	**– 163**	**– 37**	**102**	**439**	**727**	**765**	**773**	**754**	**– 186**	**1 307**	**1 020**	**01**
732	549	537	468	764	727	661	678	671	835	969	1 055	02
..	8	9	8	9	9	8	9	6	5	6	2	03
..	541	528	460	755	718	653	669	665	830	963	1 053	04
72	49	31	17	22	111	9	8	8	8	7	2	05
..	495	457	403	698	573	598	622	600	848	1 009	1 106	06
14	– 3	40	40	35	34	46	39	57	– 26	– 53	– 55	07
– 521	– 712	– 574	– 366	– 325	–	104	95	83	– 1 021	338	– 35	08
– 956	– 1 066	– 1 000	– 756	– 503	– 330	– 240	– 293	– 269	– 188	– 94	– 35	09
..	53	21	– 1	3	– 5	15	12	25	35	66	37	10
..	1 119	1 021	755	506	325	255	305	294	223	160	72	11
435	354	426	390	178	330	344	388	352	– 833	432	–	12
3 445	**3 870**	**4 353**	**4 378**	**5 051**	**5 192**	**5 157**	**5 495**	**6 110**	**5 956**	**6 727**	**6 434**	**13**
3 059	3 518	4 105	4 122	4 772	4 827	4 861	5 187	5 709	5 637	6 130	5 888	14
6	– 30	–	11	15	171	– 41	1	53	– 135	– 16	– 82	15
..	279	285	261	251	231	251	262	265	176	240	267	16
..	3 239	3 821	3 861	4 521	4 596	4 610	4 925	5 444	5 461	5 890	5 621	17
386	352	248	256	279	365	296	308	401	319	597	546	18
103	90	55	22	10	13	14	12	12	13	14	10	19
283	262	193	234	269	352	282	296	389	306	583	536	20
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	21
436	**415**	**448**	**457**	**490**	**508**	**607**	**618**	**724**	**804**	**774**	**806**	**22**
382	358	387	402	428	444	540	547	564	631	673	698	23
54	57	61	55	62	64	67	71	160	173	101	108	24
54	57	61	55	62	64	67	71	160	173	101	108	25
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	26
4 173	**4 425**	**5 029**	**4 992**	**5 964**	**5 998**	**6 062**	**6 412**	**6 944**	**7 103**	**7 772**	**7 641**	**27**
562	287	294	269	260	240	259	271	271	181	246	269	28
3 612	4 138	4 735	4 723	5 704	5 758	5 803	6 141	6 673	6 922	7 526	7 372	29
– 81	**– 303**	**– 265**	**– 55**	**16**	**429**	**467**	**474**	**644**	**– 529**	**1 036**	**619**	**30**
4 092	**4 122**	**4 764**	**4 937**	**5 980**	**6 427**	**6 529**	**6 886**	**7 588**	**6 574**	**8 808**	**8 260**	**31**

Tableau 5.13

Transferts entre administrations publiques, Québec, 1992-2010

Transferts		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
		M$						
01	**Administration fédérale**	**8 237**	**8 803**	**8 578**	**9 662**	**8 216**	**7 133**	**7 595**
02	À l'administration provinciale	8 168	8 740	8 477	9 592	8 109	7 030	7 504
03	Régime d'assistance publique du Canada	1 769	1 981	2 132	1 998	525	– 1	–
04	Subventions statutaires	5	5	5	5	9	16	6
05	Accords fiscaux	3 559	3 590	3 612	4 486	4 035	4 192	4 854
06	Subventions à l'enseignement postsecondaire	419	513	366	388	82	– 13	–
07	Contributions en vertu de la Loi sur l'assurance-hospitalisation	1 073	1 271	1 004	984	211	– 29	– 3
08	Caisse d'aide à la santé	359	381	362	384	94	– 21	24
09	Régime de soins médicaux	..	..	..	..	..	..	..
10	Paiement dans le cadre d'ententes pour l'expansion économique régionale	42	36	43	183	112	35	81
11	Langues officielles	65	41	83	52	50	61	35
12	Contributions en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte	26	23	16	15	21	15	22
13	Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	..	–	–	–	1 933	1 895	1 626
14	Transferts courants divers	595	643	597	846	796	647	697
15	Aux universités provinciales	256	256	257	251	241	233	162
16	Aux administrations locales	69	63	101	70	107	103	91
17	**Administration provinciale**	**7 547**	**7 528**	**7 607**	**8 132**	**7 511**	**6 721**	**7 012**
18	Aux administrations locales	7 178	7 156	7 225	7 708	7 051	6 246	6 520
19	Commissions scolaires	6 206	6 022	5 954	6 282	5 865	5 256	5 170
20	Transferts de nature générale	972	1 134	1 271	1 426	1 186	990	1 350
21	À l'administration fédérale	369	372	382	424	460	475	492
22	**Administrations locales**	**–**	**–**	**–**	**–**	**19**	**115**	**274**
23	À l'administration provinciale	–	–	–	–	19	115	274
24	**Total**	**15 784**	**16 331**	**16 185**	**17 794**	**15 746**	**13 969**	**14 881**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.
Statistique Canada, Division des comptes des revenus et dépenses.

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p	
					M$							
8 138	**8 246**	**8 763**	**8 259**	**8 972**	**7 795**	**11 660**	**12 116**	**13 650**	**15 290**	**14 255**	**17 840**	**01**
8 096	8 216	8 741	8 239	8 950	7 771	11 595	12 059	13 585	15 253	14 208	17 787	02
–	14	..	..	..	..	..	..	..	–	–	–	03
9	7	5	5	5	5	3	5	5	5	5	5	04
4 991	5 062	5 568	4 778	4 236	3 038	5 031	5 388	6 794	7 967	6 359	8 503	05
–	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	06
4	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	07
– 2	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	08
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	09
22	9	7	6	3	2	2	..	..	..	..	..	10
47	55	59	61	44	52	61	88	78	78	71	71	11
34	71	137	75	78	77	43	38	41	32	32	32	12
2 078	2 004	1 744	2 333	3 416	3 195	4 721	4 095	4 639	5 014	5 346	5 779	13
698	711	851	647	838	973	1 350	2 054	1 618	1 711	1 973	2 947	14
215	283	370	334	330	429	384	391	410	446	422	450	15
42	30	22	20	22	24	65	57	65	37	47	53	16
7 087	**7 484**	**7 972**	**8 439**	**8 526**	**9 121**	**8 951**	**9 562**	**10 272**	**10 549**	**11 049**	**10 953**	**17**
6 607	6 929	7 422	7 820	8 007	8 443	8 323	9 080	9 606	9 905	10 394	10 306	18
5 670	6 077	6 287	6 615	6 777	7 054	6 908	7 353	7 827	7 918	8 161	8 221	19
937	852	1 135	1 205	1 230	1 389	1 415	1 727	1 779	1 987	2 233	2 085	20
480	555	550	619	519	678	628	482	666	644	655	647	21
364	**285**	**48**	**49**	**52**	**59**	**68**	**68**	**77**	**80**	**79**	**92**	**22**
364	285	48	49	52	59	68	68	77	80	79	92	23
15 589	**16 015**	**16 783**	**16 747**	**17 550**	**16 975**	**20 679**	**21 746**	**23 999**	**25 919**	**25 383**	**28 885**	**24**

Annexe 1

Cadre général des comptes économiques

La révision historique de décembre 1997

Le 12 décembre 1997, Statistique Canada (SC) a diffusé la version révisée des *Comptes économiques nationaux* concernant la période de 1961 à 1997. La diffusion des *Comptes économiques provinciaux* de la période de 1992 à 1997, modifiés également, a pour sa part eu lieu le 15 mai 1998 en fonction de la révision effectuée par SC.

Comme SC l'a exprimé, cette révision vise trois objectifs[1]. Le premier est d'assurer la conformité du Système des comptes nationaux (SCN) canadiens avec les nouvelles normes internationales de la comptabilité nationale, comme elles sont consignées dans le document[2] intitulé *Système de comptabilité nationale, 1993* – aussi appelé SCN 1993 – préparé sous l'égide des Nations unies et publié conjointement en 1993 par la Banque mondiale, la Commission des communautés européennes, le Fonds monétaire international, les Nations unies et l'OCDE. Le deuxième objectif de SC est de ramener les estimations en prix constants et les indices de prix à la nouvelle année de base, qui était alors 1992 = 100. Le troisième objectif, enfin, consiste à incorporer au SCN canadien des révisions statistiques provenant de nouvelles sources d'information, de données déjà corrigées mais dont les révisions n'étaient pas encore prises en compte, ou encore résultant d'une intégration désormais accrue des composantes du SCN canadien.

L'incidence de cette révision sur les comptes économiques du Québec se traduit principalement par la disparition de quelques variables, le changement de nom de certaines autres et l'apparition de quelques-unes jusque-là inédites, ainsi que par la suppression de deux tableaux. L'un de ces tableaux, sur les recettes et dépenses des hôpitaux, disparaît complètement, car les données relatives aux hôpitaux sont désormais intégrées à celles de l'administration publique provinciale; le deuxième tableau, qui présentait les autres transferts des particuliers aux administrations publiques, est désormais fusionné avec celui qui porte sur les impôts directs des particuliers, pour former le nouveau tableau 5.6. Le nombre total des tableaux des chapitres 2 à 6 passe donc de 49 à 48.

Les révisions faites en novembre 2001

Statistique Canada a instauré trois révisions importantes à l'automne 2001. La première est le changement d'année de base pour les données en dollars constants et les indices implicites de prix; la nouvelle année de base est 1997 = 100. Les taux de croissance des années 1981 à 1996 ne s'en trouvent pas modifiés.

La deuxième révision consiste à traiter les dépenses en logiciels comme des investissements plutôt que comme des dépenses courantes; elle a des effets sur certaines variables des tableaux 2.1, 2.2 et 2.3. Dans le tableau 2.1, les bénéfices des entreprises et les provisions pour consommation de capital sont révisés à la hausse, en raison de cette modification. Dans les tableaux 2.2 et 2.3, les dépenses en capital des administrations publiques et des entreprises s'en trouvent augmentées, alors que les dépenses courantes des administrations publiques en biens et services sont revues à la baisse.

Enfin, en troisième lieu, le concept de produit intérieur (net ou brut) au coût des facteurs est remplacé par celui de produit intérieur (net ou brut) aux prix de base, pour assurer la conformité avec les normes internationales. Ce mode d'évaluation signifie que le produit intérieur (ou revenu) net se définit comme le revenu perçu par les producteurs pour la production ou la vente des biens et services, moins les impôts indirects nets sur ces produits (c'est-à-dire diminué des subventions à recevoir sur lesdits produits).

Pour cette raison, l'ancien poste du tableau 2.1, qui s'appelait « impôts indirects moins subventions », est désormais fractionné en deux composantes : les « impôts moins subventions sur les facteurs de production » et les « impôts moins subventions sur les produits ». La première inclut notamment les cotisations sociales, les taxes foncières, les taxes sur la masse salariale et les subventions à la formation de la main-d'œuvre; la seconde comprend, entre autres, les taxes d'accise, les taxes de vente sur les produits et services, ainsi que les subventions à la production de biens et services.

1. Statistique Canada, note sur le site Web.
2. La version française de ce document porte le numéro ISBN 92-1-261143-5.

La révision effectuée en novembre 2002

Statistique Canada a étendu aux Comptes économiques provinciaux (CEP) la mesure du produit intérieur brut (PIB) réel selon les dépenses, déjà adoptée en mai 2001 dans les comptes canadiens trimestriels des revenus et dépenses. Cette mesure fait appel à la formule de l'indice Fisher[3], enchaîné trimestriellement dans les comptes canadiens, mais annuellement dans les CEP.

Le recours à cette méthode produit la mesure la plus précise de la croissance du PIB et de ses composantes d'une période à l'autre; il permet aussi la comparaison avec les comptes des revenus et des produits des États-Unis, qui utilisent également les indices en chaîne.

La méthode antérieure de déflation utilisait des indices de type Laspeyres. Les indices Laspeyres sont à pondération fixe et les poids sont ceux de l'année de base. L'enchaînement se fait en changeant périodiquement l'année de base, soit à des intervalles variant entre 5 et 10 ans. Toutefois, cette formule tend à surestimer la croissance, et ce biais prend plus d'importance si des changements technologiques importants font baisser les prix d'un secteur de l'économie par rapport aux autres, comme ce fut le cas avec l'expansion rapide des technologies de l'information et des communications (TIC). À l'opposé, l'indice de type Paasche, dont les pondérations sont celles de la période courante, génère un biais inverse, car il tend à sous-estimer la croissance.

L'indice de type Fisher est la moyenne géométrique des indices Laspeyres et Paasche; il génère donc une estimation du PIB comprise entre celles des deux autres. L'indice Fisher est la mesure la plus proche de celle qui serait produite par un indice dont les pondérations changeraient continuellement.

La réconciliation avec d'autres ensembles de données

À compter de l'édition 1999, les *Comptes économiques des revenus et dépenses* sont réconciliés avec les deux autres ensembles de données que sont les tableaux d'entrées-sorties et les indicateurs de la production industrielle.

La ventilation des échanges extérieurs entre biens et services

À compter de l'édition 2005, SC a réintroduit la ventilation entre biens et services[4] dans les agrégats du commerce extérieur. Toutefois, les échanges de biens et services diffusés dans les CEP suivent les conventions utilisées dans le Système de compatibilité nationale. Il en résulte que le grand total des exportations (et des importations) internationales de biens – et celles de services – ne correspond pas aux exportations (ni aux importations) canadiennes de biens – et de services – comme diffusées dans les comptes nationaux trimestriels. En effet, celles-ci suivent les normes et les conventions de la balance des paiements. Par ailleurs, des marges sont attribuées aux divers produits en utilisant les taux de marge provinciaux des tableaux d'entrées-sorties, afin de mieux mesurer les exportations (et les importations) internationales de biens en prix à l'achat pour chacun des produits en valeur nominale. La déflation est réalisée distinctement sur les produits en prix à la production et sur les marges, après quoi les deux quantités ainsi obtenues sont agrégées afin d'obtenir la valeur en termes réels des produits exportés (et importés) en prix à l'achat. Enfin, les échanges interprovinciaux de biens et services sont mesurés en prix à la production.

Le traitement des régimes de retraite de la fonction publique

À compter de la diffusion du premier trimestre 2000 des *Comptes nationaux des revenus et dépenses* et, par conséquent, de l'édition 2000 des *Comptes économiques provinciaux*, SC a modifié le traitement des régimes de retraite non autonomes des administrations publiques fédérale et provinciales. Ces régimes font désormais partie du secteur des particuliers et ils sont traités de la même façon que les caisses de retraite autonomes ou en fiducie, alors qu'auparavant, ils faisaient partie du secteur des administrations publiques.

Les cotisations des employeurs et des salariés à ces régimes ne sont plus transférées aux administrations publiques en tant que contributions aux régimes d'assurance sociale, mais elles continuent d'être comptabilisées dans la rubrique « salaires, traitements et revenus supplémentaires du travail », dans le secteur des particuliers. Par contre, les revenus de placement de ces régimes s'ajoutent aux revenus

3. Statistique Canada, note sur le site Web.
4. Statistique Canada, p. 44-46, novembre 2005 (13-016-XIE).

de placement des particuliers plutôt qu'à ceux des administrations. Enfin, les prestations de retraite versées par ces régimes ne font plus partie des transferts courants des administrations publiques aux particuliers – par le fait même, elles disparaissent du revenu personnel – mais elles viennent diminuer la richesse personnelle accumulée, laquelle fait partie des comptes de patrimoine et non des comptes des revenus et dépenses. Tous ces changements ont pour effet net l'accroissement de l'épargne personnelle, parce qu'ils donnent lieu à une augmentation du revenu personnel combinée à une réduction des cotisations aux régimes d'assurance sociale.

Dans la présente publication, ces modifications ont une incidence sur la présentation et le contenu des tableaux supplémentaires sur les administrations publiques (chapitre 5) numéros 5.1, 5.2, 5.3, 5.6, 5.9 et 5.11. Les tableaux sectoriels du chapitre 3 sont également touchés, soit les numéros 3.5, 3.6, 3.9, 3.10, 3.13 et 3.14. Enfin, les tableaux sommaires numéros 2.6, 2.7 et 2.8 du chapitre 2 subissent aussi des modifications attribuables à ces changements.

L'objectif de la comptabilité économique

Dans une économie moderne, une foule d'individus effectuent des opérations dont la complexité et la diversité s'accroissent avec les années. Ces individus ou agents économiques, que l'on nomme « ménages, entreprises ou gouvernements », prennent part à des activités de production, de consommation, d'accumulation de richesse et d'échange avec l'extérieur. En vue de connaître les liens entre les agents et leurs activités, il faut inscrire leurs opérations à l'intérieur d'un cadre de comptabilité global, tout comme l'industriel suit les opérations de son entreprise grâce à une série d'états financiers. Le besoin de connaître les « allées et venues » des différents agents économiques a donné naissance à la comptabilité économique. L'objectif d'un système de comptabilité est donc la mise en place et le maintien d'un « cadre complet et détaillé pour l'enregistrement systématique et intégré des flux et des stocks d'une économie[5] ». Cependant, l'enregistrement systématique et intégré des activités de millions d'individus n'est pas chose facile. Il faut mettre au point un modèle réduit des activités économiques, afin que les différents agents économiques puissent prendre des décisions plus rapidement et plus facilement. Ainsi, les individus sont classés en agents économiques et les activités sont réparties selon des dénominateurs communs, tels que la consommation et la production. Ce cadre d'enregistrement des activités économiques doit être le plus complet possible, ce qui oblige à une présentation relativement globale.

La poursuite des travaux sur la comptabilité économique est le fruit de l'expérience de la crise des années 1930 et de la Seconde Guerre mondiale. Ces deux événements ont incité les économistes et les statisticiens à approfondir leurs connaissances des phénomènes économiques, et à améliorer la collecte et l'organisation des données quantitatives. À cet égard, les travaux de John Maynard Keynes ont exercé une influence considérable. Plus près de nous, au cours des années 1960, un groupe d'experts, sous l'égide des Nations unies, a élaboré un système de comptabilité nationale. Ce système a été rapidement implanté dans différents pays, dont le Canada et, par conséquent, au Québec. C'est ce système qui a été révisé en profondeur en 1993 et qui est à la base des données de cette publication.

Le contenu d'un système de comptabilité économique

Le système de comptabilité économique mis au point par les Nations unies se compose de plusieurs milliers de matrices, dont certaines peuvent contenir plusieurs centaines de lignes et de colonnes. Ainsi, tous les renseignements quantitatifs de nature économique trouvent leur place dans le système des Nations unies. L'enregistrement de données statistiques est fait à partir de sept comptes, dont quatre sont des comptes de stocks. La suite de cette section décrit brièvement le contenu d'un système de comptabilité économique.

Dans un territoire donné, il existe des stocks de matières premières (gisements miniers, forêts, terres arables, etc.), des stocks de capitaux (logements, usines, équipement de production, etc.), des stocks monétaires (argent en circulation, réserves d'or, etc.). Ces stocks sont soit possédés par les résidants du territoire, soit détenus par des non-résidants (ailleurs dans le monde). Ces différents stocks sont enregistrés dans les comptes de patrimoine sous l'appellation « actifs et passifs d'ouverture ».

Les agents économiques effectuent des opérations de production, de consommation, d'accumulation de richesse et d'échanges avec le reste du monde. Ces différentes opérations donnent naissance au compte du produit intérieur brut (la production), au compte des revenus et dépenses (la consommation), au compte de capital et de financement (l'accumulation) et au compte de la balance des paiements

5. NATIONS UNIES (1968). *Système de comptabilité nationale*, New York, « Études méthodologiques », série F, nº 2, rev. 3.

(échanges avec le reste du monde). Ces quatre comptes, nommés « comptes d'opération », sont les plus connus et ils font partie intégrante de la plupart des systèmes de comptabilité. Ces comptes enregistrent les différentes transactions relatives aux biens et services : les agents économiques produisent des biens et services, ils reçoivent une rémunération et effectuent des dépenses. Enfin, une partie résiduelle est accumulée en vue de grossir les stocks initiaux. À différentes phases de ces opérations, il existe des échanges avec le reste du monde (achats et ventes de matières premières, de produits finis ou semi-finis, importations et exportations de capitaux, etc.).

À la fin d'une période donnée, il y a réévaluation des actifs et des passifs. Ainsi, les créances ont soit diminué, soit augmenté, de même que les stocks de matières premières. Les variations enregistrées dans le compte de réévaluation sont par la suite additionnées ou soustraites des actifs et passifs d'ouverture. Cela donne les actifs et les passifs de clôture que l'on trouve dans les comptes de patrimoine.

Comme nous pouvons le constater, les comptes des revenus et dépenses ne représentent qu'une partie d'un système de comptabilité économique. Cependant, ils demeurent les comptes les mieux connus et les plus utilisés. Ces comptes, ainsi que les autres comptes d'opération, sont produits par un grand nombre de pays, dont le Canada. Les comptes de patrimoine et les comptes de réévaluation ne sont, pour l'instant, que très peu ou pas produits.

Les *Comptes économiques provinciaux des revenus et dépenses*

Historique

Au Québec, les travaux sur la comptabilité économique ont été amorcés en 1966. La première publication, en 1968, portait le nom de *Tableaux types des comptes économiques du Québec, 1946-1968*[6]. En 1970 et en 1972, cette publication a été reprise sous le même titre. Par la suite, deux comités fédéraux-provinciaux ont contribué au développement des *Comptes économiques provinciaux* : le sous-comité fédéral-provincial sur les données économiques, en 1970-1971, et le comité fédéral-provincial sur les *Comptes économiques provinciaux*, formé au printemps 1973. Ce dernier avait le mandat d'élaborer des estimations du produit intérieur brut et de ses emplois, par province, selon les meilleures méthodes possible. Les résultats des travaux de ce comité ont donné naissance à la première publication des *Comptes économiques provinciaux* en 1977[7]. Depuis cette date, SC publie des données sur les comptes économiques par province. Le Québec publie aussi des données sur les comptes économiques. Cependant, la publication du Québec comporte un certain nombre de particularités par rapport à celle de SC, et elle contient des tableaux supplémentaires, notamment ceux des comptes des revenus et dépenses, de capital et de financement par agent économique, et ceux qui portent sur la distribution industrielle du produit intérieur brut aux prix de base en dollars courants.

Le concept de production intérieure

Les comptes économiques reposent sur le concept de la production intérieure, lequel est au cœur de tout système de comptabilité économique. Ainsi, la production engendre des revenus qui seront dépensés pour l'achat de biens et services, d'où l'influence de la délimitation des frontières géographiques de la production pour les revenus et dépenses.

Le choix du concept de production intérieure dépend en partie d'éléments liés aux opérations : il est plus facile de mesurer la production à l'intérieur d'un territoire donné que de mesurer les revenus que les résidants d'un territoire donné obtiennent grâce à leur participation à une activité économique, quel que soit le lieu où cette activité se déroule. Ainsi, le concept de production intérieure mesure la production des établissements situés dans un territoire donné et les revenus qui découlent de cette production, avant toute redistribution à l'échelle interprovinciale ou internationale. Le choix de ce concept n'élimine pas en soi toutes les difficultés d'estimation, mais il permet de mieux délimiter la production à mesurer. De plus, le concept de production intérieure se rapproche de variables économiques intérieures, telles que l'emploi, le stock de capital, l'investissement, etc.

Pour ces raisons et plusieurs autres, le Système de comptabilité nationale des Nations unies, le Système de comptabilité nationale canadien et, par conséquent, les *Comptes économiques provinciaux* sont élaborés selon le concept de production intérieure plutôt qu'en fonction de celui de production nationale, bien que ce dernier soit également utilisé.

6. Publication du ministère du Développement économique, de l'Innovation et l'Exportation
7. STATISTIQUE CANADA (1977). *Comptes économiques provinciaux, 1961-1974*, mai.

Les composantes des *Comptes économiques des revenus et dépenses*

L'objectif principal des *Comptes économiques des revenus et dépenses* est de mesurer la production[8] d'un pays, d'une province ou d'un territoire donné. En ce qui concerne les comptes provinciaux, la production que l'on désire mesurer est la production intérieure. Il existe trois méthodes de mesure, soit la méthode des revenus, la méthode des dépenses et la méthode de la valeur ajoutée. Dans les comptes des revenus et dépenses, on se sert essentiellement des deux premières méthodes pour estimer la production. Ainsi, on utilise la somme des revenus pour mesurer le produit intérieur brut (tableau 1.1) et la somme des ventes finales aux utilisateurs pour mesurer la dépense intérieure brute (tableau 1.2). La troisième méthode, celle de la valeur ajoutée, est peu utilisée dans les comptes des revenus et dépenses. Elle est surtout employée lorsqu'il s'agit de mesurer la production par secteur d'activité, et que l'on dispose d'information sur les valeurs brutes de production et les coûts des intrants.

En vue de mesurer la production d'un pays ou d'un territoire donné, il est de première importance de classer et de synthétiser tout le détail des opérations qui ont cours à l'intérieur de ce territoire. Ainsi, il faut non seulement synthétiser une multitude d'opérations économiques individuelles, mais aussi classer ces opérations selon leurs caractéristiques économiques propres. C'est ainsi que l'économie est subdivisée en certains grands regroupements d'agents qui forment les secteurs des entreprises, des ménages, des administrations publiques et des non-résidants. Le secteur des entreprises regroupe les agents dont la fonction principale est de produire en vue d'un profit (ex. : sociétés privées et entreprises gouvernementales). Le secteur des ménages englobe les agents dont les activités sont axées sur la consommation finale (ex. : les particuliers, les organismes privés sans but lucratif tels que les syndicats et les associations professionnelles). Le secteur des administrations publiques regroupe les agents économiques dont l'activité principale est directement liée aux affaires publiques (ex. : les ministères et agences gouvernementales, que ce soit sur le plan fédéral, provincial ou local, et les régimes publics de pension). Enfin, le secteur des non-résidants représente les transactions avec l'extérieur.

Ces agents s'adonnent à trois principaux types d'activité économique : la production, la consommation et la formation de capital. En principe, il serait possible de construire un compte correspondant à chacun de ces trois types fondamentaux d'activité économique, et ce, pour chacune des quatre catégories de secteurs (agents) énumérées précédemment. En pratique, les comptes économiques présentent des comptes des revenus et dépenses par agent économique, de même que des comptes de financement du capital (ou formation de capital). Un seul compte de production est présenté : il s'agit d'un compte pour l'économie tout entière, c'est-à-dire pour les quatre catégories d'agents considérées ensemble. Ce compte de production représente la somme des différents agents économiques (tableaux 2.1 et 3.1) et la somme de toutes les ventes finales faites à ces mêmes agents (tableaux 2.2 et 3.2). Ces divers comptes décrivent, au sens strict, les composantes des *Comptes économiques des revenus et dépenses*. Généralement, dans les publications relatives aux comptes des revenus et dépenses, on trouve des tableaux sur la répartition industrielle du produit intérieur brut, de même que des tableaux supplémentaires concernant les administrations publiques.

8. La production considérée est la production « nette », c'est-à-dire la production totale moins les intrants intermédiaires nécessaires à la fabrication d'un bien ou d'un service.

Annexe 2

Sources et particularités

La présente section décrit les principales sources statistiques des variables apparaissant dans cette publication, de même que les particularités d'un tableau donné par rapport au même tableau des *Comptes économiques provinciaux* (CEP) de SC. En vue d'alléger la présentation, les sigles suivants sont utilisés :

SC : Statistique Canada. Les données trimestrielles canadiennes se trouvent dans la publication 13-001 : *Comptes nationaux des revenus et dépenses*; les données annuelles des CEP apparaissent dans la publication 13-213 : *Comptes économiques provinciaux* et elles sont accessibles dans la banque de données CANSIM.

ISQ : Institut de la statistique du Québec.

Les tableaux sommaires

Tableau 2.1
Produit intérieur brut selon les revenus

Source : SC.

Les données sur la rémunération des salariés sont estimées sur une base intérieure et, de ce fait, diffèrent de celles du tableau 2.6, calculées selon la base nationale.

Le concept de produit intérieur (net ou brut) aux prix de base remplace celui de produit intérieur (net ou brut) au coût des facteurs. Les impôts indirects nets sont scindés en deux composantes, selon qu'ils s'appliquent aux facteurs de production ou aux biens et services.

Tableau 2.2
Produit intérieur brut selon les dépenses

Source : SC.

SC estime les dépenses personnelles en biens et services de consommation sur une base nationale, plutôt que sur une base intérieure. La différence entre les deux concepts est attribuable à la balance touristique (différence entre les dépenses des étrangers au Québec et les dépenses des Québécois à l'étranger). Par conséquent, la demande intérieure totale et la demande intérieure finale se trouvent augmentées ou diminuées d'une valeur égale à la balance touristique, selon que celle-ci soit positive ou négative.

Les variables du commerce extérieur, avec les autres pays et avec les autres provinces canadiennes, sont ventilées selon les biens et services.

Les dépenses en logiciels sont considérées comme des dépenses en capital plutôt que de fonctionnement courant.

Tableau 2.3
Produit intérieur brut réel

Source : SC.

Dans ce tableau, le PIB et ses composantes sont exprimés en termes réels grâce à la méthode des indices de prix en chaîne de type Fisher, dont l'année de base est 2002. Pour ce qui concerne chacune des années, sauf l'année de base, la somme des composantes diffère des totaux partiels et des totaux, parce que l'enchaînement a lieu chaque année et non plus seulement au cours de l'année de base.

La méthode des indices en chaîne est désormais la méthode officielle de déflation adoptée par SC pour les *Comptes économiques provinciaux*, et les valeurs obtenues par cette méthode constituent dorénavant les données officielles du PIB réel et de ses composantes.

Comme au tableau 2.2, les variables du commerce extérieur, avec les autres pays et avec les autres provinces canadiennes, sont ventilées selon les biens et services.

Tableau 2.3A
Produit intérieur brut aux prix de 2002

Source : SC.

Ce tableau présente une estimation du PIB et de ses composantes en dollars constants, obtenue par la méthode antérieure des indices de prix à pondération fixe. Il est publié ici à titre indicatif seulement, et de façon temporaire, dans le seul but de faciliter, pour les utilisateurs, la transition vers la nouvelle méthode de déflation à l'aide des indices en chaîne.

Dans ce tableau, pour ce qui est des années antérieures à l'année de base 2002, la somme des composantes diffère des totaux partiels et des totaux. Les différences correspondent aux variables d'ajustement inhérentes à la méthode de déflation utilisée par SC et qui ne

sont pas reproduites dans ce tableau. Selon cette méthode, les mouvements en volume de chaque composante, total partiel ou total, demeurent les mêmes que lorsqu'ils étaient exprimés en dollars constants de 1997 pour les données de la période 1997-2001, de 1992 pour les données de la période 1992-1996, ou de 1986 pour celles de la période 1986-1991. Les composantes ainsi raccordées ne s'additionnent donc pas exactement pour donner les totaux partiels et les totaux. Les variables d'ajustement restaurent cette additivité.

Les variables du commerce extérieur, avec les autres pays et avec les autres provinces, sont ventilées selon les biens et services.

Tableau 2.4
Contribution en pourcentage à la variation du produit intérieur brut réel

Sources : SC et ISQ.

La méthode de déflation à l'aide d'indices de prix en chaîne permet de calculer la contribution, en points de pourcentage, de chaque composante du PIB, et de chaque total partiel, à la variation globale du PIB. Ce tableau est donc en relation avec le tableau 2.3 sur le PIB réel et non avec le tableau 2.3A qui fait appel à la méthode antérieure de déflation.

Contrairement aux tableaux 2.2, 2.3, 2.3A et 2.5, les variables du commerce extérieur, avec les autres pays et avec les autres provinces canadiennes, font l'objet d'une ventilation selon les biens et services par l'ISQ pour les années antérieures à 1997, et par SC pour les années 1997 et suivantes.

Tableau 2.5
Indices implicites de prix, produit intérieur brut

Source : SC.

Ces indices sont appelés « implicites » parce qu'ils sont le résultat de la division des valeurs en dollars courants du tableau 2.2 par les valeurs correspondantes en termes réels du tableau 2.3, obtenues par la méthode des indices de prix en chaîne de type Fisher.

Les indices implicites de prix des variables du commerce extérieur sont eux aussi ventilés selon les biens et services.

Tableau 2.6
Provenance du revenu personnel

Source : SC.

Les données sur la rémunération des salariés sont estimées sur une base nationale et, de ce fait, diffèrent de celles du tableau 2.1, évaluées selon la base intérieure.

En effet, la rémunération sur une base nationale inclut les salaires versés hors du Québec à des résidants du Québec, mais elle exclut les salaires versés au Québec à des non-résidants. Selon la base intérieure, la rémunération englobe tous les salaires versés sur le territoire du Québec, que ce soit à des résidants ou à des non-résidants.

Tableau 2.7
Utilisation du revenu personnel

Source : SC.

L'estimation par SC des dépenses personnelles de consommation, sur une base nationale, permet une meilleure évaluation de l'épargne personnelle, étant donné qu'on tient compte des dépenses des résidants effectuées à l'étranger, lesquelles viennent réduire d'autant l'épargne des ménages résidants. La prise en compte de la balance touristique a pour effet de maintenir la propension moyenne à consommer inférieure à l'unité dans le cas où l'épargne des résidants est inférieure aux dépenses des touristes étrangers.

Comme l'épargne personnelle est obtenue de façon résiduelle, elle inclut toutes les erreurs d'estimation. Son interprétation doit donc être faite avec prudence.

Tableau 2.8
Rapport entre le produit intérieur brut, le produit intérieur brut et net aux prix de base, le revenu personnel, le revenu personnel disponible et l'épargne personnelle

Sources : ISQ et SC.

Tableau 2.9
Revenu comptable net des exploitants agricoles, état de rapprochement

Source : SC.

Tableau 2.10
Investissements en capital fixe, état de rapprochement

Sources : ISQ et SC.

Les tableaux sectoriels

Les tableaux sectoriels sont élaborés par l'ISQ et n'ont pas d'équivalent dans les *Comptes économiques provinciaux* de SC. Ils se composent de revenus et de dépenses ainsi que de comptes de financement du capital pour les agents économiques suivants : particuliers et entreprises individuelles, administrations provinciale et locales et un ensemble de comptes consolidés. Les tableaux sectoriels sont élaborés principalement à partir des renseignements contenus dans les tableaux sommaires (tableaux 2.1 à 2.10) et les tableaux supplémentaires sur les administrations publiques (tableaux 5.1 à 5.13).

Les données manquantes sont soit obtenues de SC, soit directement estimées par l'ISQ. Ainsi, la valeur de la dernière année relativement à de nombreuses variables doit être estimée. Toutefois, ces estimations découlent de celles qui ont été faites dans les tableaux 5.1 à 5.13.

Tableau 3.1
Compte consolidé de production : dépenses primaires au titre de la production intérieure

Sources : ISQ et SC.

La rémunération des salariés se compose des salaires et traitements ainsi que des revenus supplémentaires du travail. La Division du travail de SC estime les salaires et traitements selon les agents économiques, et une somme globale pour les revenus supplémentaires du travail. L'ISQ ventile cette dernière somme entre les divers agents économiques. Les provisions pour consommation de capital des particuliers et des entreprises individuelles sont estimées par l'ISQ à partir des données sur l'amortissement des comptes nationaux annuels.

Tableau 3.2
Compte consolidé de production : recettes provenant de la production intérieure

Sources : ISQ et SC.

Les calculs effectués en vue d'obtenir la balance touristique permettent d'estimer les ventes directes des entreprises aux particuliers, notamment en éliminant des dépenses personnelles de biens et services de consommation les achats de biens et services auprès des non-résidants du Québec. Une estimation des investissements en capital fixe et en stocks attribuables aux entreprises individuelles est obtenue à partir de pourcentages propres aux secteurs économiques apparaissant dans la revue intitulée *Investissements privés et publics au Canada* (61-205). Enfin, plusieurs éléments proviennent du tableau 5.10 « Dépenses publiques courantes en biens et services et investissements des administrations publiques ». Ce dernier tableau, élaboré par l'ISQ, ventile les dépenses salariales et les autres achats de biens et services par niveau d'administration publique.

Tableau 3.3
Compte consolidé de financement du capital : épargne provenant du Québec et autres sources de financement

Sources : ISQ et SC.

À la ligne 16 de ce tableau, l'épargne des sociétés et des entreprises publiques comprend les bénéfices non répartis des sociétés, les bénéfices non versés des entreprises publiques et l'ajustement de la valeur des stocks. Des difficultés conceptuelles et d'ordre statistique empêchent d'estimer séparément l'épargne des sociétés au niveau provincial. En conséquence, le poste de la ligne 16 est estimé de façon résiduelle et comprend, en théorie, l'épargne des sociétés et des entreprises publiques, mais aussi l'épargne des non-résidants mise à la disposition de l'économie nationale par l'intermédiaire du déficit encouru au compte financier de la balance des paiements.

Tableau 3.4
Compte consolidé de financement du capital : utilisation de l'épargne brute

Sources : ISQ et SC.

L'estimation du prêt net des sociétés et des entreprises publiques, à la ligne 17 de ce tableau, est sujette aux mêmes difficultés conceptuelles et statistiques que la ligne 16 du tableau 3.3.

Les données apparaissant dans les tableaux 3.3 et 3.4 proviennent des tableaux sectoriels sur les comptes de financement du capital, soit les tableaux 3.7, 3.8, 3.11, 3.12, 3.15 et 3.16.

L'investissement en construction résidentielle est ventilé entre, d'une part, les particuliers et les entreprises individuelles et, d'autre part, les sociétés et les entreprises publiques.

Tableau 3.5
Compte des revenus et dépenses des particuliers et entreprises individuelles – revenus

Sources : ISQ et SC.

Voir le tableau 3.1 pour la rémunération des salariés.

Tableau 3.6
Compte des revenus et dépenses des particuliers et entreprises individuelles – dépenses

Sources : ISQ et SC.

Les achats de biens et services de consommation auprès des entreprises et des non-résidants sont obtenus à partir des calculs de la balance touristique.

Tableau 3.7
Compte de financement du capital des particuliers et entreprises individuelles – ressources

Sources : ISQ et SC.

Tableau 3.8
Compte de financement du capital des particuliers et entreprises individuelles – utilisation de l'épargne

Sources : ISQ et SC.

Les données apparaissant aux tableaux 3.7 et 3.8 proviennent de SC et de l'ISQ.

Tableau 3.9
Compte des revenus et dépenses de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – revenus

Sources : ISQ et SC.

Tableau 3.10
Compte des revenus et dépenses de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – dépenses

Sources : ISQ et SC.

Tableau 3.11
Compte de financement du capital de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – ressources

Sources : ISQ et SC.

Tableau 3.12
Compte de financement du capital de l'administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) – utilisation de l'épargne

Sources : ISQ et SC.

Les données qui apparaissent dans les tableaux 3.11 et 3.12 proviennent de SC et du tableau 5.10.

Tableau 3.13
Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – revenus

Sources : ISQ et SC.

Tableau 3.14
Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – dépenses

Sources : ISQ et SC.

Tableau 3.15
Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – ressources

Sources : ISQ et SC.

Tableau 3.16
Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) – utilisation de l'épargne

Sources : ISQ et SC.

Les données apparaissant dans les tableaux 3.15 et 3.16 proviennent de SC et du tableau 5.10.

Les tableaux sur la répartition industrielle du produit intérieur brut aux prix de base

Les tableaux 4.1 à 4.4 sont élaborés par l'ISQ, soit à partir de l'information obtenue de différentes divisions de SC, soit à partir d'estimations si les données sont manquantes. Ces tableaux ventilent, par secteur d'activité économique, les principales composantes du produit intérieur brut selon la valeur ajoutée.

Tableau 4.1
Produit intérieur brut aux prix de base, par activité économique

Sources : ISQ et SC.

Aux fins de la présente publication, le tableau 4.1 est la somme des tableaux 4.2, 4.3 et 4.4. Les données qui apparaissent dans ce tableau proviennent de la Division des mesures et de l'analyse des industries (DMAI) de SC[1]. Toutefois, à l'aide de méthodes analogues à celles de SC, l'ISQ procède à des estimations afin d'établir, sur une même base, le PIB par secteur des années les plus récentes.

Tableau 4.2
Rémunération des salariés, par activité économique

Sources : ISQ et SC.

L'information de base provient de la Section du revenu du travail de SC qui produit les données sur les salaires et traitements par agent économique et par activité économique. En ce qui concerne les années antérieures à 1997, l'ISQ estime les données selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) à partir de celles qui existaient selon la Classification type des industries (CTI). L'ISQ désagrège également certains secteurs d'activité économique relativement à l'année la plus récente.

Tableau 4.3
Excédent d'exploitation et ajustements divers

Sources : ISQ et SC.

La Division des mesures et de l'analyse des industries de SC établit le PIB selon la valeur ajoutée pour ce qui est des secteurs d'activité économique. En soustrayant de ces données la somme des revenus de certains facteurs, tels que les salaires et le revenu net des entreprises individuelles agricoles et non agricoles, on obtient les données du tableau 4.3. Quant aux données des années les plus récentes, comme on ne connaît pas directement l'excédent d'exploitation, on estime que son évolution suit celle des indicateurs connexes à chacun des secteurs. Ainsi, dans certains cas, on utilise comme indicateur la valeur ajoutée, la production brute, les expéditions des producteurs, les ventes au détail et, dans d'autres cas, la somme des revenus de certains facteurs. Cependant, ces méthodes requièrent constamment des modifications afin de tenir compte des progrès que connaît la statistique, et des changements survenus dans les données canadiennes qui servent de repères.

Tableau 4.4
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, par activité économique

Sources : ISQ et SC.

Les tableaux supplémentaires sur les administrations publiques

Les tableaux sur les administrations publiques proviennent en grande partie de SC et ils sont disponibles dans la publication 13-213 et la banque de données CANSIM. Par contre, les tableaux 5.7 et 5.10 sont produits par l'ISQ. L'information présentée dans ces tableaux est soit obtenue de SC, soit estimée directement par l'ISQ.

Dans les nombreux cas de variables pour lesquelles la valeur de la dernière année n'est pas disponible, cette valeur est estimée à l'aide du taux de croissance annuel de la variable concernée, ou d'une variable apparentée, dans les comptes économiques trimestriels du quatrième trimestre du Québec ou du Canada.

Tableaux 5.1 à 5.5
Recettes et dépenses du secteur des administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

Tableau 5.6
Impôts directs – particuliers, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts aux administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

Tableau 5.7
Impôts directs des sociétés et entreprises publiques

Sources : ISQ et SC.

Tableau 5.8
Impôts indirects

Sources : ISQ et SC.

La présentation de ce tableau reflète désormais la ventilation des divers impôts indirects entre les impôts sur les facteurs de production et les impôts sur les produits.

Tableau 5.9
Revenus de placement des administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

Tableau 5.10
Dépenses courantes nettes en biens et services et investissements des administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

Ce tableau présente les dépenses publiques courantes en biens et services ainsi que les investissements des différents niveaux d'administration publique. Les dépenses courantes sont ventilées selon deux composantes : la rémunération des salariés et les autres achats de biens et services. Les montants totaux des dépenses courantes et des investissements proviennent des tableaux 5.1 à 5.5. Seules les dépenses pour d'autres achats de biens et services sont obtenues de façon résiduelle plutôt que par estimation. Les administrations locales incluent les commissions scolaires, conformément aux normes adoptées par SC, mais présentées séparément afin de permettre aux utilisateurs qui le désirent de reconstituer l'ensemble du secteur public de l'éducation au Québec.

Tableau 5.11
Transferts des administrations publiques aux particuliers

Sources : ISQ et SC.

Tableau 5.12
Subventions et transferts de capitaux des administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

La présentation de ce tableau reflète désormais la ventilation des subventions entre celles qui sont attribuables aux facteurs de production et celles qui se rapportent aux produits.

Tableau 5.13
Transferts entre administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui pour le Québec de demain

Cette publication expose les comptes économiques annuels des revenus et dépenses les plus récents. La présente édition couvre la période de 1992 à 2009 et elle inclut les données provisoires pour l'année 2010.

Les données sont harmonisées avec les tableaux d'entrées-sorties et les indicateurs de la production industrielle.

Trois grandes parties composent ce document :

- au premier chapitre, les faits saillants de l'économie du Québec en 2009 et 2010;
- réparties en six chapitres, les grandes variables économiques de 1992 à 2010 présentées sous forme de tableaux statistiques;
- décrits en annexe, le cadre général des comptes économiques, les grandes lignes des révisions apportées au système canadien des comptes nationaux, les sources des données et les particularités des tableaux.

En somme, l'économie du Québec exposée dans le cadre cohérent de la comptabilité nationale.

Institut de la statistique Québec